



# Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

# Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

## PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 30 JUIN 1945

## PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, JUNE 30th, 1945

### AVIS AUX INTÉRESSÉS

#### Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la

### NOTICE TO INTERESTED PARTIES

#### Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of

semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

#### Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.  
8152 — 1-52

### Lettres patentes

"Acme Pattern & Woodwork Co. Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour de mars 1945, constituant en corporation: Abe Nudelman, Leslie Ash, manufacturiers, Arthur Rohrlieh, comptable, et Libby Turner, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, manufacturer et généralement faire le commerce de modèles en bois et en métal, jouets en bois et en métal, articles en plastique et tous genres de travaux d'ébénisterie, travaux en bois, meubles de toutes sortes, genres et descriptions; aussi en faire le commerce comme détaillants, marchands en gros et négociants à forfait, sous le nom de "Acme Pattern & Woodwork Co. Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce premier jour de mars 1945.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

9702

the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Kings' Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

#### Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Gouvernement House. Québec, June 27th, 1940.  
8152 — 1-52

### Letters Patent

"Acme Pattern & Woodwork Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of March, 1945, incorporating: Abe Nudelman, Leslie Ash, manufacturers, Arthur Rohrlieh, accountant, and Libby Turner, secretary, spinster, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy, sell, manufacture and generally deal in wood and metal patterns, wood and metal toys, plastic articles, and all types of cabinet work, wood work, furniture of all kinds, types and description; also to deal in the same as retailers, wholesalers and jobbers, under the name of "Acme Pattern & Woodwork Co. Ltd.", with a capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of March, 1945.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

9702-o

**"A. H. Manningham Limited"**

Avis est par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de mars 1945, constituant en corporation: Arthur Herbert Manningham, marchand de tabac, Alcie Margaret Manningham, commis, fille majeure, tous deux des cité et district de Montréal, Harold Hubert Wing, ingénieur de la ville de Farnham, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir, acheter ou autrement prendre comme une firme en exploitation le commerce et l'entreprise de A. H. Manningham, marchand de tabac, exerçant le commerce dans les cité et district de Montréal, prenant tous les biens et assumant les dettes dudit A. H. Manningham, comprenant les baux, achalandage, la licence et le permis de la Commission des Prix et du Commerce en Temps de Guerre, et le payer en argent ou au moyen d'actions entièrement acquittées du capital-actions de cette compagnie ou autrement;

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre, soit en gros ou en détail ou autrement négocier ou faire le commerce, produire, importer et exporter toutes sortes d'articles, objets et marchandises généralement vendus par des marchands de tabac et confiseurs, et plus spécialement le tabac et les produits du tabac, bonbons et objets semblables, sous le nom de "A. H. Manningham Limited", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce quinzième jour de mars 1945.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

9703

**"A. H. Manningham Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of March, 1945, incorporating: Arthur Herbert Manningham, tobacconist, Alice Margaret Manningham, clerk, spinster, of the full age of majority, both of the City and District of Montreal, Harold Hubert Wing, engineer, of the Town of Farnham, all in the Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire, purchase or otherwise take over as a going concern, the business and undertakings of A. H. Manningham, Tobacconist, carrying on business in the City and District of Montreal, taking over all of the assets and assuming the liabilities of the said A. H. Manningham, including the leases, goodwill, the Wartime Prices and Trade Board license and permit, and to pay for the same in cash or by fully paid up shares of the capital stock of this Company or otherwise;

To manufacture, buy or otherwise acquire and sell, either at wholesale or at retail or otherwise deal in or with, produce, import and export all kinds of goods wares and merchandise generally sold by tobacconists and confectioners, and more especially, tobacco and tobacco products, candies and similar objects, under the name of "A. H. Manningham Limited", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 common shares of \$100.00 each.

The head office of the company will be at Montréal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of March, 1945.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

9703-o

**"Akmor Textile & Converting Co. Ltd."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de mars 1945, constituant en corporation: Rudolph Kanigsberg, Abraham Schachter, Abraham Kanigsberg, tous marchands, des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce comme négociants en gros, convertisseurs, importateurs, exportateurs, manufacturiers, marchands en gros de toutes sortes de textiles et produits textiles, laine, tissus de coton, soie, sous le nom de "Akmor Textile & Converting Co. Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1253 avenue McGill College, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce sixième jour de mars 1945.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

9704

**"Akmor Textile & Converting Co. Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of March, 1945, incorporating: Rudolph Kanigsberg, Abraham Schachter, Abraham Kanigsberg, all merchants, of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as wholesale jobbers, converters, importers, exporters, manufacturers, wholesalers of all kinds of textiles and textile products, wool, cotton fabrics, silks, under the name of "Akmor Textile & Converting Co. Ltd.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 common shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at 1253 McGill College Avenue, Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of March, 1945.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

9704-o

**"Annis Mink Ranch Limited"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de mars 1945,

**"Annis Mink Ranch Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of March, 1945, incorporating: William Mitchell,

constituant en corporation: William Mitchell, R. deWolfe MacKay, avocats, Audrey Smith, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Entreprendre et exercer, soit directement ou par la possession d'actions du capital-actions d'une ou plusieurs corporations, présentement ou subséquemment constituées en corporation, le commerce en gros et en détail de producteurs, marchands, courtiers, encanteurs, importateurs exportateurs, distributeurs, agents à commission et négociants en général de fourrures et de peaux:

Acheter ou autrement acquérir, construire, posséder, entretenir, louer et exploiter des fermes ou élevages de visons, fermes ou élevages de renards ou toutes autres fermes ou élevages d'animaux à fourrure, ou une combinaison d'aucune ou toutes d'elles, et aussi des fermes, élevages, entrepôts, entrepôts frigorifiques, manufactures et boutiques nécessaires, utiles ou incidents au commerce de la compagnie, sous le nom de "Annis Mink Ranch Limited", avec un capital total de \$5,000, divisé en 5,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce troisième jour de mars 1945.

L'Assistant-procureur général,  
9705 L. DÉSILETS.

"A. O. Monderie, Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-septième jour de mars 1945, constituant en corporation: Albert-Ovila Monderie, vendeur, Léonard Larocque, électricien, et Arthur Bilodeau ajusteur, tous trois des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce en gros et en détail de vente, fabrication et réparation de meubles meublants de toutes sortes, dans toutes ses spécialités et phases:

Acheter, importer et exporter, vendre tous articles, objets et accessoires électriques et/ou tous substituts, de même que tous articles de fantaisie de toutes sortes, jouets, verrerie, porcelaine, vaisselle, bijouterie, argenterie, et mêmes objets en bois, métal, verre, de différentes espèces, ainsi que des instruments de musique de tout genre, sous le nom de "A. O. Monderie, Limitée", avec un capital total de \$40,000.00, divisé en 2000 actions privilégiées de \$10.00 chacune, et 200 actions ordinaires de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-septième jour de mars 1945.

L'Assistant-procureur général,  
9706-o L. DÉSILETS.

"A & A Manufacturing Company Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes an date du premier jour de mars 1945, constituant en corporation: Joseph Cohen, Gerald S. Tritt, avocats et conseils en loi du Roi, et Ezra Leithman, avocat, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

R. deWolfe MacKay, advocates, Audrey Smith, stenographer, spinster of the full age of majority, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To engage in and carry on, either directly or through the ownership of shares of capital stock of one or more corporations, now or hereafter to be incorporated, the business of wholesale and retail fur and hide producers, merchants, brokers, auctioneers, importers, exporters, distributors, commission agents and general traders:

To purchase or otherwise acquire, construct, own, maintain, lease and operate mink farms or ranches, fox farms or ranches, or any other fur bearing animal farms or ranches, or a combination of any or all of them, and also farms, ranches, warehouses, cold storage plants, factories and machine shops necessary, useful or incidental in connection with the business of the Company, under the name of "Annis Mink Ranch Limited", with a total capital stock of \$5,000.00, divided into 5,000 shares of \$1.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of March, 1945.

L. DÉSILETS,  
9705-o Deputy Attorney General.

"A. O. Monderie, Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of March, 1945, incorporating: Albert-Ovila Monderie, salesman, Léonard Larocque, electrician, and Arthur Bilodeau, adjuster, all three of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To deal, wholesale and retail, in the sale, manufacture and repair of furniture of every kind in all the specialties and branches thereof:

To purchase, import and export, sell any articles, objects and electric accessories and/or any substitutes, and also fancy articles of every kind, toys, glassware, china, crockery, knick-knacks, silverware and the same objects in wood, metal, glass of different kinds, and also musical instruments of every kind, under the name of "A.O. Monderie, Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2000 preferred shares of \$10 each, and 200 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of March, 1945.

L. DÉSILETS,  
9706 Deputy Attorney General.

"A & A Manufacturing Company Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of March, 1945, incorporating: Joseph Cohen, Gerald S. Tritt, advocates and King's Counsels and Ezra Leithman, advocate, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Exercer tous ou aucun des commerces de manufacturiers d'habits et vêtements de toutes sortes pour hommes et garçons et spécialement exercer le commerce qui consiste à manufacturer et vendre en gros ou en détail des vêtements prêts à porter et faits sur mesures pour hommes et garçons;

Manufacturer, acheter, vendre en gros ou détail ou autrement négociier ou faire le commerce de tous vêtements en coton, soie, laine ou autres sortes pour femmes, demoiselles ou enfants, sous le nom de "A & A Manufacturing Company Ltd", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce premier jour de mars 1945.

L'Assistant-procureur général,  
L. DESILETS.

9707

**"Barber Transport Limited"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de mars 1945, constituant en corporation: Aime Sydney Bruneau, avocat et conseil en loi du Roi, John Applin, commis, tous deux de la cité de Westmount, et Ethel Hartley, sténographe, de la cité de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce général de voiturage, camionnage, déménagement, entreposage et livraison de colis;

Exercer le commerce de voituriers, expéditeurs et entreposeurs dans toutes ses spécialités et percevoir, recevoir, entreposer, transférer, transporter et expédier des bagages, valises, articles, effets, marchandises, produits et tous articles de commerce et autres effets; exercer le commerce de voituriers en commun et conduire et transporter des passagers, sous le nom de "Barber Transport Limited", avec un capital total de \$49,000, divisé en 490 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de St-Lambert, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce dixième jour de mars 1945.

L'Assistant-procureur général,  
L. DESILETS.

9708

**"Bell Manitou Gold Mine Limited"**  
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de mai 1945, constituant en corporation: Joseph Alphonse Roy, négociant en valeurs, de Lévis, Mademoiselle Jeanne d'Arc Roy, sténographe, et Joseph Hormidas Paré, avocat, tous deux de Québec, tous du district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire des explorations et recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit, le sol ou les terres, les roches ou les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Bell Manitou Gold Mine Limited"

To carry on all or any of the business of manufacturers of men's and boys' clothing and wearing apparel of all kinds and especially to carry on the business of manufacturing and selling by wholesale or retail ready made and made to measure men's and boys' garments;

To manufacture, buy, sell by wholesale or retail or otherwise trade or deal in any cotton, silk, woollen or other kinds of women's, misses' or children's wear and apparel, under the name of "A & A Manufacturing Company Ltd.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of March, 1945.

L. DESILETS,  
Deputy Attorney General.

9707-o

**"Barber Transport Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of March, 1945, incorporating: Aime Sydney Bruneau, advocate and King's Counsel, John Applin, clerk, both of the City of Westmount, and Ethel Hartley, stenographer, of the City of Montreal, all in the District of Montreal, Province of Quebec for the following purposes:

To carry on a general cartage, trucking, moving, storage and parcel delivery business;

To carry on the business of carters, forwarders and warehousemen in all its branches, and to collect, receive, store, transfer, convey and forward baggage, luggage, goods, wares, merchandise, produce, and all articles of commerce and other effects; to carry on the business of common carriers and to carry and convey passengers, under the name of "Barber Transport Limited", with a total capital stock of \$49,000.00, divided into 490 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at the City of St. Lambert, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of March, 1945.

L. DESILETS,  
Deputy Attorney General.

9708-o

**"Bell Manitou Gold Mine Limited"**  
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of May, 1945, incorporating: Joseph Alphonse Roy, trader in securities, of Lévis, Miss Jeanne d'Arc Roy, stenographer, and Joseph Hormidas Paré, lawyer, both of Québec, all of the District of Québec, Province of Québec, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner, render such minerals merchantable by any means whatever, and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Bell Manitou Gold Mine Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of

(Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de \$3,000,000, divisé en 3,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Québec, district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-sixième jour de mai 1945.

L'Assistant-procureur général,

9709

L. DÉSILETS.

\$3,000,000.00, divided into 3,000,000 shares of \$1.00 each.

The shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Québec City, in the District of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of May, 1945.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

**"Betty & Maxine Sportswear Limited"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour de mars 1945, constituant en corporation: Maxine Samuels, célibataire, Norman Genser, David Lack, avocats, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer, produire, acheter, vendre, exporter, importer et négocier et faire le commerce d'articles de mode pour dames, blouses et vêtements de sport pour dames et demoiselles et la distribution en gros de bijouterie pour costumes, sous le nom de "Betty & Maxine Sportswear Limited", avec un capital total de \$20,000, divisé en 400 actions de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce deuxième jour de mars 1945.

L'Assistant-procureur général,

9710

L. DÉSILETS.

9709-o

**"Betty & Maxine Sportswear Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of March, 1945, incorporating: Maxine Samuels, unmarried, Norman Genser, David Lack, advocates, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing, producing, buying, selling, exporting, importing and dealing in an with ladies' millinery, ladies' and misses' blouses and sportswear, and distribution at wholesale or costume jewellery, under the name of "Betty & Maxine Sportswear Limited", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 400 shares of \$50.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of March, 1945.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

**"Bon-Ray Ltd."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour de mars 1945, constituant en corporation: Boris Dickman, dessinateur, Louis A. DeZwirek, avocat, tous deux de la cité de Montréal, et John A. Flannery, agent, de la cité de Verdun, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités le commerce, en gros et en détail, de manufacturiers robes, manteaux, costumes, blouses, négligés, vêtements de sport, robes de bain et pyjamas, jupes pour dames, vêtements pour dames, habits et vêtements de toutes sortes pour hommes et enfants, et de marchands de laines et soies, de toutes sortes de marchandises en pièces et d'autres articles, commodités, marchandises ou choses nécessaires aux fins de la compagnie, avec le droit de manufacturer, importer et exporter, et agir comme agents de manufacturiers des articles, objets, effets, marchandises et tissus manufacturés ci-dessus mentionnés, sous le nom de "Bon-Ray Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce premier jour de mars 1945.

L'Assistant-procureur général,

9711

L. DÉSILETS.

9710-o

**"Bon-Ray Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of March, 1945, incorporating: Boris Dickman, designer, Louis A. DeZwirek, advocate, both of the City of Montreal, and John A. Flannery, agent, of the City of Verdun all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on in all its branches the business, wholesale and retail, of manufacturers of ladies, dresses, cloaks, suits, blouses, negligees, sportswear, bathrobes and pyjamas, skirts, ladies' wear, men's and children's clothing and wearing apparel of all kinds, and dealers in woollens and silks, all kinds of piece goods, and other articles, commodities, merchandise or things necessary for the purpose of the Company, with the right to manufacture, import and export, and to act as manufacturer's agents of the manufactured articles, goods, wares, merchandise and material, hereinabove mentioned, under the name of "Bon-Ray Ltd.", with a total capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of March, 1945.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

9711-o

"Candy Craft Corporation"

"Candy Craft Corporation"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de mars 1945, constituant en corporation: Joseph Beaulieu et Alex Kosowatsky, confiseurs, Joseph Cohen, Gerald S. Tritt, avocats et conseils en loi du Roi, Ezra Leithman, avocat, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce qui consiste à posséder, acheter, vendre, manufacturer, importer, exporter et faire le commerce en gros ou en détail de cacao, chocolat et de tous composés d'iceux, de confiseries et bonbons, bon-bons et approvisionnement de confiseurs et des précédents dans toutes leurs formes et procédés de fabrication;

Exercer le commerce en gros et en détail de boulangers, confiseurs, manufacturiers de pâtisseries et biscuits et faire le commerce de tous produits y requis;

Exercer le commerce en gros ou en détail qui consiste à acheter, manufacturer, raffiner et vendre du sucre, mélasse et exercer tout commerce légal s'y rapportant, sous le nom de "Candy Craft Corporation", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce huitième jour de mars 1945.

L'Assistant-procureur général,

9712

L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of March, 1945, incorporating: Joseph Beaulieu and Alex Kosowatsky, confectioners, Joseph Cohen, Gerald S. Tritt, advocates and King's Counsels, Ezra Leithman, advocate, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of owning, buying, selling, manufacturing, importing, exporting and dealing in wholesale or retail in cocoa, chocolate and any composite thereof, confectioneries and candies, bon-bons and confectioners' supplies and of the foregoing in all forms and processes of manufacture;

To carry on the business of wholesale and retail bakers, confectioners, pastry and biscuit manufacturers and to deal in any products required with the same;

To carry on the business in wholesale or retail of purchase, manufacture, refining and sale of sugar, molasses and all lawful business incidental thereto, under the name of "Candy Craft Corporation", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of March, 1945.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

9712-o

"Carmo Industries Limited"

"Carmo Industries Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt février 1945, constituant en corporation: Moses A. Schwartz, ingénieur-industriel, Charles Singer, marchand, et Samuel J. Smiley, avocat, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

S'occuper de l'importation et de l'exportation de bottes, chaussures, bas et autres chaussures, et de tous accessoires d'icelles, cirage pour bottes et chaussures; tissus de coton et de laine, lainages, soieries, toiles, vêtements d'hommes, femmes et enfants, machinerie, ameublement, aliments et grains; centraliser et unifier, exporter et importer ces marchandises de toutes sortes à des endroits centraux, économiques, spécifiés; manier ces marchandises à base de commission ou toute autre base; adopter un système d'inspection et standardisation de ces marchandises; prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la continuité de l'approvisionnement et l'uniformité de qualité de ces marchandises et s'occuper du commerce général de toutes sortes de ces marchandises; acheter, vendre, manufacturer, ou autrement faire le commerce d'objets, effets, produits, articles et marchandises susmentionnés, sous le nom de "Carmo Industries Limited", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt février 1945.

L'Assistant-procureur général,

9713

L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of February, 1945, incorporating: Moses A. Schwartz, industrial engineer, Charles Singer, merchant, and Samuel J. Smiley, advocate, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To engage in the importing and exporting of boots, shoes, hosiery and other footwear, and all accessories thereof, boot and shoe polishes, wool cotton fabrics, woollens, silks, linens, and mens', womens' and childrens' clothing, machinery, furniture, foods, and grains; to centralize and assemble, export and import such commodities of all kinds at specified central economic points; to handle such commodities on a commission basis or any other basis; to adopt a system of inspection and standardization of such commodities; to take all measures necessary to insure continuity of supply and uniformity of quality of such commodities and to engage in the general merchandising of such commodities of all kinds; to buy, sell, manufacture, or otherwise deal in goods, wares, products, articles and merchandise aforementioned, under the name of "Carmo Industries Limited", with a total capital stock of \$10,000 00, divided into 1,000 shares of \$10.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of February, 1945.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General

9713-o

## "Century Fur &amp; Footwear Ltd."

Avis est par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf mars 1945, constituant en corporation: Max Dunn, Benny Cohen, Jack Boroff, industriels, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, faire le commerce, en gros et en détail, de toutes sortes de fourrures, produits de la fourrure, et toutes sortes de chaussures, sous le nom de "Century Fur & Footwear Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5632, Avenue Monkland, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le neuf mars 1945.

L'Assistant-procureur général,  
9714 L. DÉSILETS.

## "Century Sales Incorporated"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de février 1945, constituant en corporation: Moses Herman, David Samuel Usheroff, tous deux marchands, Bessie Rotstein, vendeuse, épouse séparée de biens dudit Moses Herman et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Lorna Golub, tenuse de livres, épouse séparée de biens dudit David Samuel Usheroff et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie et faire le commerce comme marchands en gros et en détail, manufacturiers, marchands, négociants à forfait, importateurs et exportateurs de fournitures et ustensiles de maison, accessoires pour vêtements, bijouterie, jouets, ferronnerie, toutes sortes d'ornements en plastique, métaux, bois, cuir, lampes, accessoires de bureau, meubles, articles en verre pour la table, porcelaine, peintures, accessoires de toilette, accessoires de modistes, coutellerie, argenterie et antiques, ainsi que tous articles se rapportant aux objets ci-dessus mentionnés, sous le nom de "Century Sales Incorporated", avec un capital total de \$20,000, divisé en 400 actions de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingtième jour de février 1945.

L'Assistant-procureur général,  
9715 L. DÉSILETS.

## "C. Howard Simpkin Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de février 1945, constituant en corporation: Kenneth A. Wilson, conseil en loi du Roi, Evelyn A. Lehman, et Ethel M. Peirce, secrétaires, filles majeures, tous des cités et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce général d'entrepreneurs électriciens dans toutes ses spécialités, de manu-

## "Century Fur &amp; Footwear Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of March, 1945, incorporating: Max Dunn, Benny Cohen, Jack Boroff, manufacturers, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, deal in, wholesale and retail, all kinds of furs, fur products, and all kinds of footwear, under the name of "Century Fur & Footwear Ltd.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at 5632 Monkland Ave., Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of March, 1945.

L. DÉSILETS,  
9714-o Deputy Attorney General.

## "Century Sales Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of February, 1945, incorporating: Moses Herman, David Samuel Usheroff, both merchants, Bessie Rotstein, saleslady, wife separate as to property of the said Moses Herman and duly authorized him for these presents, and Lorna Golub, book-keeper, wife separate as to property of the said David Samuel Usheroff and duly authorized by him for these presents, all of the City and District of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on trade and do business as wholesale and retail manufacturers, dealers, jobbers, importers and exporters in household furnishings and utensils, wearing apparel accessories, jewellery, toys, hardware, all classes of ornaments of plastic, metals, wood, leather, lamps, electrical appliances, pictures, frames, office equipment and supplies, furniture, table glassware, china ware, painting, toilet accessories, millinery supplies, cutlery, silverware and antiques, as well as all other articles incidental to the items above-mentioned, under the name of "Century Sales Incorporated", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 400 shares of \$50.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of February, 1945.

L. DÉSILETS,  
9715-o Deputy Attorney General.

## "C. Howard Simpkin Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of February, 1945, incorporating: Kenneth A. Wilson, King's Counsel, Evelyn A. Lehman and Ethel M. Peirce, secretaries, spinners, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on generally the business of electrical contractors in all its branches, manufacturers,

facturiers, réparateurs, importateurs, exportateurs et marchands de systèmes électriques, appareils, dispositifs, accessoires et outillage en général; sans affecter la généralité des précédents, négocier, faire le commerce, manufacturer, réparer des moteurs, dynamos, générateurs, batteries, accumulateurs, tableaux de contrôle, unités d'éclairage électrique, usines d'énergie électrique, et articles objets et marchandises de toutes sortes exploités ou aux fins d'exploitation d'iceux où l'énergie électrique est utilisée, sous le nom de "C. Howard Simpkin Ltd.", avec un capital total de \$22,000, divisé en 2,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-septième jour de février 1945.

L'Assistant-procureur général,  
9716 L. DÉSILETS.

"Clifton Sportswear Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf mars 1945, constituant en corporation: Max Crestohl, de la cité d'Outremont, Samuel Greenblatt, Murray Lapin, tous deux de la cité de Montréal, tous avocats, du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre et en général faire le commerce tant en gros qu'en détail, de sous-vêtements de femmes, culottes, jaquettes de sport, pantalons de sport, blouses, pyjamas, robes d'intérieur, robes, robes de chambre, et tous ces autres articles qui peuvent être manufacturés de matières textiles;

Faire le commerce de tous les articles susmentionnés qui peuvent être fabriqués en soie, rayonne, cotonnades, lainages, toile, crêpe, jersey, articles tricotés, et en aucun et tout autre genre de tissu, sous le nom de "Clifton Sportswear Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 372 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le neuf mars 1945.

L'Assistant-procureur général,  
9717 L. DÉSILETS.

"Comet Duverny Gold Mines Ltd."  
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de mars 1945, constituant en corporation: Harry Feifer, Isidore Goldstein, Ben Etiger, marchands, Bennie Singer, agent d'immeubles, tous quatre de la cité de Montréal, et Dave Goldstein, marchand, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire des explorations et recherches pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit, le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; les

repairers, importers, exporters and dealers in electrical systems, appliances, devices, accessories, and equipment generally; without derogating from the generality of the foregoing, to trade, deal in, manufacture, repair engines, dynamos, generators, batteries, storage batteries, switch boards, electric lighting plants, electric power plants, and goods, wares and merchandises of all kinds operated by, or for the purpose of use thereof, electrical energy is used, under the name of "C. Howard Simpkin Ltd.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 2,000 shares of \$10.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of February, 1945.

L. DÉSILETS,  
9716-o Deputy Attorney General.

"Clifton Sportswear Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of March, 1945, incorporating: Max Crestohl, of the City of Outremont, Samuel Greenblatt, Murray Lapin, both of the City of Montreal, all advocates, of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell and generally deal in both wholesale and retail, in ladies' sportswear, breeches, sport jackets, slacks, blouses, lounging pajamas, housecoats, dresses, dressing gowns, and all such other similar articles as can be manufactured from textiles.

To deal in all the foregoing articles which are manufactured from silks, rayon, cottons, woolsens, linen, crepe, jersey, knitted materials, and from all and any other form of textiles, under the name of "Clifton Sportswear Ltd.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at 372 St. Catherine St. West, Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of March, 1945.

L. DÉSILETS,  
9717-o Deputy Attorney General.

"Comet Duverny Gold Mines Ltd."  
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of March, 1945, incorporating: Harry Feifer, Isidore Goldstein, Ben Etiger, merchants, Bennie Singer, real estate agent, all four of the City of Montreal, and Dave Goldstein, merchant, of the City of Outremont, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals;

To carry on all operations by which the soil, earth, rocks, and stones, any, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever, and sell or otherwise dispose thereof, under the

vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Comet Duverny Gold Mines Ltd." (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de \$3,500,000, divisé en 3,500,000 actions de \$1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourent aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour les actions de son capital-actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt et unième jour de mars 1945.

L'Assistant-procureur général,  
9718 L. DÉSILETS.

name of "Comet Duverny Gold Mines Ltd." (No Personal Liability), with a total capital stock of \$3,500,000.00, divided into 3,500,000 shares of \$1.00 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for the shares of its capital stock.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of March, 1945.

L. DÉSILETS,  
9718-o Deputy Attorney General.

"Compagnie Industrielle St-Félix Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des companies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-septième jour de février 1945, constituant en corporation: J.-Georges Dufresne, Raymond Dufresne, Jean-Paul Bonin, Onias Hénault, tous quatre marchands, et Albéric Hénault, bourgeois, tous du village de St-Félix-de-Valois, comté de Joliette, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire les opérations d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de "Compagnie Industrielle St-Félix Limitée", avec un capital total de \$49,900.00, divisé en 499 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Félix-de-Valois, dans le district de Joliette.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-septième jour de février 1945.

L'Assistant-procureur général,  
9719-o L. DÉSILETS.

"Compagnie Industrielle St-Félix Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of February, 1945, incorporating: J. Georges Dufresne, Raymond Dufresne, Jean-Paul Bonin, Onias Hénault, all four merchants, and Albéric Hénault, bourgeois, all of the village of St-Félix-de-Valois, county of Joliette, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the operations of a real estate company, under the name of "Compagnie Industrielle St-Félix Limitée", with a total capital stock of \$49,900, divided into 499 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Félix-de-Valois, district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of February, 1945.

L. DÉSILETS,  
9719 Deputy Attorney General.

"Dandy Pants & Sportswear Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deux mars 1945, constituant en corporation: William Zatz, industriel, de la cité de Joliette, David Lack, avocat, et Tessy Frankel, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce qui consiste à entreprendre, fabriquer, produire, acheter, vendre, exporter, importer et faire affaires soit comme entrepreneurs, manufacturiers, marchands de gros, négociants, marchands détaillants et/ou agents

de pantalons, habits de sport, vêtements et lingerie de toute sorte et description pour hommes garçons, enfants et femmes;

d'étoffes de laine, soie et coton, tissus et textiles de toute sorte et description;

de tous autres articles, commodités et choses de toute sorte et description, nécessaires ou connexes aux articles susdits, sous le nom de "Dandy Pants & Sportswear Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Joliette, district de Joliette.

Daté du bureau du procureur général, le deux mars 1945.

L'Assistant-procureur général,  
9720 L. DÉSILETS.

"Dandy Pants & Sportswear Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of March, 1945, incorporating: William Zatz, manufacturer, of the City of Joliette, David Lack, advocate, and Tessy Frankel, secretary, spinster, both of the City of Montreal, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of contracting, manufacturing, producing, buying, selling, exporting importing and dealing in either as contractors, manufacturers, wholesalers, jobbers, retailers and/or agents:

of men's, boys', children's and women's pants, sportswear, clothing and wearing apparel of every kind and description;

of woollen, silk and cotton cloths, fabrics and materials of every kind and description;

of all other articles, commodities and things, of every kind and description, necessary or incidental in connection with the foregoing, under the name of "Dandy Pants & Sportswear Inc.", with a total capital stock of \$10,000.00, divided into 200 common shares of \$50.00 each.

The head office of the Company will be at Joliette, in the District of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of March, 1945.

L. DÉSILETS,  
9720-o Deputy Attorney General.

**"Davern Import Corp."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de février 1945, constituant en corporation: Michael Garber, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, Jacob Harold Blumenstein, avocat, Irene Rubin, Libby Turner, secrétaires, filles majeures, les trois derniers de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exporter, importer, distribuer, acheter, vendre, manufacturer, négocier et faire le commerce de nouveautés: bijouterie: pierres précieuses, semi-précieuses et imitations: porte-monnaie et portefeuilles: boutons, articles en cuir, étuis: nécessaires de toilette: compactes, chapelets et articles religieux: colliers et bracelets: nouveautés en verre, animaux en verre filé et soufflé, figures et figurines, plastiques, oriflammes en feutre et en soie rayon: ornements et garniture de robes: souvenirs, trucs, farces, jouets et jeux, accessoires de fumeurs: porcelaine, poterie, objets en métal, objets émaillés, ferronnerie, argenterie, faïencerie, articles en verre, coutellerie et articles de table: montres et horloges, instruments d'optique et lentilles: parfums: textiles et produits textiles: laine et lainages: instruments de musique: marchandises en caoutchouc: médailles, pendants, pendants d'oreilles, broches, bagues: caméras: articles de maison: articles de toilettes et préparations, sous le nom de "Davern Import Corp.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-troisième jour de février 1945.

L'Assistant-procureur général,

9721

L. DESILETS.

**"Davern Import Corp."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of February, 1945, incorporating: Michael Garber, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, Jacob Harold Blumenstein, advocate, Irene Rubin, Libby Turner, secretaries, spinsters, the three latter of the City of Montreal, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To export, import, distribute, buy, sell, manufacture, trade in and deal in novelties: jewelry: precious, semi-precious and imitation stones: bill-folds and wallets: buttons, leather goods, fitted cases: vanity sets: compacts, rosaries and religious articles, necklaces and bracelets: glass novelties, spun and blown animals, figures and figurines: plastics, felt and silk rayon pennants: dress ornaments and trimmings: souvenirs, tricks, jokes, toys and games, smoking accessories: china, pottery, metalware, enamelware, hardware, silverware, crockery, glass ware, table ware and flat ware: watches and clocks, optical instruments and lenses: perfumes: textile and textile products: wool and woollens: musical instruments: rubber goods: lockets, pendants, earrings, brooches, rings: cameras, household utensils: toilet articles and preparations, under the name of "Davern Import Corp.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of February, 1945.

L. DESILETS,

9721-o

Deputy Attorney General.

**"Debbie Manufacturing Company Limited"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six février 1945, constituant en corporation: Charles Cassoff, Moses Staroselsky, gérants, Harry Benjamin Fogul, avocat, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, faire le commerce et négoce ou entreprendre, en gros ou en détail, la fabrication de toutes sortes de robes pour femmes, fillettes et enfants, manteaux, costumes, blouses, habits de sport, et accessoires de même que tous autres vêtements de soie, crêpe, satin, soie artificielle, velours, chiffon, toile, dentelle, drap, coton, tweed, laine, tissu et d'aucun ou de tous autres articles de même ou semblable nature: aussi tenir des magasins pour la vente en détail des articles susmentionnés, sous le nom de "Debbie Manufacturing Company Limited".

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de \$49,000, divisé en 240 actions ordinaires de cent dollars (\$100) chacune.

La partie du capital-actions qui sera émise en actions privilégiées est de \$25,000, divisée en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-six février 1945.

L'Assistant-procureur général,

9722

L. DESILETS.

**"Debbie Manufacturing Company Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of February, 1945, incorporating: Charles Cassoff, Moses Staroselsky, managers, Harry Benjamin Fogul, advocate, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, import, export, trade and deal or do contracting work, wholesale or retail, in all kinds of womens, misses and childrens dresses, coats, suits, blouses, sportswear, and accessories as well as any other wearing apparel in silks, crepes, satin, celanese, velvet, chiffon, linen, lace, cloth, cotton, tweeds, woollens, fabrics and all or any other articles of the same or similar nature, also conduct retail stores for sale of above articles, under the name of "Debbie Manufacturing Company Limited".

The amount of the capital stock of the company is to be \$49,000.00 divided into 240 common shares of One hundred dollars (\$100.00) each.

The part of the capital stock to be issued as preferred shares is \$25,000.00 dollars divided into 250 preferred shares of \$100.00 dollars each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of February, 1945.

L. DESILETS,

9722-o

Deputy Attorney General.

**"Deitcher Brothers Inc."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de février 1945, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et conseil en loi du Roi, Theodore Herzl Shapiro, avocat, tous deux de la cité de Montréal, et Benjamin Robinson, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce comme marchands de ferrailles, acier et métal, et travailleurs de toutes sortes de ferrailles et leurs sous-produits, drap, tissus, cuir et objets en papier et comme marchands, manufacturiers, fondeurs et raffineurs de toutes sortes de métaux et de produits en métal;

Exercer le commerce général d'une fonderie et posséder et exploiter des moulins de laminage;

Négocier et faire le commerce de machinerie neuve et usagée, outillage et matériel roulant et s'occuper des opérations qui consistent à démolir, démonter et récupérer, sous le nom de "Deitcher Brothers Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en cent (100) actions privilégiées non-cumulatives à 7% et en 100 actions ordinaires, toutes deux d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-sixième jour de février 1945.

L'Assistant procureur général,  
9723 L. DÉSILETS.

**"Deitcher Brothers Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of February, 1945, incorporating: Joseph Shapiro, advocate and King's Counsel, Theodore Herzl Shapiro, advocate, both of the City of Montreal, and Benjamin Robinson, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as scrap, steel and metal merchants, and processors of all kinds of scrap metals and their by-products, cloth, fabric, leather and paper materials and as dealers in, manufacturers, founders and smelters of all kinds of metals and metal products;

To carry on a general foundry business and own and operate rolling mills;

To deal in and deal with new and used machinery, equipment and rolling stock and to engage as wreckers, dismantlers and salvagers, under the name of "Deitcher Brothers Inc.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into One hundred (100) 7% non-cumulative preferred shares and 100 common shares, both of a par value of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of February, 1945.

L. DÉSILETS,  
9723-o Deputy Attorney General.

**"De La Salle Chesterfield Inc."**

Avis est, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deuxième jour de février 1945, constituant en corporation: Gerald MacPherson Almond, Paul Galt Michaud, avocats, et Jacqueline Bastien, sténographe, fille majeure usant de ses droits, tous trois des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, fabriquer, manufacturer, importer, exporter, aliéner, vendre, louer, céder, remiser, garder en entrepôt moyennant un prix des meubles meublants de toutes descriptions;

Exercer, exploiter ou autrement faire toutes les opérations de bourrure et de rembourrage de meubles dans toutes leurs formes;

Faire en général et dans toutes leurs phases toutes les opérations et exercer les industries de fabricant, manufacturier, marchand, importateur et exportateur en gros et en détail de toutes sortes de meubles meublants, de jouets de toutes sortes, instruments de musique de toutes sortes et tout ce qui peut participer à garnir et meubler une maison, faire le commerce de plumes et faire toutes les réparations se rapportant au dit commerce et industrie, sous le nom de "De La Salle Chesterfield Inc.", avec un capital total de \$20,000.00, divisé en 200 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-deuxième jour de février 1945.

L'Assistant-procureur général,  
9724-o L. DÉSILETS.

**"De La Salle Chesterfield Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of February, 1945, incorporating: Gerald McPherson Almond, Paul Galt Michaud, advocates, and Jacqueline Bastien, stenographer, spinster, in use of her rights, all three of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy, make, manufacture, import, export, alienate, sell, lease, assign, store, keep in storage for remuneration, household furniture of every description;

To carry on, engage in and undertake all operations of furniture upholstering and stuffing in all lines of same;

To carry on in general and in all their phases all the operations and engage in the industries of maker, manufacturer, merchant, importer and exporter, wholesale and retail, of all kinds of household furniture, toys of all kinds, musical instruments of all descriptions and everything capable of being used in decorating and furnishing a house, to deal in feathers and undertake all repair work connected with the said business and industry, under the name of "De La Salle Chesterfield Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of February, 1945.

L. DÉSILETS,  
9724 Deputy Attorney General.

**"Drew Manufacturing Inc."**

**"Drew Manufacturing Inc."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et un février 1945, constituant en corporation: Harold J. Erdrich, Jack Rudner, avocats, et Lewis A. Haber, comptable agréé, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of February, 1945, incorporating: Harold J. Erdrich, Jack Rudner, advocates, and Lewis A. Haber, chartered accountant, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Conduire et exercer en général le commerce qui consiste à manufacturer ou autrement à acquérir et vendre, ou autrement faire le commerce de robes pour femmes et fillettes, blouses, jupes, manteaux, costumes, vêtements, habits de sport, coupons, lainages, cotonnades et soie à la verge, et en général, lingerie pour femmes, de même que vêtements et habits de sport de toute description pour enfants, et acquérir, acheter, détenir, vendre ou autrement disposer de produits manufacturés, importer et exporter les effets et marchandises susmentionnés, sous le nom de "Drew Manufacturing Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

To conduct and carry on generally the business of manufacturing or otherwise acquiring and selling, or otherwise deal in ladies' and misses dresses, blouses, skirts, cloaks, suits, garments, sportswear, remnants, woollens, cottons and silk by the yard, and generally women's wearing apparel as well as in all children's wear and children's sportswear of every description, and to acquire, purchase, hold, sell or otherwise dispose of the manufactured products, import and export of the wares and merchandise aforementioned, under the name of "Drew Manufacturing Inc.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt et un février 1945.

Dated at the office of the Attorney General, his twenty-first day of February, 1945.

L'Assistant-procureur général,

L. DESILETS,

9725

L. DESILETS.

9725-o

Deputy Attorney General.

**"Flomen & Lussier Inc."**

**"Flomen & Lussier Inc."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, des lettres patentes en date du trois mars 1945, constituant en corporation: Benjamin Shulman, Samuel Alexander Shulman, avocats, Reva Morenstein, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of March, 1945, incorporating: Benjamin Shulman, Samuel Alexander Shulman, advocates, Reva Morenstein, stenographer, fille majeure, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Faire commerce comme exportateur, importateur, et expéditeur et marchand de toutes sortes de fourrures et de peaux d'animaux; traiter et préparer pour le marché toutes ou aucune de ces fourrures ou peaux; manufacturer, exporter, importer, expédier et faire le commerce d'aucun ou de tous accessoires du vêtement ou autrement susceptibles d'être faits en tout ou en partie en fourrures ou en peaux d'animaux;

To carry on the business as exporter, importer, and shipper of and dealer in all kinds of furs and animal skins; to treat and prepare for the market any or all of such furs and skins; to manufacture, export, import, ship and deal in any or all articles of clothing or otherwise which are capable of being made either in whole or in part from furs or animal skins;

Faire tous ou aucun des commerces de manufacturiers de vêtements et lingerie de toutes sortes, de tailleurs, drapiers, bonnetiers, marchands de modes, costumiers, chapeliers, fourreurs, gantiers, marchands de soie, coton, drap et dentelle, merciers, fabricants de portemanteaux et confectionneurs généraux et marchands de caoutchouc et marchandises imperméables, parapluies, cannes, ornements et nécessaires de toilette, parfum, savon et tous autres articles, produits, marchandises ou choses nécessaires aux fins de la compagnie, sous le nom de "Flomen & Lussier Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

To carry on all or any of the business of manufacturers of clothing and wearing apparel of all kinds, tailors, drapers, hosiers, milliners, costumers, hatters, furriers, gloves, silk, cotton, cloth and lace merchants, haberdashers, portmanteau makers and general outfitters and dealers in india-rubber and waterproof goods, umbrellas, walking sticks, ornaments toilet requisites, perfumery, soap and any other articles, commodities, merchandise or things necessary for the purposes of the Company, under the name of "Flomen & Lussier Inc.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Daté du bureau du procureur général, le 3 mars 1945.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of March, 1945.

L'Assistant-procureur général,

L. DESILETS,

9726

L. DESILETS.

9726-o

Deputy Attorney General.

**"Glamour Products Inc."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf mars 1945, constituant en corporation: Charles Brownstein, avocat, Julius Borer, comptable agréé, Sophie Borer, secrétaire, épouse séparée de biens de Julius Borer, dûment autorisée par son époux aux fins des présentes, tous des cité et district de Montréal Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire, manufacturer, assembler, réparer, refaire, remodeler, acheter ou autrement acquérir, vendre, importer, exporter, transférer, faire le commerce et négoce, en gros et en détail, de bijoux, boucles d'oreilles, colliers, bracelets broches, ornements, fermoirs, fleurs artificielles, épingles à revers, accessoires d'hommes, boutons de poignets, ornements religieux, charmes, boîtes à poudre, boîtes à cigarettes, articles en métal et nouveautés de toutes sortes et descriptions; fabriquer et faire le commerce de moules, outils à étamper, matrices à découper en acier; manufacturer et faire le commerce d'articles, commodités et matériaux de même nature ou qui peuvent être employés relativement aux articles susdits, sous le nom de "Glamour Products Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 150 actions ordinaires de \$100 chacune, et 50 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le neuf mars 1945.

L'Assistant-procureur général.  
9727 L. DÉSILETS.

**"Glen Realities Limited"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour de février 1945, constituant en corporation: Michael Garber, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, Harry Benjamin Fogul, John Jacob Wasserman, Philip Fischel Vineberg, avocats, Irene Rubin, secrétaire, fille majeure, les quatre derniers de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir, acheter, louer, bâtir, construire ou autrement détenir, utiliser, améliorer, développer gérer, hypothéquer, transférer, vendre, échanger, disposer et faire le commerce d'immeubles et de biens immobiliers de toute description, franchises, permis ou aucun intérêt en ceux, et ériger, modifier, réparer et entretenir, gérer et administrer des bâtisses, lots et autres immeubles:

Exercer un commerce général d'amélioration et de construction d'immeubles, manufacturer et faire le commerce de matériaux de construction, et agir comme agents d'assurance, à commission et de placements, ou comme courtiers pour l'achat, la location, la vente, l'amélioration, le développement et l'administration de toutes propriétés immobilières, sujet au consentement préalable du Surintendant des assurances de la province de Québec; détenir des nantissements, hypothèques liens, charges et autres garanties de toute description, garantir toutes dettes dues ou avances faites par la compagnie pour elle-même ou pour d'autres, sous le nom de "Glen Realities Limited", avec un capital total de \$49,000, divisé en 490 actions de \$100 chacune.

**"Glamour Products Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of March, 1945, incorporating: Charles Brownstein, advocats, Julius Borer, chartered accountant, Sophie Borer, secretary, wife separate as to property of Julius Borer, duly authorized by her husband for these presents, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To make, manufacture, assemble, repair, remake, remodel, buy or otherwise acquire, sell, import, export, transfer, trade and deal in, wholesale and retail, in jewellery, earrings, necklaces, bracelets, brooches, ornaments, lockets, artificial flowers, lapel pins, mens' accessories, cuff links, religious ornaments, charms, compacts, cigarette cases, metal products and novelties of all kinds and description; to manufacture and deal in molds, stampings, steel dies; to manufacture and deal in articles, commodities and materials of a similar nature or which can be used in connection with any of the above articles, under the name of "Glamour Products Inc.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 150 common shares of \$100.00 each, and 50 preferred shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of March, 1945.

L. DÉSILETS,  
9727-o Deputy Attorney General.

**"Glen Realities Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of February, 1945, incorporating: Michael Garber, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, Harry Benjamin Fogul, John Jacob Wasserman, Philip Fischel Vineberg, advocates, Irene Rubin, secretary, spinster, the four latter of the City of Montreal, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire, buy, purchase, lease, build, construct, or otherwise hold, use, improve, develop, manage, mortgage, transfer, sell, exchange, dispose of and deal in real estate and in immovables of every description, franchises, permits, or any interest therein, and to erect, alter, repair and maintain, manage and administer buildings, lots and other immovable property:

To carry on a general real estate improvement and construction business, manufacture and deal in builders' supplies, and to act as insurance, commission, and investment agents, or brokers, for the purchase, lease, sale, improvement, development and management of any immovable property, subject to the previous consent of the Superintendent of Insurance of the Province of Quebec; to hold mortgages, hypothecs, liens, charges and other securities of every description, to secure any debts due or advances made by the Company for itself or for others, under the name of "Glen Realities Limited", with a total capital stock of \$49,000.00, divided into 490 shares of \$100.00 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-quatrième jour de février 1945.

L'Assistant-procureur général,  
9728 L. DÉSILETS.

**"Harvey Sales Distributing Corp."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de février 1945, constituant en corporation: Benjamin Shulman, Samuel Alexander Shulman, avocats, Reva Morenstein, fille majeure, sténographe, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de producteurs et manufacturiers, importateurs et exportateurs, marchands en gros et en détail d'appareils de maison, tels que: machines à repasser, essoreuses, tordeuses, balais vacuum, percolateurs, grille-pains, fers, fourneaux, poêles, comprenant ceux au gaz et à l'électricité, réfrigérateurs, glacières, machines à coudre, carpettes, tapis, porcelaine, verrerie, faïencerie, draperies, tissus de rembourrage, rideaux, lampes, miroirs, gravures, cadres et articles de l'art, toile huilée et linoléums, persiennes, stores, auvents, écrans, savons de buanderie, empois, composés de nettoyage, polis, cires à planchers, articles de cuisine, ustensiles de cuisine, brosses, balais, balais pour tapis, coutellerie, récipients pour vidanges et cendres, paniers et bouilloires pour le lavage, sous le nom de "Harvey Sales Distributing Corp.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-sixième jour de février 1945.

L'Assistant-procureur général,  
9729 L. DÉSILETS.

**"Ideal Process Company"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et un février 1945, constituant en corporation: Nathan Aronoff, marchand, Calman Cohen, agent de publicité, et Rose Segal Aronoff, gourgnoise, épouse séparée de biens de Nathan Aronoff et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, exporter et importer des jouets, jeux, cadres, nouveautés d'annonces de toutes sortes, fabriqués en métal, bois, carton, drap, plastique, papier, celluloid et nouveautés faites de tout autre matériel y compris la fabrication, l'importation, l'exportation, en gros et en détail, des matières qui peuvent servir à la fabrication desdits articles, sous le nom de "Ideal Process Company", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt et un février 1945.

L'Assistant-procureur général,  
9730 L. DÉSILETS.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of February, 1945.

L. DÉSILETS,  
9728-o Deputy Attorney General.

**"Harvey Sales Distributing Corp."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of February, 1945, incorporating: Benjamin Shulman, Samuel Alexander Shulman, advocates, Reva Morenstein, fille majeure, stenographer, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the trade and business of producers and manufacturers, importers and exporters, wholesale and retail merchants of household appliances such as: ironers, washing machines, wringers, vacuum cleaners, percolators, toasters, irons, ranges, stoves including gas and electric units, refrigerators, ice boxes, sewing machines, carpets, rugs, china, glassware, crockery, draperies, upholstery fabrics, curtains, lamps, mirrors, pictures, frames and art goods, oil cloth and linoleums, window shades, blinds, awnings, screens, laundry soaps, starch, cleaning compounds, polishes, floorwax, kitchenware, kitchen utensils, brushes, brooms, carpet sweepers, cutlery, garbage, and ash cans, baskets and wash boilers, under the name of "Harvey Sales Distributing Corp.", with a total capital stock of \$5,000.00, divided into 500 shares of \$10.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of February, 1945.

L. DÉSILETS,  
9729-o Deputy Attorney General.

**"Ideal Process Company"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first of February, 1945, incorporating: Nathan Aronoff, merchant, Calman Cohen, advertising man, and Rose Segal Aronoff, housewife, wife separate as to property of Nathan Aronoff and duly authorized by him for these presents, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, export and import toys, advertising toys, games, frames, and advertising novelties of all kinds, made of metal, wood, cardboard, cloth, plastic, paper, celluloid, and novelties made of any other material including the manufacture, importation, exportation, wholesale and retail, of the raw material of which any of the said articles may be made, under the name of "Ideal Process Company", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 common shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-first day of February, 1945.

L. DÉSILETS,  
9730-o Deputy Attorney General.

**"Infanta Slipper Company Limited"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de février 1945, constituant en corporation: Isidore Reuben Prazoff, Albert Marcus, Abraham Feiner, avocats, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers, importateurs et exportateurs et manufacturer, produire, acheter et vendre des bottes, chaussures, pantouffles et chaussures d'aucune sorte et description pour dames, messieurs et enfants et généralement en faire le commerce comme principal ou agent, en gros et/ou en détail, sous le nom de "Infanta Slipper Company Limited", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-troisième jour de février 1945.

L'Assistant-procureur général,

9731

L. DESILETS.

**"Infanta Slipper Company Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of February, 1945, incorporating: Isidore Reuben Prazoff, Albert Marcus, Abraham Feiner, advocates, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business as manufacturers, importers and exporters and to manufacture, produce, buy and sell ladies' gentlemen's and children's boots, shoes, slippers and footwear of any description and kind and to deal in the same generally as principal or agent, wholesale and/or retailer, under the name of "Infanta Slipper Company Limited", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of February, 1945.

L. DESILETS,

Deputy Attorney General.

**"James E. Brooks Cotton Company Ltd."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douze février 1945, constituant en corporation: Maurice Frederick Lightfoot, courtier en coton, de la cité de Westmount, Jack Wallis Harris, courtier en coton, de la cité de Montréal, et Aimé Sydney Bruneau, avocat et conseil en loi du roi, de la cité de Westmount, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir et disposer soit comme mandants ou agents et à prix fixe ou à commission ou à base de courtage, du coton brut, de la laine, des rebuts de coton, de la graine de coton, et aucun des sous-produits du coton et de la laine, et tissus de toute description ou articles manufacturés d'iceux: s'occuper de la fabrication ou de la transformation d'aucun desdits articles et à cette fin, construire, acheter, ou autrement acquérir, et vendre, louer et exploiter des manufactures de coton et autres tissus de toute description ou d'articles manufacturés d'iceux, sous le nom de "James E. Brooks Cotton Company Ltd.", avec un capital total de \$49,000, divisé en 490 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le douze février 1945.

L'Assistant-procureur général,

9732

L. DESILETS.

**"James E. Brooks Cotton Company Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of February, 1945, incorporating: Maurice Frederick Lightfoot, cotton broker, of the City of Westmount, Jack Wallis Harris, cotton broker, of the City of Montreal, and Aimé Sydney Bruneau, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire and dispose of either as principal or agent and for a set price or on a commission or brokerage basis, raw cotton, wool, cotton waste, cotton seed, and any of the by-products of cotton and wool, and textile fabrics of every description or articles manufactured therefrom: to engage in the manufacture or conversion of any of the said articles and for that purpose to construct, purchase, or otherwise acquire, and to sell, lease and operate manufactories of cotton and other textiles of any and every description or of articles manufactured therefrom, under the name of "James E. Brooks Cotton Company Ltd.", with a total capital stock of \$49,000.00, divided into 490 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of February, 1945.

L. DESILETS,

Deputy Attorney General.

**"Joncas Investment Company Limited"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq mars 1945, constituant en corporation: Reginald Plimsoll, conseil en loi du roi, mademoiselle Kathleen MacKenzie, (célibataire), et Jeannine Landry, (célibataire), toutes deux secrétaires, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

**"Joncas Investment Company Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of March, 1945, incorporating: Reginald Plimsoll, King's Counsel, Miss Kathleen MacKenzie, (unmarried), and Jeannine Landry (unmarried), both secretaries, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Gérer, pousser et poursuivre, de quelque manière que ce soit, les affaires et activités d'une compagnie de portefeuille et de contrôle.

Le capital-actions de la compagnie est divisé en dix-huit mille (18,000) actions n'ayant aucune valeur nominale ou au pair, et le montant du capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de quatre-vingt-dix-mille dollars (\$90,000).

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le cinq mars 1945.

L'Assistant-procureur général,  
9733 L. DÉSILETS.

**"Jos. Morel Limitée"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinzième jour de février 1945, constituant en corporation: Joseph Morel, négociant, Lorenzo Morel, comptable, tous deux de la ville de Québec, et Louis Morel, comptable, de la ville de Sillery, tous du district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer en gros l'industrie, le négoce et le commerce de manufacturiers, fabricants, travailleurs, entreposeurs, acheteurs, vendeurs, exportateurs, importateurs, agents, courtiers, distributeurs, négociants;

a) De tabac en feuilles, en boîtes, en jarres, en paquets, en sacs, à la livre et généralement de tout tabac à fumer, à priser, à chiquer et à cigarettes;

b) De cigares, en jarres, en boîtes, en paquets;

c) De cigarettes, en boîtes et en paquets, de tubes et d'appareils de toutes dimensions et descriptions, servant à la fabrication individuelle de cigarettes;

d) De pipes, boîtiers à cigarettes, de fume-cigarettes, de briquets, de cendriers, d'allumettes, et généralement de tous articles de fumeurs, de toutes catégories descriptions et espèces;

Exercer en gros l'industrie, le négoce et le commerce de manufacturiers, travailleurs, entreposeurs, acheteurs, vendeurs, exportateurs, importateurs, agents, courtiers, distributeurs, représentants, négociants;

a) De bonbons, chocolats, gomme à mâcher, liqueurs douces, crèmes glacées, biscuits et d'épicerie générales;

b) De revues périodiques, journaux, quotidiens, hebdomadaires et mensuels, de cartes postales, souvenirs et généralement de tous objets et articles qui peuvent être achetés dans un débit de tabac, sous le nom de "Jos. Morel Limitée", avec un capital total de \$19,900.00, divisé en 199 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le quinzième jour de février 1945.

L'Assistant-procureur général,  
9734-o L. DÉSILETS.

**"Junior Guild Frocks Inc."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze février 1945, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, C.R., Harry Batshaw, C.R., et Louis Feigenbaum,

To carry on, conduct and engage in, in any way or manner whatsoever, the business and activities of a holding and investment company.

The capital stock of the company is divided into Eighteen Thousand (18,000) shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be Ninety Thousand (\$90,000.00) dollars.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of March, 1945.

L. DÉSILETS,  
9733-o Deputy Attorney General.

**"Jos. Morel Limitée"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of February, 1945, incorporating: Joseph Morel, trader, Lorenzo Morel, accountant, both of the city of Quebec, and Louis Morel, accountant of the town of Sillery, all of the district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the wholesale industry, trade and business of manufacturers, makers, workers, warehousemen, buyers, sellers, exporters, importers, agents, brokers and distributors of and dealers in:

a) Tobacco in leaf, bowes, jars, packages, bags, by the pound and in general all smoking, chewing and cigarette tobacco and snuff;

b) Cigars, in jars, boxes or packages;

c) Cigarettes, in boxes and in packages, tubes and devices of all sizes and descriptions used in the making of home-made cigarettes;

d) Pipes, cigarette cases, cigarette holders, lighters, ashtrays, matches, and in general all smokers' supplies, of all classes, descriptions and kinds;

To carry on the wholesale industry, trade and business of manufacturers, workers, warehouse men, buyers, sellers, exporters, importers, agents, brokers, distributors and representatives of and dealers in:

a) Candies, chocolates, chewing gum, soft drinks, ice cream, biscuits and groceries in general;

b) Periodical reviews, newspapers, daily, weekly and monthly publications, post-cards, souvenirs and in general all objects and articles which may be bought in a tobacconist's shop, under the name of "Jos. Morel Limitée", with a total capital stock of \$19,900, divided into 199 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of February, 1945.

L. DÉSILETS,  
9734 Deputy Attorney General.

**"Junior Guild Frocks Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of February, 1945, incorporating: Philip Meyerovitch, K.C., Harry Batshaw, K.C., and Louis Feigenbaum, advocates, all of the City

avocats, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, produire, acheter, vendre, importer et exporter lingerie de femmes, marchandises sèches, vêtements pour femmes et hommes, lingerie et fournitures de toute sorte et description et matières brutes employées dans ou pour iceux, et généralement en faire le commerce comme mandants ou agents, en gros ou en détail, sous le nom de "Junior Guild Frocks Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le quinze février 1945.

L'Assistant procureur général,

9735

L. DÉSILETS.

"J. & H. Deck Corporation, Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour de février 1945, constituant en corporation: Joseph Henry Freedman, avocat, Harold Scharf, Manley R. Sichel, tous deux comptables, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter et vendre, soit en gros ou en détail, manufacturer et faire le commerce de cotons, laines, rayons, soies, tissus en verre, nylon, tissus de fantaisie, cuir, caoutchouc, dentelles, filets, vêtements de sport, blouses, robes pour dames, vêtements pour hommes, garçons et enfants, bonneterie, sous-vêtements pour dames et messieurs, corsets, maillots de bain, accessoires pour vêtements, accessoires pour enfants, serviettes, couvertures, marchandises sèches, accessoires électriques pour l'utilité de la maison ou autrement, radios, réfrigérateurs, fers, grille-pains, cosmétiques, tapis, fourrures, nouveautés, marchandises en cuir, bijouterie de fantaisie, bijouterie, montres, diamants, argenterie, nouveautés de publicité, cuir et produits en cuir, jouets, antiques, produits de l'art, peintures, plastique et produits en plastique, machinerie pour la ferme, machinerie, outillage, machines-outils, métaux, produits en métal, ferrailles, marchandises en pièces, textiles, meubles, produits alimentaires, articles de mode et accessoires de mode, automobiles, chaussures et pantouffles, bois de construction et produits en bois, sous le nom de "J. & H. Deck Corporation, Ltd.", avec un capital total de \$49,900, divisé en 499 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-quatrième jour de février 1945.

L'Assistant-procureur général,

9736

L. DÉSILETS.

"Kenrod Manufacturing Co. Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de mars 1945, constituant en corporation: Thomas Michael Tansey, avocat, Émile Levesque, Fred Roberge, marchands, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers, négociants en gros, convertisseurs, importateurs,

and District of Montreal, Province of Québec, for the following purposes:

To manufacture, produce, buy, sell, import and export ladies' wear, dry goods, ladies' and gentlemen's clothing, wearing apparel and furnishings of every kind and description and raw material used therein or therefor, and to deal in the same generally as principals or agents, wholesale or retail, under the name of "Junior Guild Frocks Inc.", with a total stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of February, 1945.

L. DÉSILETS,

9735-o

Deputy Attorney General.

"J. & H. Deck Corporation, Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of February, 1945, incorporating: Joseph Henry Freedman, advocate, Harold Scharf, Manley R. Sichel, both accountants, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy and sell, either wholesale or retail, manufacture and deal in cottons, woollens, rayons, silks, glass fabrics, nylon, novelty fabrics, leather, rubber, laces, nets, sportswear, blouses, ladies' dresses, men's boys' and children's clothing, hosiery, ladies' and men's underwear, corsets, bathing suits, clothing accessories, infant's accessories, towels, blankets, dry-goods, electrical appliances for household use or otherwise, radios, refrigerators, irons, toasters, cosmetics, furs, novelties, leather goods, novelty-jewelry, jewelry, watches, diamonds, silverware, advertising novelties, leather and leather products, toys, antiques, art products, paintings, plastic and plastic products, farm machinery, machinery, machine-equipment, machine tools, metals, metal products, scrap metals, piece goods, textiles, furniture, food products, millinery and millinery supplies, automobiles, shoes and slippers, lumber and wood products, under the name of "J. & H. Deck Corporation, Ltd.", with a total capital stock of \$49,900.00, divided into 499 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of February, 1945.

L. DÉSILETS,

9736-o

Deputy Attorney General.

"Kenrod Manufacturing Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of March, 1945, incorporating: Thomas Michael Tansey, advocate, Émile Levesque, Fred Roberge, merchants, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers, wholesale jobbers, converters, importers, exporters

exportateurs de toutes sortes de tissus textiles étroits et de produits textiles, sous le nom de "Kenrod Manufacturing Co. Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 684 rue St-Roch, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce sixième jour de mars 1945.

L'Assistant-procureur général,

9737

L. DÉSILETS.

"Laboratoire Cunard Limitée"  
"Cunard Laboratory Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier jour de mars 1945, constituant en corporation: Madame Marie-Ange Roy, sténographe, épouse séparée de biens d'Isidore Lemelin, voyageur de commerce, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, Georges Drouin, homme d'affaires, tous deux de Scott Junction, district de Beauce, et Léo Lemelin, entrepreneur, des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, produire, importer et exporter, vendre et généralement faire le commerce en gros seulement de toutes et diverses sortes de produits pharmaceutiques ou sous-produits d'iceux que la compagnie jugera profitables d'exploiter;

Manufacturer, produire, importer et exporter, vendre et généralement faire le commerce de cosmétiques, préparations pour toilette et toutes marchandises semblables en général, sous le nom de "Laboratoire Cunard Limitée" — "Cunard Laboratory Limited", avec un capital total de \$20,000.00, divisé en 200 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Scott Junction, district de Beauce.

Daté du bureau du procureur général, le premier jour de mars 1945.

L'Assistant-procureur général,

9738-o

L. DÉSILETS.

"La Construction Roland, Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sixième jour de février 1945, constituant en corporation: Roland Laberge, Ludger Demeule, constructeurs, et Octave Vallée, menuisier, tous des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Construire, acheter, vendre, échanger, ou administrer des immeubles, notamment des propriétés privées ou commerciales, sous le nom de "La Construction Roland, Limitée", avec un capital total de \$15,000.00, divisé en 150 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-sixième jour de février 1945.

L'Assistant-procureur général,

9739-o

L. DÉSILETS.

"Lady Ann Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-

of all kinds of textile narrow fabrics and textile products, under the name of "Kenrod Manufacturing Co. Ltd.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 common shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at 684 St. Roch St., Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of March, 1945.

L. DÉSILETS,

9737-o

Deputy Attorney General.

"Laboratoire Cunard Limitée"  
"Cunard Laboratory Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of March, 1945, incorporating: Madame Marie-Ange Roy, stenographer, wife separate as to property of Isidore Lemelin, commercial traveller, and by the latter duly authorized for the purposes hereof, Georges Drouin, business-man, both of Scott Junction, district of Beauce, and Léo Lemelin, contractor of the city and district of Québec, Province of Québec, for the following purposes:

To manufacture, produce, import and export, sell and deal generally, wholesale only, in all and any kind of pharmaceutical products or the by-products thereof which the company may deem it profitable to deal in;

To manufacture, produce, import and export, sell and deal generally in cosmetics, toilet, preparations and similar merchandise in general, under the name of "Laboratoire Cunard Limitée" — "Cunard Laboratory Limited", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100. each.

The head office of the company will be at Scott Junction, district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of March, 1945.

L. DÉSILETS,

9738

Deputy Attorney General.

"La Construction Roland, Limitée"

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty-sixth day of February, 1945, incorporating: Roland Laberge, Ludger Demeule, builders, and Octave Vallée, carpenter, all of the city and district of Québec, Province of Québec, for the following purposes:

To build, purchase, sell exchange or manage, immovables, notably private or commercial properties, under the name of "La Construction Roland, Limitée", with a total capital stock of \$15,000, divided into 150 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Québec, in the district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of February, 1945.

L. DÉSILETS,

9739

Deputy Attorney General.

"Lady Ann Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douze février 1945, constituant en corporation: Jack Rudner, Harold J. Erdrich, avocats, et Lewis A. Haber, comptable agréé, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Conduire et exercer en général le commerce qui consiste à manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre, ou autrement faire le commerce de robes pour femmes, blouses, jupes, manteaux, costumes, vêtements, fourrures, coupons, toiles, cotonnades et soie à la verge, et, en général, lingerie pour femmes, blouses, jaquettes et pantalons de sport, robes de chambre, vêtements de tout aller et lingerie de toutes descriptions pour femmes, de même que de vêtements-sport pour hommes, consistant en chemises, vestons, pantalons de sport, vestons de fumeur, robes de chambre pour hommes et garçons, négligés, foulards et articles semblables, et acquérir, acheter, détenir, vendre ou autrement disposer de produits manufacturés, importer et exporter les effets et marchandises susmentionnés, sous le nom de "Layd Ann Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le douze février 1945.

9740 L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

"La Fédération des Oeuvres de Charité  
de Longueuil"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingtième jour de février 1945, constituant en corporation sans capital-actions: Mgr Romain Boulé, V.G., curé, Joseph-Albert Lefrançois, inspecteur d'écoles, Victor Mainville, bourgeois, Mlle Antoinette-C. Trudeau, tous de Longueuil, district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Fonder, maintenir et administrer à Longueuil une fédération d'oeuvres de charité, établir des salles, des bibliothèques et tous autres aménagements et développements nécessaires ou utiles à la fédération, à son maintien et à son expansion;

Acquérir par tous les moyens légaux, prendre à bail et posséder des biens meubles et immeubles pourvu que la valeur des biens immobiliers n'exécède pas \$500,000.00, sous le nom de "La Fédération des Oeuvres de Charité de Longueuil".

Le siège social de la corporation sera à Longueuil, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingtième jour de février 1945.

9741-0 L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

"Larole Furs Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt février 1945, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, C.R., Harry Batshaw, C.R., et Louis Feigenbaum, tous avocats des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le métier et commerce de marchands en gros et en détail, importateurs, manufactu-

Province of Quebec, bearing date the twelfth day of February, 1945, incorporating: Jack Rudner, Harold J. Erdrich, advocates, and Lewis A. Haber, chartered accountant, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To conduct and carry on generally the business of manufacturing, buying or otherwise acquiring and selling, or otherwise deal in ladies' dresses, blouses, skirts, cloaks, suits, garments, furs, remnants, linens, cottons and silk by yard, and generally women's wearing apparel, sport shirts, sport jackets, slacks, dressing gowns, casual and leisure garments and feminine wearing apparel of every description, as well as men's sportswear, consisting of sport shirts, sport jackets, slacks, smoking jackets, dressing gowns for men and boys, lounging jackets, scarves and allied products, and to acquire, purchase, hold, sell or otherwise dispose of the manufactured products, import and export of the wares and merchandise aforementioned, under the name of "Lady Ann Inc.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of February, 1945.

9740-o L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

"La Fédération des Oeuvres de Charité  
de Longueuil"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of February, 1945, to incorporate as a corporation without share capital: Mgr. Romain Boulé, V.G., parish-priest, Joseph-Albert Lefrançois, school inspector, Victor Mainville, bourgeois, Mlle Antoinette-C. Trudeau, all of Longueuil, district of Montréal, Province of Quebec, for the following purposes:

To found, maintain and manage, at Longueuil, a federation of charitable works, to establish halls, libraries and other premises and developments necessary or useful to the federation, to its upkeep and to its expansion;

To acquire by all legal means, take on lease and own movable and immovable property provided the value of the immovable property does not exceed \$500,000, under the name of "La Fédération des Oeuvres de Charité de Longueuil".

The head office of the corporation will be at Longueuil, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of February, 1945.

9741 L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

"Larole Furs Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of February, 1945, incorporating: Philip Meyerovitch, K.C., Harry Batshaw, K.C., and Louis Feigenbaum, all advocates of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the trade and business of wholesale and retail dealers in, importers, manufactu-

riers et distributeurs de fourrures, pelleteries, vêtements en fourrure, vêtements et lingerie de toute sorte et description, et toutes sortes d'articles semblables, marchandises et produits, et y compris aucun ou tous les commerces de drapiers, tailleurs, chapeliers, fabricants de chapeaux et de casquettes, merciers, costumiers et confectionneurs généraux, sous le nom de "Larole Furs Limited", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt février 1945.

L'Assistant-procureur général,  
L. DESILETS.

9742

"Rosemere Citizens' Association, Inc."  
"L'Association des Citoyens de Rosemere, Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et un février 1945, constituant en corporation sans capital-actions: Frederick Macfarlane, agent de manufacturier, James Edwin Reid, commis, Colin Campbell, voyageur de commerce, Louis-William Emond, assistant-gérant de succursale, Hector Labelle, marchand, Joseph-Robert-André Robitaille, téléphoniste, Jean-Onésime Lamarre, comptable, Joseph-Marcel Clément, employé civil, Alan-Noël Longstaff éditeur, John Carne Arnold, gérant des crédits, Hospice-Ramond Perreault, gérant, Cyril William Fisher, teneur de livres, Reginald Ernest Livick, contremaître, et Raynald Bouchard, machiniste, tous de Rosemere, district de Terrebonne, Province de Québec, dans les buts suivants:

Encourager et faciliter les bonnes relations entre citoyens et le règlement à l'amiable d'aucune et toutes questions affectant la communauté et ses résidents;

Unir les efforts des résidents de Rosemere en vue de l'établissement et du maintien de conditions de vie, d'hygiène, de sécurité et de confort convenables et nécessaires au bien-être de la communauté, sous le nom de "Rosemere Citizens' Association, Inc." — "L'Association des Citoyens de Rosemere, Inc."

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de vingt-cinq mille dollars (\$25,000).

Le siège social de la corporation sera à Rosemere, paroisse de Ste-Thérèse, district de Terrebonne.

Daté du bureau du procureur général, le vingt et un février 1945.

L'Assistant-procureur général,  
L. DESILETS.

9743

"L. Fels & Sons Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douze février 1945, constituant en corporation: Louis Felsky, de la cité de Montréal, David Shugar, de la cité d'Outremont, Joseph Shugar, de la cité de Verdun, tous trois marchands, district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce de garnisseurs de maison, exportateurs de métal, gardes-magasins et mar-

chers and distributors of furs, pelts, fur garments, clothing and wearing apparel of every kind and description, and all kinds of similar articles, merchandise and products, and including all or any of the business of clothiers, tailors, milliners, hat and cap manufacturers, haberdashers, costumiers and general outfitters, under the name of "Larole Furs Limited", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 common shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of February, 1945.

L. DESILETS,  
Deputy Attorney General.

9742-o

"Rosemere Citizens' Association, Inc."  
"L'Association des Citoyens de Rosemere, Inc."

Notice is hereby given that Under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of February, 1945, incorporating without share capital: Frederick Macfarlane, manufacturer's agt., James Edwin Reid, clerk, Colin Campbell, commercial traveller, Louis-William Emond, asst. branch mgr., Hector Labelle, merchant, Joseph-Robert-André Robitaille, telephone employee, Jean-Onésime Lamarre, accountant, Joseph-Marcel Clément, civil servant, Alan Noel Longstaff, editor, John Carne Arnold, credit manager, Hospice-Raymond Perrault, manager, Cyril William Fisher, bookkeeper, Reginald Ernest Livick, foreman, and Raynald Bouchard, machinist, all of Rosemere, in the District of Terrebonne, Province of Quebec, for the following purposes:

To encourage and promote good citizenship and the harmonious settlement of any and all matters affecting the community and its residents;

To unite the residents of Rosemere in efforts to establish and maintain desirable standards of living conditions, hygiene, safety and comforts necessary to the welfare of the community, under the name of "Rosemere Citizens' Association, Inc." — "L'Association des Citoyens de Rosemere, Inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess, is to be limited, is twenty-five thousand dollars (\$25,000.00).

The head office of the corporation will be at Rosemere, in the Parish of Ste. Thérèse, in the District of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of February, 1945.

L. DESILETS,  
Deputy Attorney General.

9743-o

"L. Fels & Sons Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of February, 1945, incorporating: Louis Felsky, of the City of Montreal, David Shugar, of the City of Outremont, Joseph Shugar, of the City of Verdun, all three merchants, of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of house furnishers, depot metal, storekeepers and dealers generally

chands de meubles en général, garnitures de maison, et autres biens meubles et effets et tout autre métier et commerce qui pourraient, de l'opinion des directeurs, être avantageusement et convenablement exercés relativement à ceux, y compris l'emmagasinage, l'entreposage, l'emballage, le déplacement et le transport de meubles, effets de ménage et marchandises en général, sous le nom de "L. Fels & Sons Inc.", avec un capital total de \$49,900, divisé en 499 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le douze février 1945.

L'Assistant-procureur général,

9744

L. DÉSILETS.

"Loudee Equipment Corp."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de février 1945, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et conseil en loi du Roi, Theodore Herzl Shapiro, avocat, tous deux de la cité de Montréal, Benjamin Robinson, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, Dorothy Lapedis, sténographe, fille majeure, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'importateurs, exportateurs, marchands, négociants à forfait, agents, manufacturiers de machinerie neuve et usagée, outillage, rebuts ferreux et non-ferreux, automobiles et accessoires d'automobiles, articles ferreux et non-ferreux neufs et usagés, accessoires de plomberie et outillage marins neufs et usagés, outillage et accessoires d'automobiles et de chemin de fer meubles, caoutchouc, plastique, lucite, produits en verre et en bakelite, produits chimiques, ainsi que tous les produits faits ou manufacturés en tout ou en partie de métal;

Exercer le commerce d'importateurs, exportateurs et agents et marchands de denrées alimentaires, préparations alimentaires, confiseries et produits chimiques, produits laitiers, produits de la viande, épicerie et articles de commerce convenables à la consommation;

S'occuper et exercer le commerce d'importateurs, exportateurs, marchands, agents et négociants à forfait d'habits et de vêtements de toutes sortes, comprenant les marchandises imperméables, ornements, accessoires de toilette, parfums, savons et articles et commodités semblables, sous le nom de "Loudee Equipment Corp.", avec un capital total de \$49,000, divisé en 300 actions privilégiées non-cumulatives à 5% et en 190 actions ordinaires, toutes deux d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-sixième jour de février 1945.

L'Assistant-procureur général,

9745

L. DÉSILETS.

"Louiseville Lumber Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huit février 1945, constituant en corporation: Gerald Augustine Coughlin, C.R., René Bédard, avocats, tous

in furniture, house furnishings, and other chattels and effects and any other trade and business which can in any way, in the opinion of the directors be advantageous or conveniently carried on in connection therewith, including the storage, warehousing, packing, removal and carriage of furniture, household effects and merchandise generally, under the name of "L. Fels & Sons Inc.", with a total capital stock of \$49,900.00, divided into 499 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of February, 1945.

L. DÉSILETS,

9744-0

Deputy Attorney General.

"Loudee Equipment Corp."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of February, 1945, incorporating: Joseph Shapiro, advocate and King's Counsel, Theodore Herzl Shapiro, advocate, both of the City of Montreal, Benjamin Robinson, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, Dorothy Lapedis, stenographer, spinster, of the City of Montreal, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of importers, exporters, dealers, jobbers, agents, manufacturers of new and old machinery, equipment, ferrous and non-ferrous scrap, automobiles and automobile supplies, new and used ferrous and non-ferrous goods, new and used marine and plumbing supplies and equipment, automotive and railroad equipment and supplies, furniture, rubber, plastic, lucite, glass and bakelite products, chemicals, as well as all products produced or manufactured in whole or in part from metal;

To carry on the business of importers, exporters and agents of and dealers in food-stuffs, food preparations, confectionery, and chemical products, milk products, meat products, groceries and articles of commerce suitable for consumption;

To engage in and carry on the business of importers, exporters, dealers, agents and jobbers of clothing and wearing apparel of all kinds, including waterproof goods, ornaments, toilet requisites, perfumes, soaps and like articles and commodities, under the name of "Loudee Equipment Corp.", with a total capital stock of \$49,000.00, divided into 300 5% non-cumulative preferred shares and 190 common shares, both of a par value of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of February, 1945.

L. DÉSILETS,

9745-0

Deputy Attorney General.

"Louiseville Lumber Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of February, 1945, incorporating: Gerald Augustine Coughlin, K.C., René Bédard, advocates, both of the City of Montreal, and

deux de la cité de Montréal, et J. Brendan O'Connor, avocat, de la cité de Westmount, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire dans toutes ses spécialités le commerce de manufacturier et marchand de billots, bois de construction, bois de charpente, pulpe, bois de pulpe, papier et autres produits ou sous-produits du bois et de la pulpe, et tous autres articles et matériaux dans lesquels entrent le bois, la pulpe, le carton de pulpe et le papier, ou dont ils sont une partie constituante;

Faire le commerce de marchands de bois, propriétaires de scierie mécanique, moulin à bardeaux, moulin à pulpe; bûcherons, manufacturiers et marchands de bois dans chacune et toutes leurs spécialités; acheter, vendre, préparer pour le marché, manier, importer, exporter et faire le commerce de billots, bois de charpente, pieux, et perches, bois de construction et bois de toutes sortes, et manufacturer et faire le commerce du bois, du bois de charpente, bardeaux, lattes, châssis, portes et boîtes, maisons portatives, édifices et tous articles et matériaux dans la fabrication desquels entrent le bois de charpente, ou le bois, sous le nom de "Louiseville Lumber Limited", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Louiseville, comté de Maskinongé, Province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-huit février 1945.

L'Assistant-procureur général.

9746

L. DÉSILETS.

J. Brendan O'Connor, advocate, of the City of Westmount, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on in all its branches the business of a manufacturer of and dealer in logs, lumber, timber, pulp, pulpwood, paper and other products or by-products of wood and pulp, and all other articles and materials into which wood, pulp, pulpboard or paper enter, or of which they form part;

To carry on the business of timber merchants, sawmill, shingle mill and pulp and mill owners, loggers, lumbermen and lumber merchants, in any and all their branches; to buy, sell, prepare for market, manipulate, import, export and deal in saw logs, timber, piles, and poles, lumber and wood of all kinds, and to manufacture and deal in lumber, timber, shingles, laths, sashes, doors and boxes, portable houses, buildings and all articles and materials, in the manufacture whereof timber, lumber or wood is used, under the name of "Louiseville Lumber Limited", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 common shares of \$100.00 each.

The head office of the company will be at Louiseville, in the County of Maskinongé, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of February, 1945.

L. DÉSILETS,

9746-o

Deputy Attorney General.

"Malartic Lakeshore Gold Mines, Limited"  
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf mai 1945, constituant en corporation: Albert Dumontier, avocat, résidant à Lévis, Alfred Belley, comptable et auditeur, et Jules Royer, avocat, tous deux de la cité de Québec, tous du district de Québec, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire des explorations et recherches pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelques manières que ce soit, le sol ou la terre, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Malartic Lakeshore Gold Mines, Limited" (Libre de responsabilité personnelle—, avec un capital total de \$3,500,000, divisé en 3,500,000 actions de \$1. chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le neuf mai 1945.

L'Assistant-procureur général.

9747

L. DÉSILETS.

"Malartic Lakeshore Gold Mines, Limited"  
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of May, 1945, incorporating: Albert Dumontier, solicitor-at-law, resident at Lévis, Alfred Belley, accountant and auditor, and Jules Royer, solicitor-at-law, both of Quebec City, all of the District of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Malartic Lakeshore Gold Mines, Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of \$3,500,000.00, divided into 3,500,000 shares of \$1.00 each.

The shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of May, 1945.

L. DÉSILETS,

9747-o

Deputy Attorney General.

**"Marvin Fur Co. Ltd."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour de mars 1945, constituant en corporation: Marvin Rosner, pelletier, Nathaniel William Jacobs, avocat et conseil en loi du Roi, Rae Bell, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce principalement comme marchands en gros, marchands, négociants, importateurs, exportateurs, détaillants et manufacturiers de fourrures, peaux brutes et apprêtées et dans aucune et toutes autres choses s'y rapportant ou y connexe en aucune manière;

Exercer le commerce d'importateurs, exportateurs et marchands de tous produits provenant des animaux, comprenant les peaux, la fourrure et le cuir;

Exercer le commerce qui consiste à teindre et à préparer les fourrures et les peaux brutes et faire toutes autres choses s'y rapportant, sous le nom de "Marvin Fur Co. Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce premier jour de mars 1945.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

9748

**"Meubles Beauport Ltée"  
"Beauport Furniture Ltd"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du neuvième jour d'avril 1945, constituant en corporation: J.-Alphonse Grenier, J.-Gérard Grenier, Charles-Édouard Grenier, tous trois industriels, de Beauport, et Armand Grenier, comptable, de St-Louis de Courville, tous du district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer en tout ou en partie, importer, exporter, acheter, vendre en gros ou en détail les produits du bois et les sous-produits;

Plus spécialement, mais sans limiter les pouvoirs plus haut mentionnés, manufacturer en tout ou en partie, importer, exporter, acheter, vendre en gros ou en détail les meubles de tous genres de même que les portes et châssis; que la matière première en soit le bois ou toute autre matière;

Exercer les commerce de voituriers publics par tous les moyens quelconques, excepté par chemins de fer et tramways, conclure des contrats pour le transport de la malle, du fret et des passagers, exercer le commerce d'entreposeurs, sous le nom de "Meubles Beauport Ltée"—"Beauport Furniture Ltd", avec un capital total de \$49,900.00, divisé en 499 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Beauport, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le neuvième jour d'avril 1945.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

9749-0

**"M. Steinberg Inc."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies

**"Marvin Fur Co. Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of March, 1945, incorporating: Marvin Rosner, furrier, Nathaniel William Jacobs, advocate and King's Counsel, Rae Bell, stenographer, spinster, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To engage in principally as wholesalers, dealers, jobbers, importers, exporters, retailers and manufacturers in furs, raw and dressed skins and in any and all other things apertaining to the same, or in any way allied thereto;

To carry on the business of importers, exporters, and dealers in all animal products, including hides, fur and leather;

To engage in the business of dyeing and dressing raw furs and skins and to do all other things incidental thereto, under the name of "Marvin Fur Co. Ltd.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 common shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of March, 1945.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

9748-0

**"Meubles Beauport Ltée"  
"Beauport Furniture Ltd"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of April, 1945, incorporating: J.-Alphonse Grenier, J.-Gérard Grenier, Charles-Édouard Grenier, all three manufacturers, of Beauport, and Armand Grenier, accountant, of St-Louis de Courville, all of the district of Québec, Province of Québec, for the following purposes:

To manufacture in whole or in part, import, export, purchase, sell, wholesale or retail, wood products and by-products;

More especially, but without any limitation as to the above mentioned powers, to manufacture, in whole or in part, import, export, purchase, sell, wholesale or retail, furniture of every kind and also doors and sashes; whether the raw material be of wood or any other matter;

To carry on business as public carriers by any means whatsoever, save by railway and tramway, enter into contract for the transportation of mails, freight and passengers, carry on business as warehousemen, under the name of "Meubles Beauport Ltée"—"Beauport Furniture Ltd", with a total capital stock of \$49,900, divided into 499 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Beauport, district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of April, 1945.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

9749

**"M. Steinberg Inc."**

Notice is hereby given under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been

de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze février 1945, constituant en coporation: Philip Meyerovitch, C.R., Harry Batshaw, C.R., Louis Feigenbaum, tous trois avocats, et Fred Britan, commis, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, produire, acheter, vendre, importer et exporter de la lingerie pour hommes, femmes, jeunes personnes, enfants et bébés, vêtements et fournitures de toutes sortes et descriptions, et des matières brutes employées dans et pour iceux, et en général en faire le commerce comme mandants ou agents en gros ou en détail, sous le nom de "M. Steinberg Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100. chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le quinze février 1945.

L'Assistant-procureur général,  
L. DESILETS.

9750

"Nap.-E. Godin Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du premier jour de mars 1945, constituant en coporation: Maurice Langlois, avocat, Napoléon-E. Godin, marchand et Richard Godin, commis, tous trois de la cité des Trois-Rivières, district des Trois-Rivières, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce, en gros et en détail de tabac, d'épicerie, de confiserie et de nouveautés, et à cette fin, importer, exporter, acheter et vendre du tabac, des pipes, des cigares, des cigarettes, des articles de fumeurs, de la papeterie, des biscuits, des confiseries, des bonbons, des chocolats, du thé, du café, des provisions, des montres, des souvenirs, et en général tous les articles se rapportant à ces commerces;

Acheter, acquérir, et continuer les affaires de Nap.-E. Godin, marchand, des Trois-Rivières, et les payer en tout ou en partie en parts acquittées, sous le nom de "Nap. E. Godin Ltée", avec un capital de \$99,000.00, divisé en 990 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera aux Trois-Rivières, dans le district des Trois-Rivières.

Daté du bureau du procureur général, le premier jour de mars 1945.

L'Assistant-procureur général,  
L. DESILETS.

9751-o

"Newton Downs Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour de mars 1945, constituant en coporation: Richard George Talbot, comptable, de la cité de St-Lambert, Hyman Ernest Herschorn, notaire, et Walter Arthur Gardener, commis en chef, les deux derniers de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers, producteurs, marchands, en gros et en détail, importateurs et exportateurs de vêtements et d'habits de toute nature et description pour messieurs, dames et garçons et exercer le commerce général

issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of February, 1945, incorporating: Philip Meyerovitch, K.C., Harry Batshaw, K.C., Louis Feigenbaum, all three advocates, and Fred Britan, clerk, all of the City and District of Montreal Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, produce, buy, sell, import and export men's, ladies', youths', children's and infants' wearing apparel, clothing, and furnishings of every kind and description, and raw materials used therein and therefor, and generally to deal in the same as principals or agents wholesale or retail, under the name of "M. Steinberg Inc.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 common shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of February, 1945.

L. DESILETS,  
Deputy Attorney General.

9750-o

"Nap.-E. Godin Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of March, 1945, incorporating: Maurice Langlois, advocate, Napoléon-E. Godin, merchant, and Richard Godin, clerk, all three of the city of Trois-Rivières, district of Trois-Rivières, Province of Quebec, for the following purposes:

To deal, wholesale and retail in tobacco, groceries, confectionery, novelties, and for such purpose, to import, export, buy and sell tobacco, pipes, cigars, cigarettes, smokers' supplies, stationery, biscuits, confectionery, candies, chocolates, tea, coffee, provisions, watches, souvenirs, and in general all objects connected with such business;

To buy, acquire and continue the business of Nap. E. Godin, merchant, of Trois-Rivières, and to pay for the same, in whole or in part, with paid up shares, under the name of "Nap. E. Godin Ltée", with a total capital stock of \$99,000, divided into 990 shares of \$100, each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of March, 1945.

L. DESILETS,  
Deputy Attorney General.

9751

"Newton Downs Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of March, 1945, incorporating: Richard George Talbot, accountant, of the City of St. Lambert, Hyman Ernest Herschorn, notary, and Walter Arthur Gardener, chief clerk, the two latter of the City of Montreal, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers, producers, merchants, wholesale and retail, importers and exporters of men's, ladies' and boys' clothing and wearing apparel of every nature and description and generally to carry on the business

de drapiers, confectionneurs et tailleurs, en gros et en détail, dans toutes leurs spécialités respectives et tout commerce y connexe ou se rapportant à ceux, sous le nom de "Newton Downs Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce premier jour de mars 1945.

L'Assistant-procureur général,  
9752 L. DÉSILETS.

**"Nu-Mode Novelty Inc."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de mars 1945, constituant en corporation: Joseph Henry Freedman, John J. Gotlieb, avocats, Sally M. Winton, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, et vendre, soit en gros ou en détail, manufacturer et faire le commerce de chapeaux brodés, gilets, salopettes, vêtements de sport mouchoirs, parures de cou, bourses, sacs à tricoter et de couture;

Acheter et vendre, soit en gros ou en détail, manufacturer et faire le commerce de coton, lainage, soies, tissus de verre, tissus de fantaisie en nylon, cuir, caoutchouc, dentelles, filets, vêtements de sport, blouses, robes pour dames, habits pour hommes, garçons et enfants, bonneterie, sous-vêtements pour dames et messieurs, corsets, maillots de bain, accessoires pour vêtements, accessoires pour enfants, serviettes, couvertures marchandises sèches, tapis, fourrures, nouveautés articles en cuir, bijouterie de fantaisie, bijouterie montres, diamants et argenterie, cuir, produits en cuir, plastiques et produits en plastique, marchandises en pièces, textiles, modes et articles de mode, chaussures et pantoufles, sous le nom de "Nu-Mode Novelty Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 366 rue Mayor, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce troisième jour de mars 1945.

L'Assistant-procureur général,  
9753 L. DÉSILETS.

**"Paramount Furniture Mfg. Co. Ltd."**

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept février 1945, constituant en corporation: Irving Barry, marchand, Joseph Gonet, Walter Adamowich, tous deux charpentiers, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre, faire le commerce et négoce d'ameublements de salon et de cadres faits soit en bois, métal ou plastique, sous le nom de "Paramount Furniture Mfg. Co. Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-sept février 1945.

L'Assistant-procureur général,  
9754 L. DÉSILETS.

of clothiers, outfitters and tailors, wholesale and retail, in all their respective branches and any business allied therewith or incidental thereto, under the name of "Newton Downs Inc.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of the par value of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of March, 1945.

L. DÉSILETS,  
9752-o Deputy Attorney General.

**"Ny-Mode Novelty Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of March, 1945, incorporating: Joseph Henry Freedman, John J. Gotlieb, advocates, Sally M. Winton, stenographer, spinster, of the age of majority, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy and sell, either wholesale or retail, manufacture and deal in, embroidered hats, jackets, overalls, sportswear, handkerchiefs, collars, neckwear, purses, knitting and sewing bags;

To buy and sell, either wholesale or retail, manufacture and deal in, cottons, woolens, rayons, silks, glass fabrics, nylon novelty fabrics, leather, rubber, laces, nets, sportswear, blouses, ladies' dresses, men's, boy's and children's clothing, hosiery, ladies' and men's underwear, corsets, bathing-suits, clothing accessories, infant's accessories, towels, blankets, dry-goods, rugs, furs, novelties, leather goods, novelty-jewellery, jewellery watches, diamonds and silverware, leather and leather products, plastic and plastic products, piece goods, textiles, millinery and millinery supplies, shoes and slippers, under the name of "Nu-Mode Novelty Inc.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at 366 Mayor Street, Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of March, 1945.

L. DÉSILETS,  
9753-o Deputy Attorney General.

**"Paramount Furniture Mfg. Co. Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of February, 1945, incorporating: Irving Barry, merchant, Joseph Gonet, Walter Adamowich, both woodworkers, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, import, export, buy, sell, trade and deal in living room furniture and frames whether made of wood, metal or plastic, under the name of "Paramount Furniture Mfg. Co. Ltd.", with a total capital stock of \$20,000.00 divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of February, 1945.

L. DÉSILETS,  
9754-o Deputy Attorney General.

**"Perfection Air Conditioning Ltd."**

**"Perfection Air Conditioning Ltd."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour de mars 1945, constituant en corporation: Lucien Venne, notaire, de Beauharnois, Andrée Fortier, épouse séparée de biens de Emile François Dion et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Laurent Dion, comptable, les deux derniers de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of March, 1945, incorporating: Lucien Venne, notary, of Beauharnois, Andrée Fortier, wife separate as to property of Emile-François Dion and duly authorized by him for these presents, and Laurent Dion, accountant, the two latter of the City of Montreal, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Manufacturer, produire, faire, transformer, travailler, acheter, acquérir, importer, assembler, installer, vendre, faire le commerce, louer, réparer des systèmes à air climatisé, systèmes à air chaud et systèmes de chauffage, en entier ou en pièce, accessoires et outillage;

To manufacture, produce, make, transform, work, purchase, buy, import, assemble, install, sell, deal in, lease, repair, air conditioning systems, hot air systems and heating systems, in whole or in parts, accessories and equipments;

Acheter, acquérir comme une firme en exploitation le commerce et l'entreprise exercé par Emile François Dion, dans le district de Montréal, sous la raison sociale de "Chauffage et Air Climatisé Précision", avec tous et aucun des biens et dettes d'icelui et le payer en actions acquittées ou en argent, sous le nom de "Perfection Air Conditioning Ltd.", avec un capital total de \$15,000, divisé en 1500 actions de \$10 chacune.

To purchase, acquire and take over as a going concern the business and undertaking carried on by Emile François Dion, in the District of Montreal, under the firm name of "Chauffage et Air Climatisé Précision", with all and any of the assets and liabilities thereof and to pay therefor in paid-up shares or in cash, under the name of "Perfection Air Conditioning Ltd.", with a total capital stock of \$15,000.00, divided into \$500 shares of \$10.00 each.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de St-Michel, comté de Laval, district de Montréal.

The head office of the Company will be at the Town of St-Michel, Laval County, District of Montreal.

Daté du bureau du procureur général, ce deuxième jour de mars 1945.

Dated, at the office of the Attorney General this second day of March, 1945.

L'Assistant-procureur général,  
9755 L. DESILETS.

Deputy Attorney General.  
9755-o L. DESILETS.

**"Quebec Hormones Producers Incorporated"**  
**"Producteurs d'Hormones de Québec Incorporée"**

**"Quebec Hormones Producers Incorporated"**  
**"Producteurs d'Hormones de Québec Incorporée"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treizième jour de février 1945, constituant en corporation: Philias Morin, industriel, Albert Limoges, industriel, tous deux des cité et district de Montréal, et Dr François Lévesque, médecin-vétérinaire, d'Oka, district de Terrebonne, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of February, 1945, incorporating: Philias Morin, manufacturer, Albert Limoges, manufacturer, both of the city and district of Montreal, and Dr. François Lévesque, veterinary surgeon, of Oka, district of Terrebonne, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

Acquérir, posséder, louer, exploiter et gérer des fermes, abattoirs, et des cours à bestiaux, établissements de salaison, de fertilisants, d'abatage, et des établissements pour la mise en boîte de la viande, fabriquer, acheter, vendre et faire le commerce de fertilisants, graisse, condiments, liniments, couvertures, harnais, clous, voitures, fers à cheval, charrettes et autres véhicules, et acheter, vendre, garder, cultiver et faire le commerce de chevaux, bétail, moutons, porcs et autres animaux vivants, manufacturer, extraire, produire, et faire le commerce de produits et sous-produits qui peuvent être manufacturés, extraits ou produits d'aucun des articles précités, sous le nom de "Quebec Hormones Producers Incorporated" — "Producteurs d'Hormones de Québec Incorporée", avec un capital total de \$99,000.00, divisé en 990 actions de \$100.00 chacune.

To acquire, own, lease, operate and manager farms, abattoirs, stock yards, establishments for salting, for fertilizers, for slaughtering, and meat canning establishments, to manufacture, buy, sell and deal in fertilizers, grease, seasonings, liniments, blankets, harness, nails, carriages, horse-shoes, carts and other vehicles, and to buy, sell, keep, and breed and deal in horses, cattle, sheep, pigs and other livestock, to manufacture, extract, produce and deal in the products and by-products which may be manufactured, extracted or produced from any of the foregoing, under the name of "Quebec Hormones Producers Incorporated" — "Producteurs d'Hormones de Québec Incorporée", with a total capital stock of \$99,000, divided into 990 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Oka, district de Terrebonne.

The head office of the company will be at Oka, district of Terrebonne.

Daté du bureau du procureur général, le treizième jour de février 1945.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of February, 1945.

L'Assistant-procureur général,  
9756-o L. DESILETS.

Deputy Attorney General.  
9756 L. DESILETS.

## "P. S. Kendall, Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et un février 1945, constituant en corporation: Kenneth Albert Wilson, conseil en loi du roi, Ethel May Peirce, Margaret Blanche Mustard, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire tous ou aucun des commerces de marchands de marchandises sèches, manufacturiers de marchandises sèches, fourreurs, drapiers, merciers, bonnetiers, manufacturiers, exportateurs et importateurs, marchands de gros et marchands détaillants de toutes sortes de tissus, cuirs, robes; fabricants de bottes et chaussures; manufacturiers et importateurs et grossistes et détaillants d'articles en cuir, effets de ménage, quincaillerie, porcelaine et verroterie, faïence et autres accessoires et ustensiles de ménage, ornements, bric-à-brac, papeterie, menus objets et articles de fantaisie, sous le nom de "P. S. Kendall, Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt et un février 1945.

L'Assistant-procureur général,

9757

L. DÉSILETS.

## "P. S. Kendall, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of February, 1945, incorporating: Kenneth Albert Wilson, King's Counsel, Ethel May Peirce, Margaret Blanche Mustard, secretaries, spinsters, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on all or any of the businesses of dry goods merchants, dry goods manufacturers, furriers, clothiers, haberdashers, hosiers, manufacturers, exporters and importers, wholesale and retail dealers of and in all kinds of fabrics, leathers, dresses, boot and shoe makers; manufacturers and importers and wholesale and retail dealers of and in leather goods, household furniture, ironmongery, china and glassware, crockery and other household fittings and utensils, ornaments, bric-a-brac, stationery, notions and fancy goods, under the name of "P. S. Kendall, Inc.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of February, 1945.

L. DÉSILETS,

9757-o

Deputy Attorney General.

## "Quilting Industries Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de février 1945, constituant en corporation: Benjamin Shulman, Samuel Alexander Shulman, avocats, Reva Morenstein, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de producteurs et manufacturiers, importateurs et exportateurs, marchands en gros et en détail de:

Tissus piqués et brodés, nouveautés, habits, vêtements, costumes et accessoires d'aucune sorte et description;

Habits, vêtements et accessoires de toute sorte et description pour hommes, femmes et enfants;

Négocier, faire le commerce et exercer les affaires qui consistent à manufacturer le coton, laine, filé et autres substances fibreuses; traiter, manufacturer et préparer pour le marché tous produits et sous-produits d'iceux, soit à l'état préparé, manufacturé ou brut et acheter, vendre, les négocier et en faire le commerce, et exercer tous ou aucun des commerces suivants: fileurs de toile, coton, lin, soie et chanvre, marchands de fils, blanchisseurs et teinturiers, fabricants et usagés de matières à blanchir et teindre, et produire, peigner, préparer, filer, teindre et faire le commerce de coton, lin, chanvre, laine, filé, soie et autres substances fibreuses, et les filer et tisser, et tricoter, filer ou tisser et faire le commerce de laine, coton, filé, soie, toile et tous autres articles et tissus textiles, sous le nom de "Quilting Industries Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingtième jour de février 1945.

L'Assistant-procureur général,

9758

L. DÉSILETS.

## "Quilting Industries Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of February, 1945, incorporating: Benjamin Shulman, Samuel Alexander Shulman, advocates, Reva Morenstein, stenographer, fille majeure, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the trade and business of producers and manufacturers, importers and exporters, wholesale and retail merchants of:

Quilted and embroidered material, novelties, clothing, wearing, apparel, and accessories of every kind and description;

Men's ladies' and children's clothing, wearing apparel and accessories of every kind and description;

To trade, deal in and carry on the business of manufacturing cotton wool, worsted, and other fibrous substances; to treat, manufacture and prepare for market all products and by-products thereof, either in the prepared, manufactured or raw state and to buy, sell, deal and trade in the same, and to carry on all or any of the following businesses: linen, cotton, flax, silk, and hemp spinners, yarn merchants, bleachers and dyers, makers and users of bleaching and dyeing material, and to produce, comb, prepare, spin, dye and deal in cotton, flax, hemp, wool, worsted, silk and other fibrous substances, and to spin or weave the same, and to knit, spin or weave and deal in wool, cotton, worsted, silk, linen, and all other textile goods and fabrics, under the name of "Quilting Industries Limited", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 400 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of February, 1945.

L. DÉSILETS,

9758-o

Deputy Attorney General.

**"Sales Administration Instructors, Ltd."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, des lettres patentes en date du treize février 1945, constituant en corporation: Walter Alfred Merrill, Archibald Stalker, tous deux avocats et conseils en loi du roi, et Alexander McTavish Stalker, avocat, tous de la cité d'Outremont, district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire les opérations qui consistent à organiser, développer, publier, vendre et distribuer des méthodes, livres de classe, mappes, affiches, bulletins, enseignes, magazines, orgues de maison, systèmes, esquisses et cours d'instruction pour la formation, le développement et l'éducation de directeurs, gérants, surveillants, vendeurs, guides, contremaîtres d'ateliers, maîtres d'atelier, hommes de comité, organisateurs, employés, travailleurs et individus; former et préparer des personnes aux emplois de directeurs et de gérants; à la surveillance, l'organisation, l'efficacité personnelle et usinière; culture de la voix et correspondance, formation de relations amicales, industrielles, commerciales, personnelles et d'affaires; et, à ces fins, établir et maintenir des classes et donner, préparer et vendre des textes et cours, soit au moyen de la correspondance ou d'assemblées, pourvu, cependant, que rien de ce qui est contenu dans les présentes ne donne à la compagnie le droit d'émettre au nom d'aucune ou toutes personnes recevant telle instruction ou formation, aucun diplôme concernant cette instruction, sous le nom de "Sales Administration Instructors, Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le treize février 1945.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

9759

**"Sales Administration Instructors, Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of February, 1945, incorporating: Walter Alfred Merrill, Archibald Stalker, both advocates and King's Counsels, and Alexander McTavish Stalker, advocate, all of the City of Westmount, in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of organizing, developing, publishing, selling and distributing methods, text books, charts, posters, bulletins, signs, magazines, house organs, systems, outlines and instruction material for the training, development and education of executives, managers, supervisors, salesmen, lead men, shop foreman, shop stewards, committee men, organizers, employees, workers and individuals; to train and instruct persons in the vocations of executive and managerial fields, supervision, organization, and to instruct in personal and plant efficiency, voice culture and letter writing and to train in human, industrial, trade, personal, customer and selling relations; and to that end to establish and maintain classes and to give, conduct and or sell texts and instructions for such purposes, either through correspondence or meetings, provided, however, that nothing herein contained shall entitle the Company to, nor shall the Company issue to any person or persons receiving such instruction or training, any diploma with respect thereto, under the name of "Sales Administration Instructors, Ltd.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 2,000 shares of \$10.00 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of February, 1945.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

9759-o

**"Solid Importing Limited"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treize février 1945, constituant en corporation: Max Liverman, Leonard Liverman, tous deux avocats, Jack Klineberg, notaire, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce qui consiste à manufacturer et vendre, de même qu'importer et exporter des vêtements, — accessoires pour hommes et garçons, y compris des épingles à cravates, pinces, épingles à cols, boutons de poignets, boutons de chemises, chaînes à clefs, ceintures, portefeuilles, parapluies, cannes, mouchoirs, jarretelles, gants de toilette; vêtements, — accessoires pour femmes et fillettes, y compris mouchoirs, épingles à chapeaux bigoudis, parures de cou, gants, portemonnaie, sacs à tricots et à couture; vêtements — vêtements de travail pour hommes et garçons, y compris pantalons, chemises, gants, mitaines et salopettes; marchandises sèches — marchandises à la verge et tissus pour vêtements; cuir, y compris cuir et chamois taillés; nouveautés, y compris souvenirs; jouets et jeux pour enfants, y compris tricycles et wagons pour enfants; acquérir, acheter, détenir, vendre ou autrement en disposer, manufacturer, produire, importer et exporter

**"Solid Importing Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of February, 1945, incorporating: Max Liverman, Leonard Liverman, both advocates, Jack Klineberg, notary, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of the manufacture and sale of, as well as the importing and exporting of clothing — accessories for men and boys, including tie pins, clips, collar pins, cuff links, studs, key chains, belts, billfolds, umbrellas, canes hankchiefs, suspenders, dress gloves; clothing — accessories for women and misses, including handkerchiefs, hairpins, curlers, neckwear, gloves, purses, knitting and sewing bags; clothing — work clothing for men and boys, including trousers, shirts, gloves, mitts and overalls; dry goods — piece goods and fabrics for garments; leather — includes cut stock and chamois; Novelties — including souvenirs; Toys and Children's Games — includes tricycles and children's wagons; to acquire, purchase, hold, sell or otherwise dispose of, manufacture, produce, import and export all kinds of goods, wares and merchandise, germane to the foregoing, under the name of "Solid Importing Limited", with a total capital stock of

toutes sortes d'articles, effets et marchandises y connexes, sous le nom de "Solid Importing Limited", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le treize février 1945.

L'Assistant-procureur général,  
9760 L. DÉSILETS.

**"Steinberg Clothing Company"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze février 1945, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, C. R., Harry Batshaw, C. R., Louis Feigenbaum, tous avocats, et Fred Britan, commis, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, produire, acheter, vendre, importer et exporter de la lingerie pour hommes, femmes, jeunes personnes, enfants et bébés, des vêtements et fournitures de toutes sortes et descriptions, et des matières brutes employées dans et pour ceux, et en général en faire le commerce comme mandants ou agents en gros ou en détail, sous le nom de "Steinberg Clothing Company", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$200 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le quinze février 1945.

L'Assistant-procureur général,  
9761 L. DÉSILETS.

**"Terrains de Jeux de Chambord"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et unième jour de février 1945, constituant en corporation: sans capital-actions: Jean-Baptiste Gagné, boucher, J.-Oliva Bouchard, marchand, J.-Augustin Fortin, courtier, Paul-Émile Côté, comptable, Louis-Robert Tremblay, cultivateur, Léonce Girard, boulanger, Wellie Blackburn, surveillant de la voie ferrée, tous de Chambord, district de Roberval, province de Québec, dans les buts suivants:

Constituer une permanence et un agent de liaison pour l'avantage des terrains de jeux de Chambord:

Établir un centre de documentation et de renseignements pour l'usage de ces terrains de jeux;

Promouvoir et organiser l'établissement de terrains de jeux et d'amusements, sous le nom de "Terrains de Jeux de Chambord".

Les requérants s'engagent à ne permettre et encourager d'aucune façon les jeux de hasard, jeux à l'argent, jeux mixtes de hasard et d'habileté, et ne rien tolérer de ce qui peut être considéré comme tel dans les endroits et établissements appartenant à la Corporation, et ce, conformément aux lois établies.

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de cinquante mille (\$50,000.00) dollars.

Le siège social de la corporation sera à Chambord, dans le district de Roberval.

Daté du bureau du procureur général, le vingt et unième jour de février 1945.

L'Assistant-procureur général,  
9762-o L. DÉSILETS.

\$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of February, 1945.

L. DÉSILETS,  
9760-o Deputy Attorney General.

**"Steinberg Clothing Company"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth of February, 1945, incorporating: Philip Meyerovitch, K. C., Harry Batshaw, K. C., Louis Feigenbaum, all advocates, and Fred Britan, clerk, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, produce, buy, sell, import and export men's, ladies', youths', children's and infants' wearing apparel, clothing and furnishings of every kind and description, and raw materials used therein and therefor, and generally to deal in the same as principals or agents wholesale or retail, under the name of "Steinberg Clothing Company", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of February, 1945.

L. DÉSILETS,  
9761-o Deputy Attorney General.

**"Terrains de Jeux de Chambord"**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of February, 1945, to incorporate as a corporation without share capital: Jean-Baptiste Gagné, butcher, J.-Oliva Bouchard, merchant, J.-Augustin Fortin, broker, Paul-Émile Côté, accountant, Louis-Robert Tremblay, farmer, Léonce Girard, baker, Wellie Blackburn, railway overseer, all of Chambord, district of Roberval, Province of Quebec, for the following purposes:

To establish a permanency and a liaison agent for the advantage of the Chambord playgrounds;

To establish a documentary and information centre for the use of said playgrounds;

To promote and organize the establishment of playgrounds and amusements, under the name of "Terrains de Jeux de Chambord".

The petitioners bind themselves not to allow nor encourage in any manner games of chance, gambling, mixed game of chance and skill, nor tolerate that which may be considered as such in the places and establishments belonging to the corporation, and such in conformity with established laws.

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is fifty thousand (\$50,000) dollars.

The head office of the corporation will be at Chambord, in the district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of February, 1945.

L. DÉSILETS,  
9762 Deputy Attorney General.

"Tiffany Gift Shop Inc."

"Tiffany Gift Shop Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, des lettres patentes en date du huit mars 1945, constituant en corporation: Moses Abraham Fels, de la cité de Westmount, Sol Sidney Fels, de la cité de Montréal, tous deux avocats, Benjamin Alfred Schwartz, notaire, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of March, 1945, incorporating: Moses Abraham Fels, of the City of Westmount, Sol Sidney Fels, of the City of Montreal, both advocates, Benjamin Alfred Schwartz, notary, of the City of Outremont, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Acheter, acquérir et prendre comme une firme en exploitation le commerce et l'entreprise exercés en les cité et district de Montréal, et ailleurs par Paul Dolgy, faisant affaires sous les nom et raison social de "Tiffany Gift Shop", avec tout ou une partie de l'actif et du passif de la compagnie;

To purchase, acquire and take over as a going concern the business and undertaking carried on in the City and District of Montreal and elsewhere of Paul Dolgy, doing business under the firm name and style of Tiffany Gift Shop with all or any of the assets and liabilities thereof;

Faire affaires comme marchands de toute classe de marchandises ordinairement gardées en magasin par les marchands de nouveautés et d'articles de fantaisie de toutes sortes;

To carry on business as merchants dealing in all class of merchandise usually carried in stock by dealers in novelties and fancy articles of various kinds;

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de nouveautés de toutes sortes et d'articles de fantaisie de genre et matériaux différents, y compris des ornements, bijoux, marchandises en cuir et autres spécialités, sous le nom de "Tiffany Gift Shop Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

To manufacture, buy, sell and deal in novelties of all kinds and fancy articles of various kinds and materials, including ornaments, jewellery, leather goods and other specialties, under the name of "Tiffany Gift Shop Inc.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 common shares of a par value of \$100.00 each.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Daté du bureau du procureur général, le huit mars 1945.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of March, 1945.

L'Assistant-procureur général.

L. DESILETS.

9763

L. DESILETS.

9763-o

Deputy Attorney General.

"Trans-Ocean Export-Import Company Limited"

"Trans-Ocean Export-Import Company Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de février 1945, constituant en corporation: Isidore Morgulis, comptable, Alex. Garelick, marchand, Abraham J. Rosenstein, avocat, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of February, 1945, incorporating: Isidore Morgulis, accountant, Alex. Garelick, merchant, Abraham J. Rosenstein, advocate, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Exercer tous ou aucun des commerces de manufacturiers d'habits et de vêtements de toutes sortes pour hommes, femmes et enfants;

To carry on all or any of the businesses of manufacturers of clothing and wearing apparel of all kinds for men, women and children;

Acheter ou autrement acquérir et détenir, soit comme principal, agent, facteur ou marchand à commission ou absolument comme propriétaire ou par voie de nantissement, garantie collatérale ou autrement, et importer, exporter, vendre, louer échanger, transférer, céder, ou autrement disposer ou faire le commerce de cotons, laines, soies, produits en chemille, marchandises sèches, rayons, tous desquels sont soit à l'état brut, en marchandises à la verge ou en vêtements prêts à porter, sous le nom de "Trans-Ocean Export-Import Company Limited", avec un capital total de \$20,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$50 chacune.

To purchase or otherwise acquire and hold, either as principal, agent, factor or commission merchant or absolutely as owner or by way of pledge, collateral security or otherwise, and to import, export, sell, lease, exchange, transfer, assign, or otherwise dispose of or deal in cottons, woollens, silks, chenilles, chenille products, dry goods, rayons, all of which are either in their raw state, yard goods or made up garments, under the name of "Trans-Ocean Export-Import Company Limited", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 400 common shares of a par value of \$50.00 each.

Le siège social de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

The head office of the Company will be in the City and District of Montreal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt et unième jour de février 1945.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of February, 1945.

L'Assistant-procureur général.

L. DESILETS.

9764

L. DESILETS.

9764-o

Deputy Attorney General.

**"William Barbara Corporation"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinquième jour de mars 1945, constituant en corporation; Henry Manella, gérant de restaurant, Katherine Roberts, ménagère, épouse contractuellement déparée de biens de Henry Manella et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Oscar Reinhart, comptable, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire affaires comme agents d'immeubles et acheter, vendre, administrer et louer des immeubles, des meubles meublants, acquérir de toutes manières des immeubles, améliorer ou construire des bâtiments sur les terrains de la compagnie ou d'autrui pour le compte de la compagnie ou de tierces personnes, sous le nom de "William Barbara Corporation", avec un capital total de \$20,000.00, divisé en 2,000 actions de \$10.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le cinquième jour de mars 1945.

L'Assistant-procureur général,  
9765-o L. DÉSILETS.

**"William Barbara Corporation"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the fifth day of March, 1945, incorporating: Henry Manella, restaurant manager, Katherine Roberts, housewife, wife separate as to property of Henry Manella and duly authorized by him for the purposes hereof, and Oscar Reinhart, accountant, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as real estate agents and purchase, sell, manage and lease immovables, furniture, acquire immovables in any manner, improve or erect buildings on the lands of the company or on others for the company itself or for third parties, under the name of "William Barbara Corporation", with a total capital stock of \$2,000, divided into 2,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of March, 1945.

L. DÉSILETS,  
9765 Deputy Attorney General.

**Lettres patentes supplémentaires****"Cameo Crafts Inc."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du dix-sept mai 1945, à la compagnie "Cameo Crafts Inc.", ratifiant le règlement numéro 49 (a) de ladite compagnie a) consolidant et convertissant ses 4900 actions privilégiées de la valeur au pair de \$10 chacune en 490 actions ordinaires de la valeur au pair de \$100 chacune; b) consolidant ses 1,000 actions ordinaires de la valeur au pair de \$1 chacune en 10 actions ordinaires de la valeur au pair de \$100 chacune.

Daté du bureau du procureur général, le dix-sept mai 1945.

L'Assistant-procureur général,  
9766 L. DÉSILETS.

**Supplementary Letters Patent****"Cameo Crafts Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the seventeenth day of May, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Cameo Crafts Inc.", ratifying By-law No. 49 (a) of the said company a) consolidating and converting its 4900 preferred shares of the par value of \$10.00 each into 490 common shares of the par value of \$100.00 each; b) consolidating its 1,000 common shares of the par value of \$1.00 each into 10 common shares of the par value of \$100.00 each.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of May, 1945.

L. DÉSILETS,  
9766-o Deputy Attorney General.

**"Decorations Limited"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du dix-huit mai 1945, à la compagnie "Decorations Limited", ratifiant le règlement spécial "A" de ladite compagnie a) subdivisant les 10 actions ordinaires de la valeur au pair de \$100 chacune qui constituent sa capitalisation en 100 actions ordinaires de la valeur au pair de \$10 chacune; b) augmentant ladite capitalisation de \$1,000 à \$20,000 par la création de 1,900 actions ordinaires additionnelles de la valeur au pair de \$10 chacune.

Daté du bureau du procureur général, le dix-huit mai 1945.

L'Assistant-procureur général,  
9767 L. DÉSILETS.

**"Decorations Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the eighteenth day of May, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Decorations Limited", ratifying Special By-Law "A" of the said company a) subdividing the 10 common shares of the par value of \$100.00 each constituting its capitalization into 100 common shares of the par value of \$10.00 each; b) increasing said capitalization from \$1,000.00 to \$20,000.00 by creating 1,900 additional common shares of the par value of \$10.00 each.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of May, 1945.

L. DÉSILETS,  
9767-o Deputy Attorney General.

**"Drouin-McLeod Mining Syndicate Limited"**  
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du sept juin 1945, changeant le nom de la compagnie "Senneterre Peat & Moss Mines Limited" "Libre de responsabilité personnelle", constituée en corporation par lettres patentes en date du 14 septembre 1944, en celui de: "Drouin-McLeod Mining Syndicate Limited" "Libre de responsabilité personnelle".

Daté du bureau du procureur général, le sept juin 1945.

L'Assistant-procureur général,  
9768 L. DÉSILETS.

**"Drouin-McLeod Mining Syndicate Limited"**  
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the seventh day of June, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Senneterre Peat & Moss Mines Limited" "No Personal Liability", incorporated by letters patent dated September 14th, 1944, into that of: "Drouin-McLeod Mining Syndicate Limited" "No Personal Liability".

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of June, 1945.

L. DÉSILETS,  
9768-o Deputy Attorney General.

**"Hungaria Social Club Incorporated"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du premier juin 1945 a) changeant le nom de "Hungarian Social Club Incorporated", constitué en corporation par lettres patentes en date du 9 décembre 1927, en celui de: "Hungaria Social Club Incorporated"; b) étendant les pouvoirs de la corporation aux objets suivants, à savoir: Le Club sera en tous temps autorisé à acheter des propriétés immobilières, dans ses propres buts, jusqu'à une valeur de cent mille dollars.

Daté du bureau du procureur général, le premier juin 1945.

L'Assistant-procureur général,  
9769 L. DÉSILETS.

**"Hungaria Social Club Incorporated"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the first day of June, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec a) changing the name of "Hungarian Social Club Incorporated", incorporated by letters patent dated December 9th, 1927, into that of: "Hungaria Social Club Incorporated"; b) extending the powers of the corporation to the following objects, to wit: The Club shall at all times have authority to purchase immoveable property, for its own purposes, up to a value of One Hundred Thousand dollars.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of June, 1945.

L. DÉSILETS,  
9769-o Deputy Attorney General.

**"Laurentide Equipment Company Limited"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du premier juin 1945, à "Laurentide Equipment Company Limited", ratifiant le règlement numéro A-2 de ladite compagnie augmentant son capital-actions de \$49,000 à \$99,000, par la création de 500 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Daté du bureau du procureur général, le premier juin 1945.

L'Assistant-procureur général,  
9770 L. DÉSILETS.

**"Laurentide Equipment Company Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the first day of June, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Laurentide Equipment Company Limited", ratifying By-Law No. A-2 of the said company increasing its capital stock from \$49,000.00 to \$99,000.00, by creating 500 additional common shares of the par value of \$100.00 each.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of June, 1945.

L. DÉSILETS,  
9770-o Deputy Attorney General.

**"Norrmaque Mines Limited"**  
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du trente mai 1945, changeant le nom de la compagnie "Bourlamaque Central Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), constituée en corporation par lettres patentes en date du 24 mars 1937, en celui de: "Norrmaque Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle).

Daté du bureau du procureur général, le trente mai 1945.

L'Assistant-procureur général,  
9771 L. DÉSILETS.

**"Norrmaque Mines Limited"**  
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the thirtieth day of May, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Bourlamaque Central Mines Limited" (No Personal Liability), incorporated by letters patent dated March 24th, 1937, into that of: "Norrmaque Mines Limited" (No Personal Liability).

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of May, 1945.

L. DÉSILETS,  
9771-o Deputy Attorney General.

## "Northern Townsite Corporation"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-huit mai 1945, à "Northern Townsite Corporation", ratifiant le règlement spécial "d" de ladite compagnie réduisant son capital de \$238,800 à \$122,800 par l'annulation de 1160 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-huit mai 1945.

9772 L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

## "Northern Townsite Corporation"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-eighth day of May, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to "Northern Townsite Corporation", ratifying Special By-Law "d" of the said company reducing its capital from \$238,900.00 to \$122,800.00 by cancelling 1160 preferred shares of the par value of \$100.00 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of May, 1945.

9772-o L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

"Wettring Gold Mines, Limited"  
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du trente mai 1945, à la compagnie "Wettring Gold Mines, Limited" (Libre de responsabilité personnelle), ratifiant le règlement numéro sept de ladite compagnie augmentant son capital-actions de \$200,000 à \$4,000,000, par la création de 3,800,000 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Daté du bureau du procureur général, le trente mai 1945.

9773 L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

"Wettring Gold Mines, Limited"  
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the thirtieth day of May, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Wettring Gold Mines, Limited" (No Personal Liability), ratifying By-Law No. Seven of the said company increasing its capital-stock from \$200,000.00 to \$4,000,000.00 by creating 3,800,000 additional common shares of the par value of \$1.00 each.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of May, 1945.

9773-o L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

## Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 2390

Québec, le 21 juin 1945.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de barbier et de coiffeur dans la région de Sherbrooke.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), le Comité paritaire des barbiers du district de Saint-François a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'apporter des modifications au décret numéro 2163, du 20 août 1941 et amendements, relatif aux métiers de barbier et de coiffeur dans le district de Sherbrooke;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 21 avril 1945;

ATTENDU QUE des objections ont été formulées contre son approbation;

ATTENDU QUE les dispositions de ladite requête relatives à la durée du travail et aux taux de salaires ont été approuvées par le Conseil régional du travail, à sa séance du 22 mai 1945;

ATTENDU QUE la Commission des prix et du commerce en temps de guerre a accordé une augmentation de cinq cents du prix de la coupe de cheveux pour adultes dans le territoire actuellement assujéti audit décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

## Orders in Council

ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 2390

Quebec, June 21, 1945.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree relating to the barber and hairdresser trades in the district of Sherbrooke.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), the Joint Committee of the Barbers for the district of St. Francis has submitted to the Minister of Labour a request for the purpose of amending the decree number 2163, of August 20, 1941, and amendments, relating to the barber and hairdresser trades in the district of Sherbrooke;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* of April 21, 1945;

WHEREAS objections have been made against its approval;

WHEREAS the provisions of the said request respecting the duration of labour and the wage rates have been approved by the Regional War Labour Board, at its meeting of May 22, 1945.

WHEREAS the Wartime Prices and Trade Board has granted an increase of five cents on the price of adult haircuts in the territory actually governed by the said decree;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

QUE ledit décret numéro 2163 soit modifié de la façon suivante:

1° Le paragraphe "d" suivant est ajouté à l'article I:

"d.— Quiconque loue, sous-loue ou achète à un prix réel ou nominal une ou des chaises de barbier, du matériel, des accessoires ou un espace dans le but d'exercer le métier de barbier, est, en tous points classifié comme salarié."

2° L'article II est remplacé par le suivant:

"II.— *Jurisdiction territoriale*:— La juridiction territoriale du présent décret comprend la cité de Sherbrooke, les villes de Lennoxville, Bromptonville, Magog, Windsor, Richmond, Asbestos, East-Angus, Cookshire, la municipalité du village de Danville, la municipalité de Bury et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles autour de leurs limites."

3° L'article III est remplacé par le suivant:

"III.— *Durée du travail*:— a.— Pour toutes les opérations du métier de barbier, les heures de travail sont réparties de la façon suivante:

1.— *Sherbrooke et Lennoxville et un rayon de cinq (5) milles de leurs limites*:

Lundi: 9.00 a.m. à midi.  
Mardi, mercredi et jeudi: 9.00 a.m. à 6.30 p.m.

Vendredi: 9.00 a.m. à 9.00 p.m.

Samedi: 9.00 a.m. à 6.00 p.m.

2.— *Bromptonville et un rayon de cinq (5) milles de ses limites*:

Lundi: 8.30 a.m. à midi.  
Mardi et jeudi: 8.30 a.m. à 6.00 p.m.

Mercredi: 8.30 a.m. à 8.00 p.m.

Vendredi: 8.30 a.m. à 10.00 p.m.

Samedi: 8.30 a.m. à 6.00 p.m.

3.— *East Angus, Bury et Cookshire et un rayon de cinq (5) milles de leurs limites*:

Lundi: 8.00 a.m. à midi.  
Mardi, mercredi et jeudi: 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Vendredi et samedi: 8.00 a.m. à 9.00 p.m.

4.— *Magog et un rayon de cinq (5) milles de ses limites*:

Lundi: 9.00 a.m. à midi.  
Mardi, mercredi et jeudi: 9.00 a.m. à 6.30 p.m.

Vendredi et samedi ainsi que la veille des jours chômés mentionnés au paragraphe "e" du présent article: 9.00 a.m. à 9.00 p.m.

5.— *Windsor et Richmond et un rayon de cinq (5) milles de leurs limites*:

Lundi: 9.00 a.m. à 1.00 p.m.  
Mardi et mercredi: 9.00 a.m. à 6.00 p.m.

Jeudi: 9.00 a.m. à 7.00 p.m.

Vendredi et samedi: 9.00 a.m. à 9.00 p.m.

6.— *Danville et Asbestos et un rayon de cinq (5) milles de leurs limites*:

Lundi: 3.00 p.m. à 6.00 p.m.  
Mardi, mercredi et jeudi: 9.00 a.m. à 6.00 p.m.

Vendredi et samedi: 9.00 a.m. à 10.00 p.m.

b.— 1.— Dans la cité de Sherbrooke et les villes de Lennoxville et Bromptonville et un rayon de cinq (5) milles autour de leurs limites, les 24 et 31 décembre, lorsque ouvrables, les heures de travail sont de 9.00 a.m. à 6.00 p.m. De toute façon, les deux jours ouvrables précédant les 24 et 31 décembre les heures de travail sont de 9.00 a.m. à 9.00 p.m.

2.— Dans le territoire compris dans le reste de la juridiction territoriale, c'est-à-dire à l'except-

THAT the said decree, number 2163, be amended in the following manner:

1° The following subsection "d" is added to section I:

"d.— Any one renting sub-letting or buying at a real or nominal price one or more barber chairs, material, accessories or a space for the purpose of plying the barber trade shall be classified, for all purposes, as an employee."

2° Section II is replaced by the following:

"II.— *Territorial jurisdiction*:— The territorial jurisdiction of the present decree comprises the City of Sherbrooke, the towns of Lennoxville, Bromptonville, Magog, Windsor, Richmond, Asbestos, East-Angus, Cookshire, the municipality of the village of Danville, the municipality of Bury and the territory comprised within a radius of five (5) miles around their limits."

3° Section III is replaced by the following:

"III.— *Duration of labour*:— a.— For all the operations of the barber trade, the hours of work shall be distributed as follows:

1.— *In Sherbrooke and Lennoxville with a radius of five (5) miles from their limits*:

On Monday: from 9.00 a.m. to 12.00 (noon).  
On Tuesday, Wednesday and Thursday: from 9.00 a.m. to 6.30 p.m.

On Friday: from 9.00 a.m. to 9.00 p.m.

On Saturday: from 9.00 a.m. to 6.00 p.m.

2.— *In Bromptonville and a radius of five (5) miles from its limits*:

On Monday: from 8.30 a.m. to 12.00 (noon).  
On Tuesday and Thursday: from 8.30 a.m. to 6.00 p.m.

On Wednesday: from 8.30 a.m. to 8.00 p.m.

On Friday: from 8.30 a.m. to 10.00 p.m.

On Saturday: from 8.30 a.m. to 6.00 p.m.

3.— *In East Angus, Bury and Cookshire and a radius of five (5) miles from their limits*:

On Monday: from 8.00 a.m. to 12.00 (noon).  
On Tuesday, Wednesday and Thursday: from 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

On Friday and Saturday: from 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

4.— *In Magog and a radius of five (5) miles from its limits*:

On Monday: from 9.00 a.m. to 12.00 (noon).  
On Tuesday, Wednesday and Thursday: from 9.00 a.m. to 6.30 p.m.

On Friday, Saturday and the eves of holidays mentioned in subsection "e" of the present section from 9.00 a.m. to 9.00 p.m.

5.— *In Windsor and Richmond and a radius of five (5) miles from their limits*:

On Monday: from 9.00 a.m. to 1.00 p.m.  
On Tuesday and Wednesday: from 9.00 a.m. to 6.00 p.m.

On Thursday: from 9.00 a.m. to 7.00 p.m.

On Friday and Saturday: from 9.00 a.m. to 9.00 p.m.

6.— *In Danville and Asbestos, and a radius of five (5) miles from their limits*:

On Monday: from 3.00 p.m. to 6.00 p.m.  
On Tuesday, Wednesday and Thursday: from 9.00 a.m. to 6.00 p.m.

On Friday and Saturday: from 9.00 a.m. to 10.00 p.m.

b.— 1.— In the City of Sherbrooke and the towns of Lennoxville and Bromptonville, and a radius of five (5) miles around their limits, on December 24th and 31st, when these are working days, the hours of labour shall be as follows: from 9.00 a.m. to 6.00 p.m. Nevertheless, on the two working days preceding the 24th and 31st of December, the hours of work shall be distributed between 9.00 a.m. and 9.00 p.m.

2.— In the territory comprised in the remainder of the territorial jurisdiction, that is with the

tion de Sherbrooke, Lennoxville, Bromptonville et un rayon de cinq (5) milles de leurs limites, l'avant-veille et la veille de Noël et du Premier de l'An lorsque ouvrables, sont considérées comme un vendredi et un samedi ordinaires en ce qui concerne la durée des heures de travail.

3.— Dans tous les cas où un jour déclaré chômé, suivant les dispositions du paragraphe "e" du présent article, tombe un vendredi, la durée des heures de travail, la veille dudit jour, c'est-à-dire le jeudi, est prolongée jusqu'à 9.00 p.m. à Sherbrooke et Lennoxville et dans un rayon de cinq (5) milles de leurs limites et jusqu'à 10.00 p.m. à Bromptonville et dans un rayon de cinq (5) milles de ses limites.

4.— A Sherbrooke, Bromptonville, Lennoxville et dans un rayon de cinq (5) milles de leurs limites dans le cas où ledit jour chômé, est en même temps un samedi, la durée des heures de travail la veille, c'est-à-dire, le vendredi, est celle du samedi (ordinaire) et l'avant-veille, c'est-à-dire le jeudi, celle du vendredi (ordinaire).

c.— N'est pas considéré comme une violation du décret, le temps que prend le barbier pour servir les clients qui sont dans un salon avant l'expiration de la durée des heures de travail.

d.— Dans les cités, villes ou municipalités où l'heure d'été est adoptée, on doit tenir compte du changement d'heure pour la durée du travail.

e.— Dans toute la juridiction territoriale, il n'y a pas de travail les dimanches, le Premier de l'An, l'Épiphanie, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée Conception et le Jour de Noël ainsi que la St-Jean-Baptiste (24 juin) et la fête de la Confédération (1er juillet), à moins que ces deux dernières fêtes tombent un vendredi ou un samedi. La fête du Travail (premier lundi de septembre) est régulièrement chômée.

f.— A Sherbrooke, Lennoxville et Magog avec un rayon de cinq (5) milles autour de leurs limites, le Vendredi Saint est chômé toute la journée; cependant, les heures de travail sont prolongées jusqu'à 9.00 p.m. les mercredi et jeudi saints.

Dans toutes les autres municipalités avec leur rayon respectif, il n'y a pas de travail jusqu'à midi le Vendredi Saint.

g.— Cependant, le lundi, la durée des heures de travail est prolongée jusqu'à 6.30 p.m. à Sherbrooke et Lennoxville et un rayon de cinq (5) milles de leurs limites et jusqu'à 6.00 p.m. à Bromptonville et un rayon de cinq (5) milles de ses limites, les semaines comportant une des fêtes chômées mentionnées au paragraphe "e" du présent article, exception faite cependant lorsque ces fêtes tombent un dimanche.

*Clause conditionnelle:* — Nonobstant les dispositions du présent décret, la durée des heures de travail dans les salons de barbier, de coiffure et de beauté ne doit en aucun cas constituer une dérogation aux dispositions de la Loi des établissements industriels et commerciaux (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 175), aux décrets faits sous son autorité et aux règlements établis par les municipalités compétentes.

4° Les paragraphes "a", "b" et "c" de l'article IV sont remplacés par les suivants:

"IV.— *Tarif des salaires:* — Le salaire minimum pour le temps régulier est le suivant:

a.— Pour les barbiers ou coiffeurs, de \$18.00 par semaine, plus 60% des recettes de leur travail excédant \$26.00 au cours de la semaine.

b.— Pour les employés surnuméraires, de \$2.00 plus 60% des recettes de leur travail excédant \$3.50 par jour.

c.— En aucun temps l'employeur ou l'employeur professionnel n'a le droit de réduire le

exception of Sherbrooke, Lennoxville, Bromptonville and a radius of five (5) miles from their limits, the two days preceding Christmas Day and New Year's Day, when they are working days, are considered as an ordinary Friday and Saturday for the establishing of the duration of working hours.

3.— In all cases where an observed holiday, pursuant to the provisions of subsection "e" of the present section, falls on Friday, the duration of working hours, the day before the said holiday, that is Thursday, is extended until 9.00 p.m. in Sherbrooke, Lennoxville and within a radius of five (5) miles from their limits, and until 10.00 p.m. in Bromptonville and within a radius of five (5) miles from its limits.

4.— In Sherbrooke, Bromptonville, Lennoxville and within a radius of five (5) miles from their limits, when the said observed holiday falls on Saturday, the duration of working hours the eve of such holiday, that is Friday, is that of the (ordinary) Saturday and the day before the eve, that is Thursday, is that of the (ordinary) Friday.

c.— Time spent by the barber to serve the customers who are in the parlor before the expiration of the duration of working hours is not considered as a violation of the decree.

d.— In the cities, towns or municipalities having adopted the Daylight Saving Time, it shall be taken into account for the computing of the duration of labour.

e.— In the entire territorial jurisdiction, no work shall be performed on Sunday, New Year's Day, Epiphany Day, Ascension Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day, as well as on St. Jean Baptiste Day (June 24) and Dominion Day (July 1st), unless these last two holidays should fall on a Friday or a Saturday. Labour Day (first Monday of September) is regularly an observed holiday.

f.— In Sherbrooke, Lennoxville and Magog, and a radius of five (5) miles around their limits, Good Friday is observed all day; However, the hours of work are extended until 9.00 p.m. on Spy Wednesday and Maundy Thursday.

In all the other municipalities, with their respective radius, no work shall be performed until noon on Good Friday.

g.— However, the duration of working hours is extended until 6.30 p.m. in Sherbrooke and Lennoxville and a radius of five (5) miles from their limits, and until 6.00 p.m. in Bromptonville and a radius of five (5) miles from its limits, on Monday of the weeks with one or more of the observed holidays mentioned in subsection "e" of the present section, except when such holidays fall on Sunday.

*Proviso:* — Notwithstanding the provisions of the present decree, the duration of working hours in barber, hairdressing and beauty parlors shall never constitute a violation of the provisions of the Industrial and Commercial Establishments Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 175), of the decrees enacted under its authority and of the by-laws established by competent municipalities.

4° Subsections "a", "b" and "c" of section IV are replaced by the following:

"VI.— *Rates of wages:* — The minimum wages for regular time are the following:

a.— For barbers or hairdressers, \$18.00 per week, plus 60% on the receipts of their work exceeding \$26.00 during the week.

b.— For occasional employees, \$2.00 plus 60% on the receipts of their work exceeding \$3.50 per day.

c.— The employer or the professional employer shall never have the right to reduce the wages

salaires d'un salarié recevant plus que les minima ci-haut mentionnés."

5° Le taux de "\$0.40" établi au paragraphe "d" de l'article IV pour la coupe des cheveux pour hommes et pour femmes dans la cité de Sherbrooke et la ville de Lennoxville et un rayon de cinq (5) milles de leurs limites, est remplacé par le taux de "\$0.45"

6° Le taux de "\$0.35" établi au paragraphe "d" de l'article IV pour la coupe des cheveux pour hommes et pour femmes dans les villes de Magog, Windsor, Bromptonville et Richmond et un rayon de cinq (5) milles de leurs limites, est remplacé par le taux de "\$0.40".

7° Les paragraphes "d", "e" et "f" de l'article V sont remplacés par les suivants:

"d.—L'apprentissage comporte:

1.—*Au point de vue technique:* un stage de trois (3) ans comme apprenti dans un salon de barbier;

2.—*Au point de vue hygiénique:* que l'apprenti suive pendant trois (3) ans le cours de barbier de trente-deux (32) leçons de l'Université ou chez un médecin reconnu comme tel par le Comité paritaire et obtienne son certificat d'hygiène."

"e.—Le salaire de l'apprenti est le suivant:

	<i>Par semaine</i>
Après le premier semestre . . . . .	\$5.00
Après le deuxième semestre . . . . .	7.00
Après le quatrième semestre . . . . .	9.00"

"f.—Quiconque désire prendre à son service un apprenti doit d'abord donner un avis de huit (8) jours au Comité paritaire à cet effet et signer ensuite un engagement valide pour la durée de l'apprentissage. Tel engagement, signé entre l'employeur et le salarié ayant comme témoin le Comité paritaire doit spécifier que l'employeur s'engage à montrer le métier de barbier au complet à son salarié, conformément aux dispositions de la loi et aux exigences du métier. Au cas où tel employeur voudrait révoquer son engagement il doit en faire la demande en présence à la fois du Comité paritaire et de son apprenti ayant eu soin de notifier ces deux derniers au moins quinze (15) jours à l'avance."

A. MORISSET,  
9796-o Greffier du Conseil Exécutif.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 2391

Québec, le 21 juin 1945.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région des Trois-Rivières.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts révisés de Québec 1941, chapitre 163), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier et coiffeur du district de Trois-Rivières, rendue obligatoire par le décret numéro 469, du 26 février 1942 et amendements, ont présenté au ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret.

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 5 mai 1945;

ATTENDU QUE des objections ont été formulées contre son approbation et qu'elles ont été soumises à l'appréciation des parties contractantes;

of an employee receiving more than the minimums hereabove mentioned.

5° The rate of "\$0.40" established in subsection "d" of section IV for a haircut for men and women in the city of Sherbrooke and the town of Lennoxville and a radius of five (5) miles from their limits, is replaced by the rate of "\$0.45".

6° The rate of "\$0.35" established in subsection "d" of section IV for a haircut for men and women in the towns of Magog, Windsor, Bromptonville and Richmond and a radius of five (5) miles from their limits, is replaced by the rate of "\$0.40".

7° Subsections "d", "e" and "f" of section V are replaced by the following:

"d.—Apprenticeship shall comprise:

1.—*From a technical point of view:* A term of three (3) years as apprentice in a barber-shop;

2.—*For hygiene purposes,* the apprentice shall follow during three years the course for barbers of thirty-two (32) lessons of the University or from a physician recognized by the Parity Committee and obtain his certificate of hygiene."

"e.—The salary of the apprentice shall be as follows:

	<i>Per week</i>
After the first six months . . . . .	\$5.00
After the second six months . . . . .	7.00
After the fourth six months . . . . .	9.00"

"f.—Any one wishing to hire an apprentice shall first notify the Parity Committee eight (8) days in advance to that effect and sign an indenture for the duration of the apprenticeship. Such indenture, signed by the employer and the employee and witnessed by the Parity Committee shall specify that the employer agrees to teach the barber trade in its entirety to his employee, pursuant to the provisions of the Law and the requirements of the trade. Should the employer wish to cancel the indenture, he must apply to the Parity Committee and the apprentice must be present; both the Committee and the apprentice shall be notified fifteen (15) days in advance."

A. MORISSET,  
9796-o Clerk of the Executive Council.

**ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL**

Number 2391

Quebec, June 21, 1945.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree relating to the barber and hairdresser trades in the district of Three Rivers.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barber and hairdresser trades of the district of Three Rivers, rendered obligatory by the decree number 469, of February 26, 1942, and amendments, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* of May 5, 1945;

WHEREAS objections have been made against its approval and have been submitted to the contracting parties for consideration;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret numéro 469 soit modifié de la façon suivante:

1° Le paragraphe "g" suivant est ajouté à l'article I:

"g.— Les mots "comité paritaire" désignent le Comité paritaire des barbiers, coiffeurs et coiffeuses des Trois-Rivières et district."

2° Les heures de travail mentionnées à l'article V, zone II, pour les barbiers, coiffeurs et coiffeuses sont remplacées par les suivantes:

"Zone II: Coiffeurs et coiffeuses pour dames:

Le lundi: de midi à 9.00 p.m. précises, sauf pour les mois de mai, juin et juillet, de 8.00 a.m. à 9.00 p.m. précises;

Le mardi: de 8.00 a.m. à 7.00 p.m. précises;

Le mercredi: de 8.00 a.m. à 7.00 p.m.; il est cependant permis de servir les clientes entrées avant 7.00 p.m.;

Le jeudi: de 8.00 a.m. à 7.00 p.m. précises;

Le vendredi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.; il est cependant permis de servir les clientes entrées avant 9.00 p.m.;

Le samedi: de 8.00 a.m. à 7.00 p.m. précises.

"Zone II: Barbiers, coiffeurs et coiffeuses pour hommes:

Le lundi: de 8.00 a.m. à midi;

Le mardi: de 8.00 a.m. à 7.00 p.m.;

Le mercredi: de 8.00 a.m. à 7.00 p.m.;

Le jeudi: de 8.00 a.m. à 7.00 p.m.;

Le vendredi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.;

Le samedi et veille des fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m."

3° Les heures de travail mentionnées à l'article V, zone III, pour les barbiers, coiffeurs et coiffeuses sont remplacées par les suivantes:

"Zone III: Coiffeurs et coiffeuses pour dames:

Le lundi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.;

Le mardi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.;

Le mercredi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.;

Le jeudi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.;

Le vendredi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.;

Le samedi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Note: Il est toutefois permis de servir les clientes entrées avant l'expiration des périodes de travail ci-haut mentionnées.

Zone III: Barbiers, coiffeurs et coiffeuses pour hommes:

Le lundi: de 8.00 a.m. à midi;

Le mardi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.;

Le mercredi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m. &

Le jeudi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.;

Le vendredi: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.;

Le samedi et veille des fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 11.00 p.m."

4° Le paragraphe "b" de l'article V est remplacé par le suivant:

"b.— Pendant ces journées de travail, les salariés doivent avoir une heure pour le repas du midi ainsi qu'une heure pour le repas du soir les jours où le travail se termine plus tard que 7.00 p.m."

5° Les alinéas suivants sont ajoutés au paragraphe "cc" de l'article VI:

"Après cette période de deux ans, l'apprenti doit se présenter au bureau des examinateurs du comité paritaire pour passer ses examens dans le but d'obtenir son certificat de qualification de compagnon.

Au cas d'insuccès, le candidat a droit à deux (2) reprises d'examens par intervalle de six (6)

IT IS ORDAINED, therefore upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 469, be amended as follows:

1° The following subsection "g" is added to section I.

"g.— The words "Parity Committee" mean the Parity Committee of Barbers, Male and Female Hairdressers of the District of Trois-Rivières."

2° The hours of work mentioned in section V, zone II, for barbers and male and female hairdressers are replaced by the following:

"Zone II: Ladies' male and female hairdressers:

On Monday: from 12.00 (noon) to 9.00 p.m. precisely, except for the months of May, June and July, from 8.00 a.m. to 9.00 p.m. precisely;

On Tuesday: from 8.00 a.m. to 7.00 p.m. precisely;

On Wednesday: from 8.00 a.m. to 7.00 p.m.; it is however permitted to wait on the customers who were in the parlor before 7.00 p.m.;

On Thursday: from 8.00 a.m. to 7.00 p.m. precisely;

On Friday: from 8.00 a.m. to 9.00 p.m.; it is however permitted to wait on the customers who were in the parlor before 9.00 p.m.;

On Saturday: from 8.00 a.m. to 7.00 p.m. precisely.

"Zone II: Barbers and men's hairdressers (male and female):

On Monday: from 8.00 a.m. to 12.00 (noon);

On Tuesday: from 8.00 a.m. to 7.00 p.m.;

On Wednesday: from 8.00 a.m. to 7.00 p.m.;

On Thursday: from 8.00 a.m. to 7.00 p.m.;

On Friday: from 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

On Saturday and holiday eves: from 8.00 a.m. to 9.00 p.m."

3° The hours of work mentioned in section V, zone III, for barbers and male and female hairdressers are replaced by the following:

"Zone III: Ladies' hairdressers (male and female):

On Monday: from 8.00 a.m. to 9.00 p.m.;

On Tuesday: from 8.00 a.m. to 9.00 p.m.;

On Wednesday: from 8.00 a.m. to 9.00 p.m.;

On Thursday: from 8.00 a.m. to 9.00 p.m.;

On Friday: from 8.00 a.m. to 9.00 p.m.;

On Saturday: from 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

Note: It is however permitted to wait on customers who were in the parlor before the expiration of the period of work hereabove mentioned.

"Zone III: Barbers, and men's hairdressers (male and female):

On Monday: from 8.00 a.m. to 12.00 (noon);

On Tuesday: from 8.00 a.m. to 9.00 p.m.;

On Wednesday: from 8.00 a.m. to 9.00 p.m.;

On Thursday: from 8.00 a.m. to 9.00 p.m.;

On Friday: from 8.00 a.m. to 10.00 p.m.;

On Saturday and holiday eves: from 8.00 a.m. to 11.00 p.m."

4° Subsection "b" of section V is replaced by the following:

"b.— During these working days, the employees shall have one hour off for the noon meal, and another hour for the evening meal when work ceases after 7.00 p.m.

5° The following paragraphs are added to subsection "cc" of section VI:

"After such two-year period, the apprentice shall sit for his examinations before the Board of Examiners of the Parity Committee in order to obtain his certificate of competency as journeyman."

"In case of failure, the candidate shall be entitled to two (2) more attempts with intervals of

mois; s'il subit de nouveaux échecs, il est définitivement éliminé."

6° Le paragraphe "e" de l'article VI est remplacé par le suivant:

"e.— Dans l'intérêt de la profession, le comité paritaire peut reconnaître une école de barbier ou de coiffure. Toutefois, aucune école de coiffure ou de barbier ne peut fonctionner conjointement, de pair ou de concert avec un salon de coiffure ou de barbier ou un commerce d'accessoires de coiffure ou de barbier."

7° Les mots "ou garder" sont ajoutés après les mots "ne peut prendre" apparaissant au paragraphe "f" de l'article VI.

8° L'alinéa suivant est ajouté au paragraphe "gg" de l'article VI:

"Dans chaque salon de barbier, de coiffure ou de beauté propriété d'une compagnie, d'une association, d'une corporation ou d'une personne qui ne pratique pas le métier de barbier, de coiffeur ou de coiffeuse, il doit y avoir comme gérant actif et permanent, un salarié porteur d'un certificat de compagnon barbier, coiffeur ou coiffeuse."

A. MORISSET,

9797-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 2392

Québec, le 21 juin 1945

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

CONCERNANT une modification au décret relatif à la fabrication des boîtes de carton gaufré dans la province de Québec

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), le Comité paritaire de l'Industrie de la Boîte de Carton gaufré de Québec a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'apporter une modification au décret numéro 561, du 11 mars 1942, et ses amendements, relatifs à la fabrication des boîtes de carton gaufré dans la province de Québec;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 19 mai 1945;

ATTENDU qu'une objection a été formulée contre son approbation et qu'elle a été soumise à l'appréciation des parties contractantes;

ATTENDU que le Conseil régional du travail a approuvé la modification proposée dans ladite requête, par décision rendue à sa séance du 5 juin 1945;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

Que ledit décret numéro 561 soit modifié de la façon suivante:

Le premier alinéa de l'article IV est remplacé par le suivant:

"IV.— Heures de travail et taux de salaire pour travail supplémentaire:— La durée du travail pour tous les salariés, y compris les mécaniciens de machines fixes et les chauffeurs de bouilloires, les gardiens, les employés préposés à la réparation et à l'expédition, est de cinquante-cinq (55) heures par semaine. Tout travail exécuté les jours de congé et les dimanches ou en plus de cinquante-cinq (55) heures par semaine par ces mêmes salariés doit être rémunéré à raison de salaire et quart."

A. MORISSET,

9798-o Greffier du Conseil Exécutif

six (6) months; if he meets with further failures, he shall be definitely eliminated."

6° Subsection "e" of section VI is replaced by the following:

"e.— In the interest of the trade, the Parity Committee may recognise a barber or hairdressing schools. However, no such school may operate jointly, on an equal footing or in conjunction with a barber or hairdressing parlor or a hairdressing or barber accessories concern."

7° The words "or keep" are added after the word "be allowed to take", mentioned in subsection "f" of section VI.

8° The following paragraph is added to subsection "g" of section VI:

"In every barber, hairdressing or beauty parlor owned by a company, an association, a corporation or a person not plying the barber or hairdresser (male and female) trade, there shall be, as active and permanent manager, an employee holder of a journeyman's certificate, whether an barber, male hairdresser or female hairdresser."

A. MORISSET,

9797-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 2392

Quebec, June 21, 1945.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to the decree relating to the manufacturing of corrugated paper boxes in the Province of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), the Joint Committee of the Corrugated Paper Box Industry of Québec has submitted to the Minister of Labour a request for the purpose of amending the decree number 561, of March 11, 1942, and its amendments, relating to the manufacturing of corrugated paper boxes in the Province of Québec;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* of May 19, 1945;

WHEREAS one objection has been made against its approval and has been submitted to the contracting parties for consideration;

WHEREAS the Regional War Labour Board has approved the amendment proposed in the said request by a decision taken at its meeting of June 5th, 1945;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 561, be amended as follows:

The first paragraph of section IV is replaced by the following:

"IV.— Hours of labour and wage rates for overtime work:— The duration of work for all employees, including stationary enginemen and firemen (stokers), maintenance men, shipping men, watchmen, is fifty-five (55) hours per week, and any hours of work exceeding fifty-five (55) hours in any one week or performed on holidays and Sundays by such employees is to be paid at the rate of time and one quarter."

A. MORISSET,

9798-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 2393

Québec, le 21 juin 1945.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif au commerce de détail dans la cité de Québec.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), une requête a été présentée au Ministre du Travail par les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 3265, du 6 septembre 1940 et amendements, relatif au commerce de détail dans la cité de Québec à l'effet de modifier ledit décret;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, édition du 19 mai 1945;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret numéro 3265 soit modifié de la façon suivante:

Le premier alinéa du paragraphe "t" de l'article IV est remplacé par le suivant:

"t.— Aux fins d'établissement des pourcentages, les employeurs utiliseront le tableau suivant, pour les salariés mentionnés au paragraphe "p" du présent article."

A. MORISSET,  
9799-o Greffier du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 2393

Quebec, June 21, 1945.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to the decree relating to the retail trade in the city of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), a request has been submitted to the Minister of Labour by the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by the decree number 3265, of September 6, 1940, and amendments, relating to the retail trade in the city of Quebec for the purpose of amending the said decree;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* of May 19, 1945;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

IT IS ORDAINED therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 3265, be amended as follows:

The first paragraph of subsection "t" of section IV is replaced by the following:

"t.— For the purposes of establishing the percentages, the employers shall use the following table with respect to the employees mentioned in subsection "p" of the present section."

A. MORISSET,  
9799-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF

Numéro 2394

Québec, le 21 juin 1945.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

CONCERNANT la polongation de la durée du décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE le décret numéro 398, du 5 février 1944 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, soit de nouveau prolongé jusqu'au 30 septembre 1945.

A. MORISSET,  
9800-o Greffier du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 2394

Quebec, June 21, 1945.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the duration of the decree relating to the construction industry and trades in the district of Montreal.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the decree number 398, of February 5, 1944, and amendments, relating to the construction industry and trades in the district of Montreal, be again extended until September 30, 1945

A. MORISSET,  
9800-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 2395

Québec, le 21 juin 1945.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une nouvelle prolongation de la durée du décret relatif aux métiers de l'imprimerie dans l'Île de Montréal et un rayon de 100 milles de ses limites.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE le décret numéro 987, du 24 avril 1941, et amendements, relatif aux métiers de l'imprimerie

ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 2395

Quebec, June 21, 1945.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNING a further extension of the duration of the decree relating to the printing trades in the Island of Montreal and a radius of 100 miles from its limits.

IT IS ORDAINED upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the decree number 987, of April 24 1941, and amendments, relating to the printing

merie dans l'île de Montréal et un rayon de 100 milles de ses limites, soit de nouveau prolongé pour une période de trois (3) mois, c'est-à-dire jusqu'au 30 septembre 1945.

A. MORISSET,  
9801-o Greffier du Conseil Exécutif.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 2384

Québec, le 21 juin 1945.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une nouvelle prolongation du droit de prélèvement du Comité conjoint des métiers de la construction de Montréal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE le droit de prélèvement du Comité conjoint des métiers de la construction de Montréal, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté-en-conseil numéro 800, du 9 mars 1944, subséquemment prolongé jusqu'au 30 juin 1945, soit de nouveau prolongé jusqu'au 30 septembre 1945, aux mêmes taux et conditions.

A. MORISSET,  
9794-o Greffier du Conseil Exécutif

**ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 2385

Québec, le 21 juin 1945.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une nouvelle prolongation du droit de prélèvement du Comité paritaire de l'industrie de l'imprimerie de Montréal et du district.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE le droit de prélèvement du Comité paritaire de l'industrie de l'imprimerie de Montréal et du district, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté-en-conseil numéro 1334, du 29 mai 1941, et subséquemment prolongé jusqu'au 30 juin 1945, soit de nouveau prolongé jusqu'au 30 septembre 1945, aux mêmes taux et conditions.

A. MORISSET,  
9795-o Greffier du Conseil Exécutif.

trades in the Island of Montreal and a radius of 100 miles from its limits, be again extended for a period of three (3) months, that is until September 30, 1945.

A. MORISSET,  
9801-o Clerk of the Executive Council.

**ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL**

Number 2384

Quebec, June 21, 1945.

Présent: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a further extension of the right to levy of the Building Trades Joint Committee of Montreal.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the right to levy of the Building Trades Joint Committee of Montreal, authorized by by-law approved by Order in Council number 800, of March 9, 1944, subsequently extended until June 30, 1945, be again extended until September 30, 1945, with the same rate and conditions.

A. MORISSET,  
9794-o Clerk of the Executive Council.

**ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL**

Number 2385

Quebec, June 21, 1945.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a further extension of the right to levy of the Printing Industry Parity Committee for Montreal and District.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the right to levy of the Printing Industry Parity Committee for Montreal and District, authorized by by-law approved by Order in Council number 1334, of May 29, 1941, and subsequently extended until June 30, 1945, be again extended until September 30, 1945, with the same rate and conditions.

A. MORISSET,  
9795-o Clerk of the Executive Council.

**Avis divers**

**LOI DU RÉGIME DES EAUX COURANTES**

Chapitre 98, S. R. Q., 1941

FORMULE 1

1.— (Article 8)

Avis de la demande des plans et devis

Avis est donné au public, conformément à l'article 8 de la Loi du régime des eaux courantes, que la Compagnie "The Singer Manufacturing Company" de Thurso, dans le comté de Papineau, se propose de demander l'approbation par

**Miscellaneous Notices**

**WATER-COURSE ACT**

Chapter 98, R. S. Q., 1941

FORM 1

1.— (Section 8)

Application and Notice of Deposit of Plans and Specifications

Public notice is hereby given in accordance with section 8 of the Water-Course Act, that The Singer Manufacturing Company of Thurso, in the county of Papineau, intends to apply for approval by the Lieutenant-Governor in Council,

le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, des plans et devis d'un barrage situé sur la rivière Poisson Blanc, à l'issue du lac Poisson Blanc, dans un territoire non subdivisé du canton de Preston, comté de Papineau.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant l'emplacement choisi pour la construction de ces ouvrages et les terrains affectés par le refoulement des eaux, a été transmise au ministre des terres et forêts, et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement de Papineauville, comté de Papineau.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

La requérante,  
THE SINGER MANUFACTURING CO.

9537-23-4-o

2 — (Article 35) Lois relatives à l'Administration des Terres et Forêts

8 Geo. V, c. 69 formule "A"

AVIS DE LA DEMANDE DU DÉPÔT DES PLANS  
ET DEVIS

Avis est donné au public, conformément à l'article 35 de la Loi du régime des eaux courantes, que La Compagnie Électrique Rivière-à-Pierre Limitée, de 111 Côte de la Montagne à Québec, et de Rivière-à-Pierre, se propose de faire l'érection d'un barrage en béton ainsi qu'une dalle à billots sur la Rivière-à-Pierre, dans le canton Bois, comté de Portneuf, P. Q.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant la nature de l'ouvrage, et les terrains qui seront affectés par ces travaux a été transmise au Ministre des Terres et Forêts, et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau d'enregistrement du comté de Portneuf à Cap-Santé, P. Q.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération par le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil, le ou après le dixième jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Québec, le 22 mai, 1945.

La Requête,  
LA COMPAGNIE ÉLECTRIQUE RIVIÈRE-  
À-PIERRE, LIMITÉE.

9573-24-4-o

Avis est par les présentes donné par le maire et le secrétaire-trésorier de la municipalité de la paroisse de St-Méthode d'Adstock, comté de Frontenac, que le Lieutenant-gouverneur a approuvé, en date du 6 avril 1945, suivant un rapport du Comité de l'Hon. Conseil Exécutif, le changement de nom de la municipalité de la paroisse de St Méthode d'Adstock en celui de "Municipalité de St-Méthode de Frontenac".

Conformément aux dispositions de l'article 48 du code municipal, ce changement de nom entre en vigueur à compter de la date de la publication du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*.

St-Méthode, le 14 juin 1945.

Le maire,  
PATRICE TARDIF,  
Le Secrétaire-trésorier,  
ARTHUR DUBREUIL.

[Sceau]  
9779-o

of the plans and specifications of a dam situated on the Poisson Blanc river, at the outlet of Lac Poisson Blanc, in an unsubdivided territory of the township Preston, county of Papineau.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications showing the site chosen for the construction of the said works and the lands which will be affected by the backing up of the water, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited in the registry office of the registration division of Papineauville, county of Papineau.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

THE SINGER MANUFACTURING CO.  
Petitioner.

9537-23-4

2 — (Section 35) Laws respecting the Administration of Lands and Forests

8 Geo. V, chap. 69 Form "A"

APPLICATION AND NOTICE OF DEPOSIT  
OF PLANS AND SPECIFICATIONS

Public notice is hereby given in accordance with section 35 of the Water-Course Act, that "La Compagnie Électrique Rivière-à-Pierre, Limitée", of 111 Mountain Hill, Quebec, and of Rivière-à-Pierre, intends to have a concrete dam and a log-flume built on the Rivière-à-Pierre, in the Township Bois, county of Portneuf, P. Q.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications indicating the nature of the work and the lands to be affected by the said works has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of the said plan and specifications has been deposited in the Registry Office for the County of Portneuf at Cap-Santé, P. Q.

The application contained in the petition will be taken into consideration by the Lieutenant-Governor in Council, on or after the tenth day following the date of the last publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

Québec, May 22, 1945.

LA COMPAGNIE ÉLECTRIQUE RIVIÈRE-  
À-PIERRE, LIMITÉE,  
Petitioner.

9573-24-4

Notice is hereby given by the Mayor and the Secretary-Treasurer of the municipality of the parish of St-Méthode d'Adstock, county of Frontenac, that the Lieutenant-Governor has approved, under date the 6th of April, 1945, according to a report of the Committee of the Honourable Executive Council, the change of name of the municipality of the parish of St-Méthode d'Adstock to that of "Municipalité de St-Méthode de Frontenac".

In conformity with the provisions of article 48 of the Municipal Code, the said change of name will come into force on and from the date of the publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

St-Méthode, June 14th, 1945.

PATRICE TARDIF,  
Mayor.  
ARTHUR DUBREUIL,  
Secretary-Treasurer.

[Seal]

9779

PRÉSIDENTS D'ÉLECTION

RETURNING-OFFICERS

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif par commission sous le grand sceau, de faire les nominations suivantes:

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council to appoint by commission under the Great Seal, the persons whose names follow:

District électoral Electoral district	Noms Names	Profession ou occupation Profession or calling	Domicile
Beauharnois	J.-D.-S. Tremblay	Notaire-Notary	Salaberry-de-Valleyfield.
Bellechasse	Gérard Labrecque	Registreur-Registrar	Saint-Raphael.
Berthier	F.-O.-T. Lamarche	Registreur-Registrar	Berthierville.
Bonaventure	Fénélon Arsenault	Marchand-Merchant	St-Bonaventure de Hamilton.
Chambly	Philippe Lamarre	Avocat-Advocate	Longueuil.
Champlain	J.-L.-Ivanhoe Pronovost	Peintre-Painter	Cap-de-la-Madeleine.
Châteauguay	Roger Fortier	Notaire-Notary	Saint-Chrysostome.
Chicoutimi	Louis-Philippe Harvey	Notaire-Notary	Chicoutimi.
Compton	A. Whitehead	Agent d'assurances Insurance Agent.	Bury.
Drummond	L.-F. Joyal	Notaire-Notary	St-Cyrille-de-Wendover.
Frontenac	Henri-Louis Fillion	Marchand-Merchant	Saint-Ludger.
Gaspé-Sud (Gaspé-South)	Michel (Mike) Smith	Commerçant-Dealer	Chandler.
Hull	S.-Edgar Dussault	Agent d'assurances Insurance Agent.	Hull.
Iberville	Rolland Guillette	Notaire-Notary	Iberville.
Iles-de-la-Madeleine (Magdalen Islands)	Oscar Delaney	Agent-Agent	Cap-aux-Meules.
Jacques-Cartier	Jacques Viau	Avocat-Advocate	Lachine.
Labelle	Roger Munn	Notaire-Notary	Mont-Laurier.
L'Assomption	Joseph-Edouard Majeau	Marchand-Merchant	L'Epiphanie.
Laval	René Rivest	Notaire-Notary	Montréal.
Lavolette	Paul-Emile Tourigny	Notaire-Notary	Saint-Tite.
Lévis	René Roy	Notaire-Notary	Lévis.
L'Islet	Boniface Bélanger	Cultivateur-Farmer	Saint-Jean-Port-Joli.
Matane	D.-L. Préville	Imprimeur-Printer	Matane.
Matapédia	Pierre d'Anjou	Restaurateur Restaurant-Keeper.	Causapscal.
Mégantic	Antonio Beaudoin	Avocat-Advocate	Thetford Mines.
Missisquoi	Armand Tanguay	Médecin-Physician	Bedford.
Montcalm	René Forest	Registreur-Registrar	St-Jacques-de-l'Achigan.
Montmagny	Georges Hébert	Notaire-Notary	Montmagny.
Huntingdon	James Barrett	Secrétaire-trésorier Secretary-Treasurer.	Huntingdon.
Montréal-Saint-Henri (St. Henry).	J.-D.-Irénee Durand	Courtier en assurances Insurance Broker.	Montréal.
Montréal-Saint-Jacques (St. James).	Gérald Robert	Notaire-Notary	Montréal.
Montréal-Sainte-Marie (St. Mary's).	J.-A.-Eugène Dion	Instituteur-Teacher	Montréal.
Nicolet	Arthur Désilets	Notaire-Notary	Nicolet.
Québec-Comté	R.-B. Robert	Agent-Agent	Beauportville.
Richelieu	Paul-Emile Ally	Avocat-Advocate	Sorel.
Rimouski	Derome Asselin	Avocat-Advocate	Rimouski.
Rivière-du-Loup	Georges Côté	Notaire-Notary	Rivière-du-Loup.
Rouyn-Noranda	J.-Henri Charbonneau	Shérif-Sheriff	Rouyn.
Papineau	J.-J. D'Amours	Registreur-Registrar	Papineauville.
Saint-Hyacinthe	Albert Jodoin	Notaire-Notary	St-Hyacinthe.
Saint-Maurice	Edgar Bellemare	Agent d'assurances Insurance Agent.	Shawinigan Falls.
Saint-Sauveur	Maurice Pouliot	Agent de publicité Publicity Agent.	Québec.
Sherbrooke	Ernest Précourt	Agent-Agent	Sherbrooke.
Stanstead	Olivier Tourigny	Notaire-Notary	Magog.
Témiscouata	Albert Cloutier	Gérant-Manager	Notre-Dame-du-Lac.
Trois-Rivières (Three Rivers).	Arthur Béliveau	Avocat c.r.-Advocate k.c.	Trois-Rivières.
Westmount-Saint-Georges (St. George).	Edwil L. Murphy	Avocat-Advocate	Montréal.
Wolfe	Jean-Marie Morin	Comptable-Accountant	Garthby.
Yamaska	Henri Niquet	Cultivateur-Farmer	Pierreville.
Beauce	André Taschereau	Protonotaire-Prothonotary	St-Joseph-de-Beauce.
Dorchester	J.-Ernest Langlois	Notaire-Notary	St-Justine.
Rouville	Benj.-Nap. Ladouceur	Notaire-Notary	Marieville.

Le présent avis est donné conformément à l'article 19 de la Loi électorale de Québec.

The present notice is given in conformity with article 19 of the Quebec Election act.

Le Président général des élections.  
9815-o FRANCOIS DROUIN.

9815-o FRANCOIS DROUIN,  
Chief Returning-Officer.

Avis est donné que, par arrêté ministériel en date du 24 mai 1945, les règlements de "Les Anciens de Shawinigan" ont été approuvés, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le premier jour de juin 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
9777-0 JEAN BRUCHÉSI.

"LES ANCIENS DE SHAWINIGAN"

Extrait des règlements de la corporation, tels qu'approuvés par arrêté ministériel en date du 24 mai 1945, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de trois à dix:

"Conseil de l'Association — L'Association est administrée par un conseil comprenant: un Président, un Vice-Président, un Secrétaire, un Publiciste un Conseiller juridique et quatre (4) directeurs tous élus en assemblée générale et choisis parmi les membres actifs de l'Association."

Certifié conforme.

Le Secrétaire,  
9778-0 L.-P. LAMONTAGNE.

L'ASSOCIATION DES IMMEUBLES COLOMBIENS INC.  
COLUMBUS BUILDING ASSOCIATION

Avis est par les présentes donné suivant les dispositions de l'article 90, de la loi des Compagnies de Québec S.R.Q. 1941, que le règlement suivant a été unanimement adopté:

"Il est résolu de distribuer tout l'actif de la Compagnie entre les actionnaires."

Donné à Québec, ce 27ième jour de juin 1945

Le Secrétaire,  
9785-0 MAURICE BOULANGER, C.A.

Province de Québec

VILLE DE MONTRÉAL-NORD

A une assemblée régulière du Conseil Municipal de la ville Montréal-Nord, comté Laval, tenue en l'Hôtel de Ville, mardi le (20) vingtième jour du mois de février, mil neuf cent quarante-cinq (1945) aux lieu et heure ordinaires de séances du Conseil, conformément aux dispositions de la Loi des Cités et Villes de la Province de Québec et de la Loi Spéciale et ses amendements régissant ladite Ville Montréal-Nord, à laquelle assemblée sont présents:

Son Honneur Monsieur le Maire Hector Lamarre et Messieurs les Échevins: Jules-E. Auclair, Joseph Dufresne, Napoléon Bédard, Arthur Daigle, Georges Hare, formant quorum et siégeant sous la présidence de Monsieur le Maire.

Règlement N° 199

Pour fixer à trois ans la durée des fonctions du maire et des échevins de la ville Montréal-Nord.

ATTENDU les pouvoirs donnés à la municipalité par la Législature Provinciale à sa dernière session:

IL EST ORDONNÉ ET STATUÉ par règlement du Conseil municipal de la ville de Montréal-Nord et ledit Conseil ordonne et statue comme suit à savoir:

1. Sujet à l'approbation de la majorité des électeurs ayant voté à un referendum tenu à cette fin, la durée des fonctions du maire et des échevins de la municipalité, à compter des élec-

Notice is given that, by Order in Council bearing date May 24th, 1945, the by-laws of "Les Anciens de Shawinigan" have been approved, and such in conformity with the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this first day of June, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,  
9777 Under Secretary of the Province.

"LES ANCIENS DE SHAWINIGAN"

Excerpt from the by-laws of the corporation, as approved by Order in Council bearing date the 24th day of May, 1945, concerning the increase in the number of directors from three to ten:

"Council of the Association — The Association will be managed by a Council comprising: — a President, one Vice-President, one Secretary, one Treasurer, one Publicist one Legal Adviser and four (4) directors all elected in general meeting and chosen from amongst the active members of the Association."

Certified True Copy.

L. P. LAMONTAGNE,  
9778 Secretary.

L'ASSOCIATION DES IMMEUBLES COLOMBIENS INC.  
COLUMBUS BUILDING ASSOCIATION

Notice is hereby given pursuant to the provisions of section 90 of the Quebec Companies Act, R. S. Q. 1941, that the following by-law has been unanimously adopted:

"It is resolved that all the assets of the company be distributed among the shareholders."

Given at Quebec, this 27th day of June, 1945.

MAURICE BOULANGER, C.A.,  
9785 Secretary.

Province of Quebec

TOWN OF MONTRÉAL-NORTH

At a regular meeting of the Municipal Council of the town of Montreal-North, county of Laval, held at the Town Hall, on Tuesday the (20th) twentieth day of the month of February, nineteen hundred and forty-five (1945), at the usual place and time of the meetings of the Council, pursuant to the provisions of the Cities and Towns Act, of the Province of Quebec, and of the Special Act and amendments thereof, governing the said town of Montreal-North, at which meeting are present:

His Honour the Mayor Hector Lamarre and the Messrs Aldermen: Jules-E. Auclair, Joseph Dufresne, Napoléon Bédard, Arthur Daigle, Georges Hare, forming a quorum and sitting under the presidency of the Mayor.

By-law No. 199

To fix to three years the duration of the time of office of the mayor and aldermen of the town of Montreal-North.

WHEREAS, seeing the powers granted to the Municipality by the Provincial Legislature, at its last session:

IT IS ORDERED AND ENACTED by By-law of the Municipal Council of the town of Montreal-North, and the said Council orders and enacts as follows, to wit:

1. Subject to the approval of the majority of the electors having voted at a referendum held for such purpose the duration of the time of office of the mayor and aldermen of the Mu-

tions générales suivant l'adoption du présent règlement, et approbation par le Lieutenant-gouverneur en conseil dans les six mois du vote des électeurs, sera de trois ans;

2. Lors de la votation aux élections générales le 14 mai 1945, le présent règlement sera soumis par referendum à l'approbation des électeurs.

3. Le vote à ce referendum sera pris au scrutin suivant les dispositions de la Loi des cités et villes régissant les élections dans la municipalité, en autant qu'elles sont susceptibles d'applications;

4. Advenant cependant qu'il n'y aurait pas de votation le 14 mai 1945 par le fait que tous les membres du conseil municipal seraient élus par acclamation à l'appel nominal du 7 février 1945, ledit referendum sera tenu le 14 février 1945 de 7 heures du matin à 8 heures de l'après-midi, à l'hôtel de ville, suivant les dispositions de la Loi des cités et villes.

5. La liste des électeurs pour les fins d'un tel referendum sera celle prévue par la Loi des cités et villes.

6. Le bulletin de vote sera dans la forme suivante:

municipality, from and after the general elections following the adoption of the present by-law and approval by the Lieutenant-Governor in Council within six months of the electors' vote shall be three years;

2. At the time of the polling at the general election of May 14th, 1945, the present by-law will be submitted, by referendum to the approval of the electors.

3. The vote at said referendum will be taken by polling, pursuant to the provisions of the Cities and Towns Act governing elections in the Municipality inasmuch as same are capable of application;

4. In the case, however, that there should be no polling, May 14th, 1945 owing to the fact all the members of the Municipal Council should be elected by acclamation at the Nomination of February 7th, 1945, the said referendum will be held on February 14th, 1945, from 7 o'clock in the forenoon to 8 o'clock in the evening, at the Town Hall, pursuant to the provisions of the Cities and Towns Act.

5. The list of electors for the purpose of such referendum will be that provided for in the Cities and Towns Act.

6. The ballot paper shall be in the following form:

Ville de Montréal-Nord Town of Montreal-North	Referendum 1945	Etes-vous en faveur de fixer à trois ans la durée des fonctions du maire et des échevins de la ville de Montréal-Nord?	OUI - YES
		Are you in favor of fixing to three years the term of office of the mayor and the aldermen of the Town of Montreal-North?	NON - NO

(verso du Bulletin)—(Ballot-paper verso).

NO Cahier de votation Poll Book	No. .... 1. ....	<div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 80px; margin: 0 auto;"></div> Initiales du Président Initials of the Presiding Officer.
------------------------------------	------------------	---

7. L'électeur donnera son vote en faisant avec un crayon une croix sur le côté droit du bulletin, vis-à-vis des mots "oui" ou "non", suivant qu'il approuve ou désapprouve la question posée.

8. Le présent règlement entrera en vigueur suivant la loi, quant à la tenue du referendum et la façon dont il sera tenu: mais quant à la durée des fonctions du maire et des échevins, il n'entrera en vigueur qu'après son approbation par les électeurs et par le Lieutenant-gouverneur

7. The elector will vote by making a cross in pencil on the right side of the paper, opposite the words "yes" or "no" according to his approval or disapproval of the question asked.

8. The present by-law will come into force according to law, as to the holding of the referendum and the manner in which it shall be held: but as to the duration of the time of office of the mayor and aldermen, it will come into force only after its approval by the electors and by

en conseil dans les six mois du vote des électeurs.

Fait et passé à Ville Montréal-Nord, ce 20ème jour de février 1945.

Le Maire,  
(Signé) HECTOR LAMARRE.

Le Secrétaire-trésorier,  
9786-o (Signé) ART.-E. CHEVRIER.

Le règlement N° 199 du conseil de la Ville Montréal-Nord a été approuvé par le Lieutenant-gouverneur en conseil en date du 21 juin 1945 et il est publié dans la *Gazette officielle de Québec* sous l'autorité de l'article 173a de la Loi des cités et villes (S.R.Q. 1941, ch. 233 et 7 Geo. VI ch. 39 s. 2).

the Lieutenant-Governor in Council within six months of the electors' vote.

Made and passed at the Town of Montreal-North, this 20th day of February, 1945.

(Signed) HECTOR LAMARRE,  
Mayor.

(Signed) ART.-E. CHEVRIER,  
9786 Secretary Treasurer.

By-law No. 199 of the Town of Montreal-North has been approved by the Lieutenant-Governor in Council, under date of June 21st, 1945, and is published in the *Quebec Official Gazette* under authority of section 173a of the Cities and Towns Act (R.S.Q. 1941, ch. 233 and 7 Geo. VI, ch. 39, s. 2).

Chartes — Abandon de

ADHESIVE SURFACES LIMITED

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie Adhesive Surfaces Limited demandera la permission d'abandonner sa charte et obtenir la dissolution de la compagnie à compter d'une date qu'il plaira au Lieutenant-gouverneur en Conseil de fixer.

Montréal, P. Q., le 15 juin 1945.

Le Vice-président et Trésorier,  
9780 CHAS. W. BURROUGHS.

Avis est, par les présentes donné, que la compagnie "W. D. MacWorth Limitée" s'adressera au procureur général et au ministre des Affaires Municipales de l'Industrie et du Commerce, pour leur demander la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 7 juin 1945.

Le Secrétaire,  
9782-o L. S. BURTON.

Chartes — Surrender of

ADHESIVE SURFACES LIMITED

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Companies Act, Adhesive Surfaces Limited will make application for leave to surrender its charter and for the dissolution of the Company on and from the date to be fixed by the Lieutenant Governor in Council.

Montréal, P. Q., June 15th., 1945.

9780-o CHAS. W. BURROUGHS,  
Vice-President and Treasurer.

Notice is hereby given that "W. D. MacWorth Company Limited", will make applicat on to the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce for leave to surrender its Charter.

Montréal, June 7th, 1945.

9782-o L. S. BURTON,  
Secretary.

Commission du Salaire Minimum

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que l'ordonnance d'amendement dont le texte suit, adoptée par la Commission du salaire minimum le 17 mai 1945, à l'effet d'amender l'ordonnance numéro 14 de ladite Commission, a été approuvée par l'arrêté-en-Conseil numéro 2382, du 21 juin 1945.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Ordonnance no 14

Employés préposés à l'entretien des édifices publics ci-après désignés, dans le district de Montréal.

Ordonnance d'amendement

La Commission du salaire minimum, conformément à la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1941, c. 164),

Ordonne et décrète par la présente ordonnance d'amendement, ce qui suit:

1° Ordonnance n° 14 amendée: — L'ordonnance n° 14 de l'Office des salaires raisonnables deve-

Minimum Wage Commission

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the following ordinance of renewal, adopted by the Minimum Wage Commission on May 17, 1945, for the purpose of amending Ordinance number 14 of the said Commission, has been approved by Order in Council number 2382, of June 21, 1945.

MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordinance No. 14

Maintenance men working in public buildings hereinafter designated, in the district of Montreal.

Ordinance of Amendment

The Minimum Wage Commission, pursuant to the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, c. 164),

Orders and decrees by the present Ordinance of Amendment, the following:

1. Ordinance No. 14 amended: — Ordinance No. 14 of the Fair Wage Board now Ordinance of

nue ordonnance de la Commission du salaire minimum, adoptée le 12 août 1938, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 10 septembre 1938, par arrêté portant le numéro 1843, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, le 17 septembre 1938, et postérieurement amendée et renouvelée, est de nouveau amendée comme suit:

A) Le titre de ladite ordonnance est remplacé par le suivant: "Exploitations foncières".

B) Les articles 1, 2 et 3 de ladite ordonnance sont remplacés par les suivants:

1. *Application*: — La présente ordonnance n° 14 régit les administrateurs d'exploitations foncières et leurs salariés ci-après décrite.

2. *Administrateur d'exploitation foncière*: — Cette expression désigne la personne qui donne à bail la totalité ou partie d'une exploitation foncière, qu'elle en soit propriétaire ou non.

3. *Exploitation foncière*: — Cette expression désigne:

- a) une maison à appartements,
- b) un édifice à bureaux,
- c) une maison de rapport,
- d) une maison d'habitation à un seul logement,
- e) tout immeuble bâti.

Le terme "édifice public" employé dans la présente ordonnance désigne une exploitation telle que présentement définie.

3a. *Exception*: — La présente ordonnance ne régit pas les employeurs et les salariés des entreprises suivantes, savoir:

- a) les hôtels,
- b) les restaurants,
- c) les maisons de chambres,
- d) les maisons de pension,
- e) les entrepôts frigorifiques,
- f) les entrepôts publics,
- g) les lieux d'amusements au sens de la Loi des droits sur les divertissements (S.R.Q., 1941, c. 85),

h) les institutions visées par l'ordonnance n° 11, 1944, de la Commission.

Toutefois lesdits employeurs, qui sont administrateurs d'exploitations foncières, autres que celles mentionnées au présent article, demeurent régis par la présente ordonnance pour leurs salariés occupés à du travail régi par la présente ordonnance pour telles autres exploitations foncières.

3b. *Salariés non régis*: — La présente ordonnance ne régit pas les salariés ci-après desdits administrateurs d'exploitations foncières, savoir:

a) les mécaniciens de machines fixes et les chauffeurs, lesquels demeurent régis par l'ordonnance n° 6, 1943, de la Commission ou par toute autre ordonnance pouvant remplacer cette dernière;

b) quand l'employeur exploite d'autres entreprises, ses salariés dont le travail n'a pas de relations avec les exploitations foncières et ses salariés qui ne sont pas principalement occupés au travail régi par la présente ordonnance.

3c. *Territoire d'application*: — La présente ordonnance s'applique:

- a) dans les municipalités situées en tout ou en partie sur l'île de Montréal, et
- b) dans les municipalités situées totalement ou partiellement dans un rayon de cinq milles de l'île de Montréal.

C) L'article 7 de ladite ordonnance est remplacé par le suivant:

7. *Concierge*: — Ce terme désigne le salarié occupé à l'entretien et à la surveillance d'une exploitation foncière. Ses principaux travaux sont les suivants:

- a) nettoyage,

the Minimum Wage Commission, adopted August 12, 1938, approved by the Lieutenant-Governor in Council on September 10, 1938, by Order-in-Council No. 1843, published in the *Quebec Official Gazette* on September 17, 1938, and subsequently amended and renewed, is again amended as follows, to wit:

A) The title of the said ordinance is replaced by the following: "Real estate undertakings".

B) Sections 1, 2 and 3 of the said ordinance are replaced by the following:

1. *Application*: — The present ordinance governs operators of real estate undertakings and their hereinafter described employees.

2. *Operator of a real estate undertaking*: — These words mean the person who as lessor, whether he be the owner or not, lets out the whole of a part of a real estate undertaking.

3. *Real estate undertaking*: — These words mean

- a) an apartment house,
- b) an office building,
- c) a tenement house,
- d) a dwelling,
- e) any building.

The words "Public Building" in the present ordinance mean a real estate undertaking as presently defined.

3a. *Exceptions*: — The present ordinance does not govern the employers and employees of the following undertakings:

- a) hotels,
- b) restaurants,
- c) lodging houses,
- d) boarding houses,
- e) refrigeratory warehouses,
- f) public warehouses,
- g) places of amusement as contemplated by the Amusement Tax Act (R.S.Q., 1941, c. 85),

h) institutions contemplated by Ordinance No. 14, 1944, of the Commission.

However the said employers, who operate other real estate undertakings than those mentioned in the present section, remain, for the said other real estate undertakings, governed by the present ordinance as regards their employees doing work subject to the present ordinance.

3b. *Employees not governed*: — The present ordinance does not govern the hereinafter mentioned employees of the said operators of real estate undertakings to wit:

a) stationary enginemen and firemen, who remain governed by Ordinance No. 6, 1943, of the Commission or by any other ordinance replacing it;

b) for an employer operating other undertakings, his employees whose work does not relate to real estate undertakings and his employees not principally doing work governed by the present ordinance.

3c. *Territory*: — The present ordinance applies

- a) in municipalities totally or partially situated on the island of Montreal;
- b) in municipalities totally or partially situated within a radius of five miles from the island of Montreal.

C) Section 7 of said ordinance is replaced by the following:

7. *Janitor*: — This word means the employee engaged in the maintenance and care of a real estate undertaking. His main work is as follows

- a) cleaning,

- b) enlèvement des cendres et vidanges,  
 c) pelletage de la neige,  
 d) chauffage,  
 e) entretien du gazon.  
 f) posage des persiennes et doubles fenêtres.  
 D) L'article 17 de ladite ordonnance est abrogé.  
 E) L'article 33 de ladite ordonnance est abrogé.

F) Les articles 34, 35 et 36 de ladite ordonnance en deviennent les articles 33, 34 et 35.

G) L'article 37 de ladite ordonnance est abrogé.

H) L'article 32 de ladite ordonnance en devient l'article 36.

I) L'article 39 de ladite ordonnance est remplacé par le suivant:

37. Ordonnance n° 4, 1942: — Les dispositions de l'ordonnance n° 4, 1942, de la Commission, telle qu'amendée, non incompatibles avec celles de la présente ordonnance, s'appliquent *mutatis mutandis*, aux salariés régis par la présente ordonnance.

2° Entrée en vigueur: — La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Fait et passé en la cité de Montréal, ce dix-septième jour du mois de mai mil neuf cent quarante-cinq.

Le Président, (Signé) FERDINAND ROY,  
 Le Vice-président " CANDIDE ROCHEFORT,  
 Les Commissaires " B.-E. BRAIS,  
 " THOS. AUBRY,  
 " EUGÈNE DUSSAULT.

(Sceau)  
 Copie conforme,  
 Le Secrétaire général,  
 J.-E. SIMARD.

9792-0

- b) removal of ashes and garbage,  
 c) shovelling of snow,  
 d) heating,  
 e) care of lawn,  
 f) putting up of shutters and double-windows  
 D) Section 17 of said ordinance is repealed.  
 E) Section 33 of said ordinance is repealed.

F) Sections 34, 35 and 36 of said ordinance become sections 33, 34 and 35.

G) Section 37 of said ordinance is repealed.

H) Section 32 of said ordinance becomes section 36.

I) Section 39 of said ordinance is replaced by the following:

37. Ordinance No. 4, 1942: — The provisions of Ordinance No. 4, 1942, of the Commission, as amended, which are not inconsistent with those of the present ordinance, apply *mutatis mutandis* to employees governed by the present ordinance.

2. Coming into Force: — The present ordinance shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Passed and dated in the city of Montreal, this seventeenth day of the month of May in the year one thousand nine hundred and forty-five.

(Signed) FERDINAND ROY, President,  
 " CANDIDE ROCHEFORT, Vice-President,  
 " B. E. BRAIS,  
 " THOS. AUBRY,  
 " EUGÈNE DUSSAULT, Members.

(Seal)  
 True copy,  
 J.-E. SIMARD,  
 General Secretary.

9792-0

## Département de l'Agriculture

Avis est, par les présentes, donné que le ministre de l'Agriculture autorise la formation d'un cercle agricole dans le comté de Matapédia, sous le nom de "cercle agricole de la paroisse de St-Tharsicius", lequel est présentement constitué en corporation, conformément à la Loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118).

Québec, ce 19 juin 1945.

9774-0 Le Sous-ministre de l'Agriculture,  
 JULES SIMARD.

## Department of Agriculture

Notice is hereby given that the Minister of Agriculture authorizes the formation of a Farmers' Club in the county of Matapedia, under the name of "cercle agricole de la paroisse de St-Tharsicius", the same is hereby incorporated, in conformity with the Farmers' Clubs Act (R.S.Q. 1941, chap. 118).

Québec, June 19th, 1945.

9774 JULES SIMARD,  
 Deputy Minister of Agriculture

## Département de l'Instruction publique

No 643-45

Québec, le 27 juin 1945.

Avis est par les présentes donné que la session annuelle du Bureau des Examineurs des aspirants à la charge d'inspecteur d'écoles aura lieu à l'École normale Laval, Québec, du 20 au 25 août prochain.

L'examen des candidats commencera le 20 à deux heures de l'après-midi.

Toute personne qui désire se présenter à cet examen devra envoyer d'ici au dixième jour d'août 1945, à Monsieur B.-O. Filteau, secrétaire du Comité catholique du Conseil de l'Instruction publique, une demande à cet effet, la somme de six dollars, ainsi que tous les documents exigés par les règlements scolaires.

9802-26-2-0 Le Surintendant,  
 VICTOR DORE.

## Department of Education

No. 643-45

Québec, June 27th 1945.

Notice is hereby given that the annual session of the Board of Examiners for the examination of candidates for the position of Inspector of Catholic Schools will be held at the Laval Normal School, in Quebec, from the twentieth to the twenty-fourth of August 1945. The examination of candidates will begin on Monday, the twentieth, at 2.00 P.M.

Any person wishing to take this examination shall forward to Mr. B.-O. Filteau, Secretary of the Catholic Committee of the Council of Education, between this date and the tenth day of August next, a demand to that effect, the sum of six dollars, together with all documents required by the School Regulations.

9802-26-2-0 VICTOR DORE,  
 Superintendent.

Département des Terres et Forêts

Department of Lands and Forests

AVIS

Cadastre officiel de la ville de Chicoutimi  
division d'enregistrement de Chicoutimi.

Avis est par la présente donné que les lots:

- 1.— 1179-43 et 1179-52;
  - 2.— 1179-3, 1179-3-5, 1179-1-1, 1179-1-2, 1179-30, 1179-33 à 1179-35 1179-37 à 1179-42;
- sont annulés conformément aux dispositions de l'article 2174A du Code civil

Québec, le 4 juin 1945.

Ministère des Terres et Forêts,  
Service du Cadastre,

Le Sous-ministre,  
AVILA BÉDARD.

9775-o

AVIS

Cadastre officiel du Canton de Parent,  
division d'enregistrement de Roberval.

Avis est par la présente donné que lot le 4a-3 est annulé conformément aux dispositions de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 5 juin 1945.

Ministère des Terres et Forêts,  
Service du Cadastre,

Le Sous-ministre,  
AVILA BÉDARD.

9776-o

NOTICE

Official Cadastre of the Town of Chicoutimi,  
Registration Division of Chicoutimi.

Notice is hereby given that lots:

- 1 — 1179-43 and 1179-52;
  - 2.— 1179-3, 1179-3-5, 1179-1-1, 1179-1-2, 1179-30, 1179-33 to 1179-35, 1179-37 to 1179-42;
- are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, June the 4th, 1945.

Department of Lands and Forests,  
Cadastral Service,

AVILA BÉDARD,  
Deputy Minister.

9775

NOTICE

Official Cadastre of the Township of Parent  
Registration Division of Roberval.

Notice is hereby given that lot 4a-3 is cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec June the 5th 1945.

Department of Lands and Forests,  
Cadastral Service

AVILA BÉDARD,  
Deputy Minister

9776

Département du Travail

Department of Labour

AVIS DE PRÉLEVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'industrie de l'automobile de Montréal et du district, établi en exécution du décret numéro 1742, du 11 juillet 1941, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2386, du 21 juin 1945, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Automobile Industry of Montreal and District formed under decree number 1742, of July 11, 1941, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 2386, of June 21, 1945, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), to collect levies from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree according to the following method and rate:

1. Cotisation

1. Levy

La période de cotisation s'étend du 24 juin 1945 au 24 juin 1946; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The period of levy extends from June 24, 1945 to June 24, 1946 and applies as hereinafter mentioned:

a) Les employeurs professionnels assujettis au décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% des salaires payés à leurs employés.

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the wages paid to their employees.

b) Les artisans régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi pour le salarié le moins rémunéré à savoir \$18.00 par semaine.

b) All the artisans subject to the decree must also pay to the Parity Committee ½ of 1% of the lowest wage rate established for employees, namely: \$18.00 per week.

c) Les salariés assujettis au décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur salaire.

c) The employees governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their wages.

2. Mode de perception

2. Mode of collection

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition

In order to facilitate the collection of these levies, the Parity Committee shall furnish the

des employeurs professionnels des formules de rapport indiquant les heures de travail, les salaires payés au cours de la semaine et les sommes versées au comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire tous les mois. Lorsque la dernière semaine d'un mois n'est pas complète, c'est-à-dire lorsque le dernier du mois tombe un jour autre que le samedi, cette partie de semaine fait partie du mois suivant pour les fins de la cotisation.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'assèmentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Les cotisations doivent être payées au Comité paritaire le ou avant le 6 du mois subséquent et doivent être accompagnées du rapport.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 septembre et 31 décembre 1945, 31 mars et 30 juin 1946.

Ci-annexé, un état des recettes et des dépenses prévues du Comité paritaire de l'industrie de l'Automobile de Montréal et du District pour la période finissant le 24 juin 1946.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE DE MONTRÉAL ET DU DISTRICT

Estimé des recettes et des déboursés pour la période comprise entre le 24 juin 1945 et le 24 juin 1946.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations: (½ de 1%):	
Employeurs professionnels .....	\$22,998.18
Artisans .....	2,241.52
Salariés .....	22,998.18
	\$48,237.88
<i>Dépenses:</i>	
Vérification .....	\$ 440.00
Échange et charges de banque .....	6.50
Dépenses générales .....	500.00
Assurances .....	131.55
Frais légaux .....	400.00
Éclairage .....	120.25
Papeterie et divers .....	1,500.00
Organisation et propagande .....	2,000.00
Loyer .....	1,200.00
<i>Salaires:</i>	
Inspecteurs .....	20,322.40
Direction et personnel du bureau ..	18,226.76
Timbres .....	650.52
Taxes d'eau — Cité de Montréal ..	64.80
Téléphone .....	315.89
Assurance chômage .....	150.00
<i>Jetons de présence:</i>	
Comité paritaire .....	1,020.00
Sous-Comité de réclamations .....	800.00
Sous-Comité de Finance .....	360.00
<i>Dépenses de voyage:</i>	
Inspecteurs .....	\$ 3,700.00
	\$51,908.67

professional employers with printed forms indicating the hours of labour, the wages paid during the week and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall have these reports filled and returned to the Parity Committee every month. When the last week of a month is not complete, that is, when the last day of the month is not a Saturday that part of the week shall, for the purposes of the levy, be part of the following month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of every one of his employees the sums owed to the Parity Committee.

The report of every professional employer must be signed before it be sent to the Parity Committee. This committee has the right to exact sworn reports every time it deems it advisable.

The report, together with levies, must be sent to the Parity Committee on or before the 6th of the following month.

3c. Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: September 30 and December 31, 1945, March 31 and June 30, 1946.

Hereto annexed is an estimate of the probable receipts and disbursements of the Joint Committee of the Automobile Industry of Montreal for the period ending June 24, 1946.

THE JOINT COMMITTEE OF THE AUTOMOBILE INDUSTRY OF MONTREAL AND DISTRICT

Estimate of the receipts and disbursements for the period between June 24, 1945, and June 24, 1946.

<i>Receipts:</i>	
Levies: (½ of 1%):	
Professional employers .....	\$22,998.18
Artisans .....	2,241.52
Employees .....	22,998.18
	\$48,237.88
<i>Expenses:</i>	
Audition .....	\$ 440.00
Exchange and Bank charges .....	6.50
General expenses .....	500.00
Insurances .....	131.55
Legal fees .....	400.00
Lighting .....	120.25
Stationery and miscellaneous .....	1,500.00
Organization and publicity .....	2,000.00
Rent .....	1,200.00
<i>Salaries:</i>	
Inspectors .....	20,322.40
Management and office staff .....	18,226.76
Stamps .....	650.52
Water Taxes — City of Montreal ..	64.80
Telephone .....	315.89
Unemployment insurance .....	150.00
<i>Meeting expenses:</i>	
Parity Committee .....	1,020.00
Claims sub-committee .....	800.00
Finance sub-committee .....	360.00
<i>Travelling expenses:</i>	
Inspectors .....	3,700.00
	\$51,908.67

Déficit estimé pour la période . . . \$ 3,670.79

Probable deficit for the period . . . \$ 3,670.79

Il est à noter que nonobstant le déficit prévu, la réserve spéciale accumulée depuis le mois d'août 1938 sera plus que suffisante pour le combler.

It should be noted that the special reserve made since the month of August 1938, shall be more than sufficient to cover the said probable deficit.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

GERARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Ministère du Travail,  
Québec, ce 30 juin 1945. 9805-o

Department of Labour,  
Quebec, June 30, 1945. 9805-o

AVIS DE PRÉLEVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité conjoint de l'industrie des vêtements d'hommes et de garçons dans la province de Québec, établi en exécution du décret numéro 2991, du 10 novembre 1937, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2389, du 21 juin 1945, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Men's and Boy's Clothing Industry for the Province of Quebec, formed under decree number 2991, of November 10, 1937, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 2389, of June 21, 1945, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), to collect levies from the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Cotisation

1. Levy

La période de cotisation s'étend du 1er juillet 1945 au 1er juillet 1946; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The period of levy shall extend from the 1st of July 1945, to the 1st of July 1946 and apply as hereinafter mentioned:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés assujettis audit décret.

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/2 of 1% of the fixed wages, commissions, paid to their employees subject to the said decree.

b) Les salariés régis par ledit décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de leur salaire fixe et de leurs pourcentages.

b) The employees governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/2 of 1% of their fixed wages and percentages.

2. Mode de perception

2. Mode of collection

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au comité paritaire.

In order to facilitate the collection of these levies, the Parity Committee shall furnish the professional employers with printed forms indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire tous les mois.

The professional employer shall have his reports filled and sent to the Parity Committee every month.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au comité paritaire.

The professional employer shall collect at the end of each week, from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé et adressé au comité paritaire avec les cotisations le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

The report of every professional employer must be signed and sent to the Parity Committee together with levies, on or before that Wednesday following the date of expiration of the period for which it is requirable.

Le comité paritaire a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

The Committee has the right to exact sworn reports every time it deems it advisable.

3. Rapport financier

3. Financial report

D'accord avec la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 septembre et 31 décembre 1945, 31 mars et 30 juin 1946.

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: September 30th and December 31st, 1945, March 31st and June 30th, 1946.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité conjoint de l'Industrie des

An estimate of the probable receipts and disbursements of the Joint Committee of the Men's

Vêtements d'hommes et de garçons dans la province de Québec, pour la période comprise entre le 1er juillet 1945 et le 1er juillet 1946.

COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DES  
VÊTEMENTS D'HOMMES ET DE GARÇONS DANS  
LA PROVINCE DE QUÉBEC

Etat des recettes et revenus probables pour la période comprise entre le 1er juillet 1945 et le 30 juin 1946.

Espèces—au 30 juin 1945 (balance probable) .....	\$ 9,119.68
Obligations du Gouvernement fédéral .....	33,000.00
	<u>\$42,119.68</u>

Revenus probables:

Employeurs: prélèvement de ½ de 1% .....	\$47,500.00
Salariés: prélèvement de ½ de 1% .....	47,500.00
Intérêt — Compte d'Épargne .....	50.00
Dividendes — Obligations du Gouvernement fédéral .....	500.00
Domages-intérêts liquidés:	
Employeurs .....	25.00
Salariés .....	25.00
	<u>\$95,600.00</u>

Montant approximatif disponible pour déboursés .....

<i>Déboursés probables:</i>	
Administration .....	\$ 7,800.00
Secrétaire .....	2,340.00
Salaires des inspecteurs (y compris le boni de Noël) .....	18,832.50
Salaires des employés du bureau (y compris le boni de Noël) .....	18,586.50
Frais de déplacement en général, allocations pour dépenses hebdomadaires, dépenses pour voiture, et allocation pour échange de voiture .....	6,730.00
Jetons de présence (21 membres) et frais de déplacement .....	2,300.00
Loyer et service, taxes, assurance et électricité .....	3,580.00
Déboursés et frais légaux .....	2,750.00
Impressions .....	700.00
Audition .....	540.00
Dépenses re: enquêtes spéciales .....	100.00
Frais de poste .....	500.00
Papeterie et dépenses de bureau (y compris service et location de machines à additionner et à calculer) .....	800.00
Ameublement et accessoires de bureau .....	200.00
Téléphone et télégraphe .....	435.00
Dépenses diverses (abonnements aux journaux, magazines, livres) .....	600.00
Assurance chômage .....	175.00
Réserve pour dépenses imprévues .....	1,500.00
	<u>\$68,469.00</u>

	<u>\$69,250.68</u>
Réserve pour exemption du prélèvement de 1% .....	27,000.00
Fonds disponibles prévus pour le 30 juin 1946 .....	<u>\$42,250.68</u>

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, ce 30 juin 1945. 9804-o

and Boy's Clothing Industry for the Province of Quebec, for the period comprised between July 1st, 1945, and July 1st, 1946, is annexed hereto.

JOINT COMMITTEE MEN'S AND BOY'S  
CLOTHING INDUSTRY FOR THE  
PROVINCE OF QUEBEC

Estimated receipts and expenditures for the period of July 1st, 1945 to June 30th, 1946.

Cash—as at June 30, 1945 (Estimated) .....	\$ 9,119.68
Bonds — Dominion Government ..	33,000.00
	<u>\$42,119.68</u>

Estimated revenues:

Employers' ½ of 1% Levy .....	\$47,500.00
Employees' ½ of 1% Levy .....	47,500.00
Interest — Savings Account .....	50.00
Dividends — Dominion Government Bonds .....	500.00
Liquidated Damages:	
Employers' .....	25.00
Employees' .....	25.00
	<u>\$95,600.00</u>

Estimated amount available for expenditures .....

<i>Estimated expenditures:</i>	
Administration .....	\$ 7,800.00
Secretary .....	2,340.00
Inspectors' salaries (including Christmas bonus) .....	18,832.50
Office salaries (including Christmas bonus) .....	18,586.50
General travelling expenses, weekly expense allowances, automobile expenses and allowance for exchange of automobile .....	6,730.00
Meeting expenses: (21 members) Attendance fees and travelling expenses .....	2,300.00
Rent and service, taxes, insurance and light .....	3,580.00
Legal fees and legal disbursements .....	2,750.00
Printing .....	700.00
Audit charges .....	540.00
Special investigation expenses .....	100.00
Postage .....	500.00
Stationery and office expenses (including service and rentals of adding and calculating machines) ..	800.00
Furniture and office equipment ...	200.00
Telephone and telegraph .....	435.00
Miscellaneous expenses (subscriptions to periodicals, daily papers, books) .....	600.00
Unemployment insurance .....	175.00
Provision for Unforeseen expenses ..	1,500.00
	<u>\$68,469.00</u>

	<u>\$69,250.68</u>
Provisions for exemption of 1% Levy .....	27,000.00
Estimate of available funds as at June 30, 1946 .....	<u>\$42,250.68</u>

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, June 30, 1945. 9804-o

**AVIS DE PRÉLEVEMENT**

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité conjoint de l'industrie de la confection pour dames dans la province de Québec, établi en exécution du décret numéro 2375, du 9 septembre 1937, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2388 du 21 juin 1945, le tout d'accord avec les dispositions de la loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après:

**1. Cotisation**

La période de cotisation s'étend du 1er juillet, 1945, au 30 juin 1946; ladite cotisation s'exerce de la façon suivante:

a) Tous les employeurs professionnels de l'industrie de la confection pour dames assujettis audit décret doivent verser au Comité conjoint de la confection pour dames dans la province de Québec une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% des salaires, bonis et allocations payés à leurs salariés des deux sexes (à l'exception des gérants, surintendants, contremaîtres et employés de bureau) assujettis audit décret.

b) Tous les salariés des deux sexes de l'industrie de la confection pour dames, assujettis audit décret, doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur salaire, bonis et allocations, à l'exception des gérants, surintendants, contremaîtres et employés de bureau.

**2. Mode de perception**

Les employeurs professionnels doivent percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de leurs salariés, les sommes qui reviennent au comité paritaire et faire parvenir les montants ainsi perçus audit comité paritaire en même temps que leur propre cotisation.

**3. Rapport financier**

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 30 septembre et 31 décembre, 1945, 31 mars et 30 juin 1946.

Ci-annexé un état des recettes et déboursés probables du Comité paritaire pour la période commençant le 1er juillet, 1945, et se terminant le 30 juin, 1946.

État des recettes et déboursés du comité conjoint de l'Industrie de la Confection pour Dames dans la Province de Québec, pour une année, du 1er juillet 1945, au 30 juin 1946.

<i>Revenus probables:</i>	
Cotisations des employeurs professionnels ( $\frac{1}{2}$ de 1%) . . . . .	\$11,520.00
Cotisations des salariés ( $\frac{1}{2}$ de 1%) . . . . .	11,520.00
Intérêt sur obligations . . . . .	330.00
	\$23,370.00
<i>Déboursés probables:</i>	
<i>Salaires du bureau:</i>	
Sténographe . . . . .	\$1,660.00
Deuxième sténographe . . . . .	1,040.00
Commis de bureau . . . . .	780.00
	3,430.00

**NOTICE OF LEVY**

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), that the Joint Committee of the Ladies' Cloak and Suit Industry for the Province of Quebec, established under decree number 2375, of September 9, 1937, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 2388, of June 21, 1945, to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereafter given:

**1. Levy**

The period of levy shall extend from July 1st, 1945, to June 30th 1946, and apply as hereinafter mentioned:

a) All professional employers in the Ladies' Cloak and Suit Industry subject to the said decree must pay to the Joint Committee of the Ladies' Cloak and Suit Industry, a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of salaries, bonuses and allowances paid to their employees of both sexes, with the exception of managers, superintendents, foremen and office employees, subject to the said decree.

b) All employees of both sexes of the Ladies' Cloak and Suit Industry, subject to the said decree are obliged to contribute to the Parity Committee, a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their salaries, bonuses and allowances, with the exception of managers, superintendents, foremen office employees.

**2. Mode of collection**

The professional employer must collect at the end of each week from the wages of every one of his employees the sums owed to the Parity Committee and remit the amount so collected to the said Parity Committee together with his own assessment.

**3. Financial report**

Pursuant of the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: September 30th and December 31st, 1945, March 31st and June 30th, 1946.

An estimated statement of the receipts and expenditures of the Parity Committee for the period beginning July 1st, 1945 and ending June 30th, 1946, is hereto annexed.

Estimated receipts and expenditures of the Joint Committee of the Ladies' Cloak & Suit Industry for the Province of Quebec for one year from July 1st, 1945 to June 30th, 1946.

<i>Estimated revenue:</i>	
Professional Employers' Assessments ( $\frac{1}{2}$ of 1%) . . . . .	\$11,520.00
Employees' Assessments ( $\frac{1}{2}$ of 1%) . . . . .	11,520.00
Bond Interest . . . . .	330.00
	\$23,370.00
<i>Estimated Expenditures:</i>	
<i>Office salaries:</i>	
Stenographer . . . . .	\$1,610.00
Assistant Stenographer . . . . .	1,040.00
Office Clerk . . . . .	780.00
	\$3,430.00

<i>Salaires des inspecteurs:</i>		<i>Inspectors' Salaries:</i>	
2 inspecteurs.....	4,320.00	2 Inspectors .....	\$ 4,320.00
1 inspecteur (partie de son temps) .....	1,250.00	1 Inspector (part-time) .....	1,250.00
Inspections supplémentaires.....	500.00	Extra Inspection .....	500.00
	<u>\$6,070.00</u>		<u>\$6,070.00</u>
<i>Salaires à la direction:</i>		<i>Administration Salaries:</i>	
Administrateur .....	\$2,912.00	Administrator .....	\$2,912.00
Administrateur adjoint .....	\$3,848.00	Deputy-Administrator .....	3,848.00
	<u>\$6,760.00</u>		<u>\$6,760.00</u>
<i>Dépenses:</i>		<i>Expenditures:</i>	
Téléphone et télégraphe .....	\$140.00	Telephone & Telegraph .....	140.00
Frais de déplacement .....	25.00	Travelling Expenses .....	25.00
Loyer .....	960.00	Rent .....	960.00
Taxes .....	50.00	Taxes .....	50.00
Papeterie et frais de poste .....	300.00	Stationery & Postage .....	300.00
Impressions .....	400.00	Printing .....	400.00
Vérification .....	240.00	Audit Charges .....	240.00
Frais légaux .....	2,000.00	Legal Expenses .....	2,000.00
Électricité .....	35.00	Lights .....	35.00
Billets de tramways et frais de déplacement local .....	85.00	Carfare & Local Transportation .....	85.00
Accessoires de bureau .....	50.00	Office Equipment .....	50.00
Assurance-chômage .....	60.00	Unemployment Insurance .....	60.00
Assurance-garantie pour le secrétaire .....	10.00	Insurance — Guaranteed Bond for Secretary .....	10.00
<i>Dépenses diverses:</i>		<i>Miscellaneous Expenses:</i>	
Enquêtes spéciales.....		Special Investigations.....	
Publicité.....		Advertising.....	
Frais de banque.....		Bank Charges.....	
Jetons de présence.....		Committee Meeting Expenses.....	
Dépenses des inspecteurs .....	1,770.00	Inspectors' Expenses .....	\$ 1,770.00
	<u>6,125.00</u>		<u>6,125.00</u>
	<u>\$22,385.40</u>		<u>\$22,385.40</u>
Surplus prévu .....	\$ 984.60	Estimated Surplus .....	\$984.60

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY

Ministère du Travail,  
Québec, ce 30 juin, 1945 9803-o

GERARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, June 30, 1945. 9803-o

#### AVIS DE PRÉLEVEMENT

#### NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire du commerce de détail de Chicoutimi, établi en exécution du décret numéro 2632, du 10 septembre 1943, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2387, du 21 juin 1945 le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Retail Trade of Chicoutimi, formed under decree number 2632, of September 10, 1942, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 2387, of June 21, 1945, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

##### 1. Cotisation

##### 1. Assessments

La période de cotisation s'étend du 1er juillet 1945 au 1er juillet 1946; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The period of levy shall extend from July 1, 1945, to July 1, 1946; it shall be laid in the following manner:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés.

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the regular wages and the percentages paid to their employees.

b) Les salariés régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur salaire fixe et pourcentage.

b) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their fixed wages and percentages.

c) Les artisans régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% du salaire établi dans le décret pour le gérant d'un magasin de détail, soit \$45.00 par semaine pour les hommes et \$25.00 par semaine pour les femmes.

c) The artisans governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the wages fixed in the decree for the manager of a retail store, namely: \$45.00 per week for men and \$25.00 per week for women.

2. Mode de perception

2. Mode of collection

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiquée les heures de travail, les salaires payés, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire chaque mois.

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms on which shall be indicated the hours of labour, the wages paid, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall have the reports filled and sent to the Parity Committee every month.

L'employeur professionnel doit percevoir chaque semaine, à même la rémunération payée à chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au comité paritaire et les faire parvenir lui-même audit comité en même temps que sa propre cotisation.

The professional employer shall check off, each week, from the wages paid to each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee and send such sums himself to the said committee, together with his own assessments.

Le rapport de l'employeur professionnel, accompagné des cotisations, doit être signé et adressé au comité paritaire pas plus tard que le 10 du mois suivant celui pour lequel il est exigible.

The report of the professional employer, together with the assessments, shall be signed and sent to the Parity Committee on or before the 10th day of the month following that for which it is required.

Le comité paritaire a le droit d'exiger l'assermentation du rapport de l'employeur professionnel chaque fois qu'il le juge à propos.

The Parity Committee has the right to exact sworn reports from the professional employer when deemed advisable.

3. Rapport financier

3. Financial report

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 septembre et 31 décembre 1945, 31 mars et 30 juin 1946.

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial activities on the following dates: September 30 and December 31, 1945, March 31, and June 30, 1946.

Ci-annexé un état détaillé des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire du Commerce de Détail de Chicoutimi, pour la période comprise entre le 1er juillet 1945 et le 1er juillet 1946.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Retail Trade of Chicoutimi, for the period comprised between July 1, 1945, and July 1, 1946.

Le Comité Paritaire du Commerce de Détail de Chicoutimi

THE PARITY COMMITTEE OF THE RETAIL TRADE OF CHICOUTIMI

Estimé des recettes et des déboursés pour la période Comprise entre le 1er juillet 1945 et le 1er juillet 1946.

Estimate of the receipts and disbursements for the period comprised between July 1, 1945, and July 1, 1946.

*Recettes:*  
Cotisations ( $\frac{1}{2}$  de 1%):

Employeurs professionnels . . . . .	\$1,500.00
Salariés . . . . .	1,500.00
Artisans . . . . .	225.00
	<hr/>
	\$3,225.00

*Receipts:*  
Assessments ( $\frac{1}{2}$  of 1%):

Professional employers . . . . .	\$ 1,500.00
Employees . . . . .	1,500.00
Artisans . . . . .	225.00
	<hr/>
	\$ 3,225.00

*Déboursés:*

Salaires du secrétaire-inspecteur . . . . .	\$ 1,560.00
Frais de déplacement du secrétaire . . . . .	112.50
Loyer du bureau . . . . .	225.00
Téléphone, télégrammes, timbres, etc . . . . .	112.50
Frais légaux . . . . .	450.00
Vérification des livres . . . . .	112.50
Papeterie . . . . .	200.00
Taxe d'affaires, licence, etc. . . . .	56.25
Divers et imprévus . . . . .	396.25
	<hr/>
	\$ 3,225.00

*Disbursements:*

Salary of the Secretary-Inspector . . . . .	1,560.00
Traveling expenses of the secretary . . . . .	112.50
Office rent . . . . .	225.00
Telephone, Telegrams, Stamps, etc . . . . .	112.00
Legal charges . . . . .	450.00
Audition of the books . . . . .	112.50
Stationery . . . . .	200.00
Business tax, license, etc . . . . .	56.25
Miscellaneous and unforeseen expenses . . . . .	396.25
	<hr/>
	\$3,225.00

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Ministère du Travail,  
Québec, ce 30 juin, 1945. 9807-o

Department of Labour,  
Quebec, June 30, 1944. 9807-o

## AVIS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163) que la constitution et les règlements du Comité paritaire du commerce de détail de Chicoutimi, approuvés par l'arrêté en conseil numéro 2882, du 7 octobre 1943, ont été modifiés par l'addition de nouveaux règlements approuvés par l'arrêté numéro 2383, du 21 juin 1945.

En vertu de la Loi, les dispositions suivantes desdits nouveaux règlements ont été déclarées obligatoires:

"19.— *Registre*:— Le Comité paritaire décide de rendre obligatoire pour tout employeur professionnel assujéti au décret, la tenue d'un registre où sont indiqués les noms, prénoms et résidence de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, ses années d'expérience, la durée et la nature du travail régulier et supplémentaire, de chaque jour ainsi que le salaire payé pour ce travail, avec mention du mode et de l'époque du paiement."

"20.— *Rapport mensuel*:— Le Comité paritaire décide d'obliger tout employeur professionnel assujéti au décret à lui transmettre un rapport mensuel par écrit, donnant les noms, prénoms et adresses de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, le nombre d'heures de travail régulier et supplémentaire effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé."

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 30 juin 1945. 9806-o

## AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective de travail (S.R.Q. 1941, chapitre 163), que "The Canadian Glove Manufacturers' Association" et la Fédération nationale des gantiers, lui ont présenté une requête à l'effet d'apporter les modifications suivantes au décret numéro 1096, du 28 avril 1943, et amendements, relatif à l'industrie du gant de travail dans la province de Québec. On demande:

1° Que le premier alinéa de l'article VII soit remplacé par le suivant:

"*Taux de salaires*:— Les taux de salaires suivants, majorés de 28%, sont en vigueur pour chacune des opérations ci-après décrites."

2° Que le premier alinéa de l'article VIII soit remplacé par le suivant:

"*Taux de salaires*:— Les taux de salaires suivants, majorés de 45%, sont en vigueur pour chacune des opérations ci-après décrites."

3° Que les mots "jusqu'au 31 décembre 1943" mentionnés à l'article X soit remplacé par les mots "jusqu'au 31 décembre 1946".

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, ce 30 juin, 1945. 9809-o

## NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), that the constitution and the by-laws of the Parity Committee of the Retail Trade of Chicoutimi, approved by Order in Council number 2882, of October 7, 1943, have been amended by the addition of new by-laws approved by Order number 2383, of June 21, 1945.

Under the Act, the following provisions of the said new by-laws have been declared obligatory:

"19.— *Registers*:— The Parity Committee decided to render obligatory for every professional employer governed by the decree, the keeping of a register indicating the names in full and residence of every employee in his employ, the latter's competency or classification, his years of experience, the duration and nature of the regular and overtime work of each day and the wages paid for such work, with mention of the mode and period of payment."

"20.— *Monthly report*:— The Parity Committee decides to oblige every professional employer governed by the decree to submit to it a monthly report in writing giving the names in full and addresses of each employee in his employ, the latter's competency or classification, the number of hours of regular and overtime work done each week, the nature of such work and the wages paid."

GERARD TREMBLAY,

x Deputy-Minister of Labour.  
Department of Labour,  
Québec, June 30, 1945. 9806-o

## NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), that "The Canadian Glove Manufacturers' Association" and "La Fédération nationale des Gantiers" has submitted to him a petition for the purpose of amending the decree number 1096, of April 28, 1943, and amendments, relating to the working glove industry in the Province of Quebec. It is requested:

1. That the first paragraph of section VII be replaced by the following:

"*Rates of wages*:— The following rates of wages, increased by 28%, will be effective for each of the operations hereinafter mentioned".

2. That the first paragraph of section VIII be replaced by the following:

"*Rates of wages*:— The following rates of wages, increased by 45%, will be effective for each of the operations hereinafter mentioned".

3. That the words "until December 31st, 1943", mentioned in section X, be replaced by the words "until December 31st, 1946."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections against the said petition which the interested parties may desire to set forth.

GERARD TREMBLAY,

Deputy-Minister of Labour.  
Department of Labour,  
Québec, June 30, 1945. 9809-o

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective de travail (S.R.Q. 1941, chapitre 163), que "The Canadian Glove Manufacturers' Association" et la Fédération nationale des gantiers, lui ont présenté une requête à l'effet d'apporter les modifications suivantes au décret numéro 1095, du 28 avril 1943 et amendements, relatif à l'industrie du gant fin dans la province de Québec. On demande:

1° Que le premier alinéa du paragraphe "a" de l'article VII soit remplacé par le suivant:

"a.—Zones I et II:—Les taux de salaires suivants, majorés de 28% sont en vigueur pour chacune des opérations ci-après mentionnées."

2° Que le premier alinéa du paragraphe "a" de l'article VIII soit remplacé par le suivant:

"a.—Zone I:—Les taux de salaires suivants, majorés de 40% sont en vigueur pour chacune des opérations ci-après."

3° Que les mots "jusqu'au 31 décembre 1943" mentionnés à l'article X soit remplacés par les mots "jusqu'au 31 décembre 1946."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec le 30 juin 1945.

9810-0

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), that "The Canadian Glove Manufacturers' Association" and "La Fédération nationale des Gantiers" have submitted to him a petition to amend the decree number 1095, of April 28 1943, and amendments, relating to the fine glove industry in the Province of Quebec. It is requested:

1. That the first paragraph of subsection "a" of section VII be replaced by the following:

"a.—Zones I and II:—The following rates of wages, increased by 28%, will be effective for each of the operations hereinafter mentioned."

2. That the first paragraph of subsection "a" of section VIII be replaced by the following:

"a.—Zone I:—The following rates of wages, increased by 40%, will be effective for each of the operations hereinafter mentioned."

3. That the words "until December 31st, 1943", mentioned in section X, be replaced by the words "until December 31st, 1946."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections against the said petition which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, June 30, 1945.

9810-0

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), que le Comité paritaire du Commerce de Détail de la Fourrure de Montréal et du District lui a présenté une requête à l'effet d'apporter les modifications suivantes au décret numéro 2944, du 3 août 1940, et amendements, relatif aux travailleurs en fourrure, commerce de détail, du district de Montréal. On demande:

1° Que le taux hebdomadaire de salaire de "\$28.50", mentionné au troisième alinéa du paragraphe "a" de l'article VI, soit remplacé par le taux de "\$26.80".

2° Que les mots "de six (6) jours par année", mentionné à la fin du paragraphe "a" de l'article VIII-A, soient remplacés par les mots "d'une semaine régulière de travail par année".

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, ce 30 juin 1945.

9808-0

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), that the Joint Committee of the Retail Fur Trade of Montreal and District has submitted to him a petition to amend the decree number 2944, of August 3, 1940, and amendments, relating to the fur workers, retail trade, of the district of Montreal. It is requested:

1. That the weekly wage rate of "\$28.50", mentioned in the third paragraph of subsection "a" of section VI, be replaced by the rate of "\$26.80".

2. That the words "six (6) days per year", mentioned at the end of subsection "a" of section VIII-A, be replaced by the words "a regular work week per year."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections which the interested parties may desire to make against the said request.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, June 30, 1945.

9808-0

Département du Trésor.  
Assurances

Treasury Department  
Insurance

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET  
D'ENREGISTREMENT

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND  
REGISTRATION

Avis est par le présent donné que la "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la

Notice is hereby given that "la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse

paroisse de Ste-Justine", dans le comté de Dorchester, a obtenu le permis et a été enregistrée pour assurer contre le feu, la foudre, et le vent, les propriétés situées dans les limites de ladite paroisse et aussi les propriétés situées hors de ces limites, pourvu qu'elles soient situées entièrement dans les limites de la municipalité de comté dans lesquelles se trouve le principal siège d'affaires de la compagnie, les animaux de ferme, ainsi que les grains, foin, fourrages, instruments aratoires et meubles de ménage sur ou dans les propriétés susdites (tels risques n'étant ni des risques de commerce ni sur des bâtiments servant à des fins de commerce ou de manufacture, ni des risques extra-hasardés).

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des Assurances de Québec, (chapitre 299, S.R.Q. 1941, ce vingt-sixième jour de juin 1945.

Pour le Trésorier de la Province,  
Le Surintendant des Assurances,  
9791-26-2-o GEORGES LAFRANCE.

de Ste-Justine" in the county of Dorchester, has been licensed and registered for the purpose of insuring the property situated within said parish against fire, lightning or wind and also the properties outside of the limits thereof, provided they be situated entirely within the county municipality in which is situated the chief place of business of the company, farm live stock as well as the grain, hay, fodder, agricultural implements and furniture in or upon the properties aforesaid, (such risks being other than mercantile or on buildings used for mercantile or manufacturing purposes, or extrahazardous risks).

Given pursuant to the provisions of article 121 of the Quebec Insurance Act, (chapter 299, R.S.Q. 1941), this twenty-sixth day of June 1945.

For the Treasurer of the Province,  
GEORGES LAFRANCE,  
Superintendent of Insurance.

## Examens du Barreau — Bar Examinations

### BARREAU DE MONTREAL.—BAR OF MONTREAL.

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT.—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW.

Examens du 2 juillet 1945.—Examinations of July 2, 1945.

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Bissett	Harold M.	40	Montréal.
Boudreault	René	27	Montréal.
Dansereau	Arthur	24	Montréal.
Geoffroy	Jean-Paul	23	Montréal.
Godard	Guy	24	Ste-Agathe-des-Monts.
L'Heureux	Paul	25	Montréal.
Poulin	François	31	Montréal.
Reycraft	L-S.	35	Montréal.

Montréal, le 19 juin 1945.—Montreal, June 19th, 1945.

9690-25-2-o

Le Secrétaire du Barreau de Montréal.  
GUY FAVREAU,  
Secretary of the Bar of Montreal.

### BARREAU DE QUEBEC.—BAR OF QUEBEC.

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT.—CANDIDATES FOR THE ADMISSION OF THE PRACTICE OF LAW.

Examens de juillet 1945.—Examinations of July, 1945.

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Beaupré	Charles-Henri	27	Québec.
Drolet	Paul-André	24	Québec.
Ferron	Magdeleine T.	22	Québec.
Gosselin	Emile	23	Québec.
Laverdière	Gérard	24	Québec.
Lemieux	Paul	25	Québec.
Parent	André-Ernest	28	Québec.

Québec, le 16 juin 1945.—Quebec, June 16th, 1945.

9692-25-2-o

Le Secrétaire du Barreau de Québec,  
EDOUARD LALIBERTE,  
Secretary of the Quebec Bar.

**BARREAU DU BAS SAINT-LAURENT.—BAR OF THE LOWER SAINT LAWRENCE.**

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT.—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW.

*Examens de juillet 1945.—Examinations of July, 1945.*

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
Jessop .....	Albert .....	21	Rimouski .....	Séminaire de Rimouski.
Lavoie .....	Wilfrid .....	23	Mont-Joli .....	Séminaire de Rimouski.
Perreault-Casgrain .....	André .....	20	Rimouski .....	Séminaire de Rimouski, Collège de Ste-Anne de la Pocatière et St-Dunstan's University, Charlottetown.

Rivière-du-Loup, le 14 juin 1945.—Rivière-du-Loup, June 14th, 1945.

Le Secrétaire du Barreau du Bas Saint-Laurent,  
LOUIS DUGAL,  
Secretary of the Bar of the Lower Saint Lawrence.

9687-25-2-o

**BARREAU DE QUÉBEC.—BAR OF QUEBEC**

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT.—CANDIDATES FOR THE ADMISSION OF THE STUDY OF LAW.

*Examens de juillet 1945.—Examinations of July, 1945.*

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
Bédard .....	Charlemagne .....	20	Québec .....	Séminaire de Québec.
Simard .....	Joseph-Emilien .....	25	Québec .....	Séminaire de Québec.
Tessier .....	Robert .....	22	Québec .....	Externat Classique St-Jean-Eude.

Québec, le 16 juin 1945.—Quebec, June 16th, 1945.

Le Secrétaire du Barreau de Québec,  
EDOUARD LALIBERTE,  
Secretary of the Quebec Bar.

9691-25-2-o

**BARREAU DE SAINT-FRANÇOIS.—BAR OF SAINT FRANCIS.**

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT.—CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW.

*Examens de juillet, 1945.—Examinations of July, 1945.*

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Blanchette .....	Jean-Guy .....	22	Chartierville.....	Séminaire St-Charles Borromée, Sherbrooke.

Sherbrooke, le 21 juin 1945.—Sherbrooke, June 21st, 1945.

Le Secrétaire du Barreau de Saint-François,  
LS.-GEO. LEMAY,  
Secretary of the Bar of Saint Francis.

9693-25-2-o

**BARREAU DU BAS SAINT-LAURENT.—BAR OF THE LOWER SAINT LAWRENCE**

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT.—CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW.

*Examens de juillet 1945.—Examinations of July, 1945.*

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Gagnon . . . . .	Claude . . . . .	25	Rimouski.

Rivière-du-Loup, le 14 juin 1945.—Rivières-du-Loup, June 14th, 1945.

Le Secrétaire du Barreau du Bas Saint-Laurent,  
LOUIS DUGAL,  
Secretary of the Bar of the Lower Saint Lawrence.

9688-25-2-o

## BARREAU DE MONTRÉAL.—BAR OF MONTREAL

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT.—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Examens de juillet 1945.—Examinations of July, 1945.

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residences	Collèges Colleges
1.— Bissonnette .....	Pierre-André .....	20	Montréal .....	St. Dunstan's University.
2.— Chabot .....	Gaétan .....	20	Montréal .....	Séminaire de philosophie.
3.— Clarkson .....	Ross T. ....	23	Montréal .....	McGill University.
4.— Dugas .....	Jacques .....	18	Joliette .....	Séminaire de Joliette.
5.— Gagnon .....	Réal .....	20	Montréal .....	Collège André-Grasset.
6.— Lejour .....	Paul-Émile .....	19	Montréal .....	Collège Jean de Brébeuf.
7.— Laganière .....	G.-P. ....	28	Montréal .....	Université d'Ottawa.
8.— Laporte .....	Pierre .....	23	Montréal .....	Collège de l'Assomption.

Montréal, le 19 juin 1945.—Montreal, June 19th, 1945.

Le Secrétaire du Barreau de Montréal,  
GUY FAVREAU,  
Secretary of the Bar of Montreal.

9689-25-2-o

## BARREAU DE QUÉBEC.—BAR OF QUÉBEC.

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT.—CANDIDATE FOR THE ADMISSION OF THE PRACTICE OF LAW.

Examens de juillet 1945.—Examinations of July, 1945.

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Turgeon .....	Marcel .....	24	Québec.

Québec, le 23 juin 1945.—Quebec, June 23rd, 1945.

Le Secrétaire du Barreau de Québec,  
EDOUARD LALIBERTE,  
Secretary of the Quebec Bar.

9811-26-2-o

## BARREAU DE MONTRÉAL.—BAR OF MONTREAL.

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT.—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW.

Examens du 2 juillet 1945.—Examinations of July 2, 1945.

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Cardinal .....	Jean-Paul .....	22	Montréal.
Carignan .....	Pierre .....	23	Lachine.

Montréal, le 28 juin 1945.—Montreal, June 28th, 1945.

Le Secrétaire du Barreau de Montréal,  
GUY FAVREAU,  
Secretary of the Bar of Montreal.

9813-26-2-o

## BARREAU DE MONTREAL.—BAR OF MONTREAL

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT.—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW.

Examens de juillet 1945.—Examinations of July, 1945.

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residences	Collèges Colleges
de Grandpré .....	Pierre .....	18	Outremont .....	Collège Brébeuf.
Guay .....	Pierre-Jacques .....	19	Outremont .....	Collège Loyola.

Montréal, le 26 juin 1945.— Montreal, June 26th, 1945.

Le Secrétaire du Barreau de Montréal.  
GUY FAVREAU,  
Secretary of the Bar of Montreal.

9812-26-2-o

BARREAU DES TROIS-RIVIERES.— BAR OF TROIS-RIVIERES.

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT.— CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW.

Examens de juillet 1945.— Examinations of July, 1945.

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Paul.....	Rémi.....	24	Louiseville.....	Séminaire St-Joseph des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, le 27 juin 1945.— Trois-Rivières, June 27th, 1945.

Le Secrétaire du Barreau des Trois-Rivières.  
JACQUES LACOURSIERE,  
Secretary of the Bar of Trois-Rivières.

9814-26-2-o

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de nommer par lettres patentes sous le grand sceau de la Province, au nom de Sa Majesté, les personnes dont les noms suivent, savoir:

Québec, le 4 mai 1945.

M. Hertel O'Bready, de Sherbrooke, membre du Barreau de la Province: conseil en loi du Roi.

Québec, le 24 mai 1945.

M. Benoît Pelletier, de Québec, membre du Barreau de la Province: conseil en loi du Roi.

Québec, le 7 juin 1945.

M. Roger Desmarais, membre du Barreau de la Province, pratiquant dans la cité de Montréal: conseil en loi du Roi.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 24 mai 1945.

Dr Armand Tanguay, médecin, de Bedford: registraire de la division d'enregistrement de Missisquoi, à compter du 1er juin 1945.

M. René Forest, marchand, de St-Jacques-de-l'Achigan: registraire de la division d'enregistrement de Montcalm, à compter du 1er juin 1945.

MM. Jean-Baptiste Langlois, 5173 rue Bordeaux, et Donat Lauzon, 6038 rue Mazarin, tous deux officiers en charge du département des Permis du Service de la Police, de Montréal: juges de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Québec, le 7 juin 1945.

M. Téléphore Cotes, agent d'assurance, de la Tuque, P.Q.: juge de paix pour le district judiciaire de Québec.

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased with the advice and consent of the Executive Council, to appoint by letters patent under the Great Seal of the Province, in the name of His Majesty, the persons whose names follow, to wit:

Québec, May 4th, 1945.

Mr. Hertel O'Bready, of Sherbrooke, member of the Bar of the Province: King's Counsel.

Québec, May 24th, 1945.

Mr. Benoît Pelletier, of Québec, member of the Bar of the Province: King's Counsel.

Québec, June 7th, 1945.

Mr. Roger Desmarais, member of the Bar of the Province, practising in the city of Montreal: King's Counsel.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council and by Commission, to make the following appointments:

Québec, May 24th, 1945.

Dr. Armand Tanguay, physician, of Bedford: to be registrar of the registration division of Missisquoi, from and after June 1st, 1945.

Mr. René Forest, merchant, of St-Jacques-de-l'Achigan: to be registrar of the registration division of Montcalm, from and after June 1st, 1945.

Messrs. Jean-Baptiste Langlois, 5173 Bordeaux street, and Donat Lauzon, 6038 Mazarin street, both officers of the Department permits of the Police Service, of Montreal: to be Justices of the Peace, for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Montreal, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Québec, June 7th, 1945.

Mr. Téléphore Cotes, insurance agent, of La Tuque, P.Q.: to be a Justice of the Peace for the judicial district of Québec.

M. Ernest Cloutier, gérant de la Caisse populaire de St-Eugène, comté de Rimouski; juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement avec juridiction sur le district judiciaire de Rimouski, conformément aux dispositions de l'article 358 de la loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

MM. Ludger Moreau, inspecteur, 11 Bord-du-Lac, Valois, Pointe-Claire, R. Gagné, employé des postes, 6687, rue St-Vallier, Montréal, Josaphat Fortin, inspecteur, Commission des pensions de vieillesse, 69 est, rue Villeneuve, Montréal; juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; Florian Langlois, cultivateur, de Ste-Luce-sur-Mer; juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Rimouski; Ferdinand Paquet, inspecteur de la Commission des pensions de vieillesse, 69, avenue Bougainville, Québec; juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Québec; J.-Armand Corbeil, agent d'assurances, de Terrebonne; juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Terrebonne; Roméo Charbonneau, restaurateur, Omer Tellier, inspecteur de St-Maurice Protective Fire Ins., et René Lachapelle, marchand, tous trois de St-Donat, comté de Montcalm; juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montcalm; P.-A. Genest, inspecteur à la Commission du salaire minimum, de Hull; juge de paix avec juridiction sur les districts judiciaires de Hull, Pontiac et Abitibi. Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

MM. J.-J. Lapointe, marchand, et Robert Mayhew, boucher, tous deux du canton de Bury; commissaires pour tenir la Cour des Commissaires du canton de Bury, et pour agir avec M. Abel Whitehead, agent, déjà nommé par l'arrêté ministériel numéro 1627 du 7 juin 1934.

Québec, le 21 juin 1945.

M. Joseph-Octave Latour, notaire, de Saint-Benoît, comté de Deux-Montagnes; registraire de la division d'enregistrement de Deux-Montagnes, à compter du 26 juin 1945.  
9817-0

Mr. Ernest Cloutier, manager of "La Caisse populaire de St-Eugène", county of Rimouski; to be a Justice of the Peace, for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Rimouski, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Messrs. Ludger Moreau, inspector, 11 Bord-du-Lac, Valois, Pointe-Claire, R. Gagné, post office employee, 6687 St. Vallier street, Montreal, Josaphat Fortin, inspector, Old Age Pensions Commission, 69 Villeneuve street East, Montreal; to be Justices of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Montreal, Florian Langlois, farmer, of Ste-Luce-sur-Mer; to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Rimouski; Ferdinand Paquet, inspector of the Old Age Pensions Commission, 69 Bougainville avenue, Quebec; to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Quebec; J.-Armand Corbeil, insurance agent, of Terrebonne; to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Terrebonne; Romeo Charbonneau, restaurant-keeper, Omer Tellier, inspector of St-Maurice Protective Fire Ins. and René Lachapelle, merchant, all three of St-Donat, county of Montcalm; to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montcalm; P.-A. Genest, inspector, of the Minimum Wage Board, of Hull; to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the districts of Hull, Pontiac and Abitibi. The Justices of the Peace, named in the present paragraph are appointed for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Messrs. J.-J. Lapointe, merchant, and Robert Mayhew, butcher, both of the township of Bury; to be Commissioners for the holding of the Commissioners Court of the township of Bury and to act, with Mr. Abel Whitehead, agent, already appointed by Order in Council No. 1627 of June 7th, 1934.

Quebec, June 21st, 1945.

Mr. Joseph-Octave Latour, notary, of Saint-Benoît, county of Two-Mountains; to be registrar of the registration division of Two-Mountains, from and after June 26th, 1945.  
9817

## Sièges sociaux

Canada, Province de Québec, District de Québec

MEUBLES BEAUPORT LTÉE  
BEAUPORT FURNITURE LTD

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Meubles Beauport Ltée" — "Beauport Furniture Ltd." constituée en corporation par lettres patentes en date du 9ième jour d'avril 1945, enregistrées le 24 avril 1945, a établi son bureau à 531, Avenue Royale, Beauport.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son principal bureau d'affaires.

Donné à Beauport, ce vingt-quatrième jour de mai mil neuf cent quatante-cinq.

9781-0

Le Secrétaire,  
ARMAND GRENIER.

## Head Offices

Canada, Province of Quebec, District of Quebec

MEUBLES BEAUPORT LTÉE  
BEAUPORT FURNITURE LTD

Notice is hereby given that the company "Meubles Beauport Ltée" — "Beauport Furniture Ltd.", incorporated by letters patent bearing date the 9th day of April, 1945, registered April 24th, 1945, has established its office at 531, Avenue Royale, Beauport.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Beauport, this twenty-fourth day of May, one thousand nine hundred and forty-five

9781

ARMAND GRENIER,  
Secretary.

**Avis de situation de siège social**

Avis est, par les présentes, donné que l'association "Le Rachel, Cercle Féminin", constituée en corporation par lettres patentes accordées par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec le 29<sup>e</sup> jour de décembre 1944, et ayant son siège social à Montréal, Québec, a établi son bureau à 375 est, rue Rachel, Montréal, Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par l'association comme étant son siège social.

Daté à Montréal, Québec, ce 20<sup>e</sup> jour de juin 1945.

9783-o La Secrétaire,  
PAULA DUBUC MASSE.

**Notice of situation of Head Office**

Notice is hereby given that "Le Rachel, Cercle Féminin" incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec on the 29th day of December 1944, and having its head office in Montreal, Quebec, has established its office at 375 Rachel Street, East, Montreal, Quebec.

From and after the date of this Notice, the said office shall be considered by the Association as being the Head Office of the Association.

Dated at Montreal, Quebec, this 20th day of June 1945.

9783-o PAULA DUBUC MASSE,  
Secretary.

**Soumissions**

Province de Québec

VILLE DE COATICOOK

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumission pour Obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à midi, le vingt-troisième jour de juillet mil neuf cent quarante-cinq pour l'achat d'une émission de \$25,000, d'obligations de la ville de Coaticook, portant intérêt au taux de soit à 3% ou à 3¼%, datées du 1<sup>er</sup> juillet 1945, remboursables en séries du 1<sup>er</sup> juillet 1946 au 1<sup>er</sup> juillet 1960; Intérêt semi-annuel les 1<sup>er</sup> janvier et 1<sup>er</sup> juillet, capital annuellement, le 1<sup>er</sup> juillet, payable à la Banque Canadienne de Commerce à Montréal, Québec ou Coaticook.

Cette émission a été approuvée par le Commission Municipale de Québec et par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Les obligations seront émises en coupures de \$500. et \$1,000. et pourront être enregistrées quant au capital. Elles comporteront une clause de rachat par anticipation au pair aux dates d'échéance de l'intérêt en suivant la procédure ordinaire. Ces obligations ne pourront être livrées que vers le 15 août 1945.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'émission et spécifier si les intérêts courus seront compris ou non dans le prix de la soumission.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil le 23 juillet 1945 à 7.30 de l'après-midi à l'hôtel de Ville.

Le Conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Coaticook, le 26 juin 1945.  
9784-o Le Secrétaire-trésorier,  
ROMUALD DUMONT.

**Tenders**

Province of Quebec

TOWN OF COATICOOK

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tender for Bonds" will be received by the undersigned, until twelve o'clock (noon) on the twenty-third day of July one thousand nine hundred and forty-five for the purchase of an issue of \$25,000. of bonds of the Town of Coaticook, bearing interest at the rate of either 3% or 3¼% per annum, dated July 1st 1945 and redeemable serially from the 1st of July 1946 to the 1st of July 1960; semi-annual interest January 1st and July 1st and principal annually July 1st, payable at the Canadian Bank of Commerce at Montreal, Quebec or Coaticook.

This issue has been approved by the Quebec Municipal Commission and by the Lieutenant-Governor in Council.

The bonds will be issued in the denominations of \$500. and \$1,000. and may be registered as to principal and will include a redemption clause before maturity at par at any interest maturity by following the usual procedure. These bonds will be delivered only on or about August fifteen 1945.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and specify whether accrued interest is included or not in the price of the tender.

The tenders will be open and considered at a Council Sitting, July 23rd, 1945 at 7.30 in the after-noon, at the Town Hall.

The Council reserves the right of accepting neither the highest nor any of the tenders.

Coaticook, June 26, 1945.  
9784-o ROMUALD DUMONT,  
Secretary Treasurer.

**Vente par licitation**

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 234543.

Avis vous est, par les présentes, donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 13<sup>ème</sup> jour de juin 1945 rendu par l'honorable juge P.-F. Gasgrain, dans une cause dans laquelle Dame Fannie (Frances) Israel, ménagère, femme séparée de biens de George Preston, distributeur, les deux de la cité de South Gate, de l'État de

**Sale by Licitation**

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 234543.

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Montreal, in the District of Montreal, on the 13th day of June 1945, rendered by the Honourable Mr. Justice P.-F. Casgrain, in a cause wherein Dame Fannie (Frances) Israel, housewife, wife separate as to property of George Preston distributor, both of the City of South

la Californie, l'un des États-unis d'Amérique, le dit George Preston ici présent pour assister et autoriser sa dite femme pour ces présents, est demanderesse, et Mandy Israel, chauffeur, et Joseph Israel, vendeur, tous deux des cité et district de Montréal, et David Israel, mécanicien de la ville de Détroit, de l'État de Michigan, l'un des États-unis d'Amérique, sont défendeurs; ordonnant la licitation de l'immeuble désigné comme suit, savoir:

Un emplacement ayant front sur le rue St-Urbain, à Montréal, connu et désigné comme étant la moitié sud-est du lot numéro quatre cent et soixante-et-quinze de la subdivision officielle du lot numéro onze aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte St-Louis, contenant vingt-cinq pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, borné en front à la dite rue St-Urbain, en arrière à une ruelle, sur le côté nord-ouest au résidu du dit lot 11-475, et au côté sud-est au lot numéro 474 de la dite subdivision, avec les bâtisses ci-dessus érigées et portant les numéros civiques 5387, 5389 et 5391 de la dite rue St-Urbain, dont le mur sud-est est mitoyen avec la propriété voisine:

Ledit emplacement ou immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur MARDI le TRENTE-ET-UNIÈME jour de JUILLET 1945 à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi par la dite Cour dans la chambre 31, au Palais de Justice, à Montréal, ou toute autre chambre de ladite Cour Supérieure désignée par le protonotaire pour ladite vente, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au Greffe du Protonotaire de la dite Cour; et que toute opposition afin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à adite licitation devra être déposée au Greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits elles seront forcloses du droit de le faire.

Un dépôt de mille huit cents dollars devra être fait par tout enchérisseur lors de son enchère.

Montréal, le 18 juin 1945.

Le Procureur de la demanderesse,

9671-25-2-o

PHILIP S. GARONCE.

Gate, in the State of California, United States of America, the said George Preston hereto present to assist and authorize his said wife for these presents, is plaintiff, and Mandy Israel, chauffeur, and Joseph Israel, salesman, both of the City and District of Montreal, and David Israel, mechanic, of the City of Detroit, State of Michigan, United States of America, are defendants; ordering the licitation of the immovable described as follows:

That certain emplacement fronting on St. Urbain Street, at Montreal, known as being the south east half of lot number four hundred and seventy-five of the official subdivision of lot number eleven on the official Plan and Book of Reference of the Incorporated Village of Côte St. Louis, containing twenty-five feet in width by one hundred feet in depth English measure more or less, bounded in front to said St. Urbain Street, in rear to a lane, on the north west side to the residue of said lot number 11-475 and on the south east side to the lot number 474 of the said subdivision, with the house and other buildings thereon erected; bearing civic No. 5387, 5389 and 5391 of said St. Urbain Street, the south east gable wall of said house being mitoyen with the adjoining premises:

The property above described as it presently subsists, will be put up to auction and adjudged to the highest and last bidder on TUESDAY, the THIRTY-FIRST day of JULY 1945, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon by the said Court, in room 31 in the Court House at Montreal, or in any other room of the said Superior Court designated by the Prothonotary for the said Sale, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the Prothonotary of the said Court; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within the six days after the adjudication; and failing the filing by the parties of such opposition within the delays hereby prescribed, they will be foreclosed from so doing.

A deposit of one thousand eight hundred dollars must be made by each bidder with every bid.

Montreal, June 18th, 1955.

PHILIP S. GARONCE,

9671-25-2-o

Attorney for plaintiff.

## Ventes pour taxes municipales

Province de Québec, Comté de Laval

VILLE SAINT-MICHEL

Avis public est par les présentes donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère, à l'Hôtel de Ville, Saint-Michel, MARDI le DIX-SEPTIÈME jour du mois de JUILLET (1945) mil neuf cent quarante-cinq, à DIX heures de l'avant-midi, pour saisifaire au paiement des taxes municipales et scolaires, avec intérêts, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

La Commission Municipale de Québec, par décision en date du 14 juin 1945, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des

## Sales for Municipal Taxes

Province of Quebec, County of Laval

TOWN OF SAINT-MICHEL

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the office of the Council, at the Town of Saint-Michel, on TUESDAY, (17) the SEVENTEENTH day of JULY Nineteen Hundred and Forty-Five (1945) at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of the municipal and school taxes, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes interest and costs be paid before the sale.

The Quebec Municipal Commission, by a decision dated June 14th, 1945, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers

immeubles, sous l'autorité de la Loi des Cités et Villes, articles 550, tel qu'amendé par 24 Geo. V., chapitre 33, section 3. of the immoveables under the authority of article 550, of Cities and Towns Act, as amended by 24 Geo. V, Chap. 33, Section 3.

Noms des propriétaires Names of proprietors	Cadastre Cadastral	Subdivisions
Héon J.-B. ....	343	1064
Chalk Walter .....	440	521, 522, 523, 524, 551, 552, 553, 554.
Hébert Alphonse .....	444	2-15,
	445	193,
Jones William Arthur .....	474	826, 956.

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet et situés dans la Ville Saint-Michel.

The above immoveables are all in the plan and book of reference of the Parish of Sault-au-Récollet, and situated in the Town of Saint-Michel.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées auxdits immeubles;

The said sale will be made with all active and passive servitudes, apparent or occult, attached to the said properties.

Donné en la Ville Saint-Michel, ce dix-huitième jour (18) du mois de juin, mil neuf cent quarante-cinq (1945).

Given at the Town of Saint-Michel, this (18) eighteenth day of June, Nineteen Hundred and Forty-Five (1945).

(Sceau)  
9664-25-2-o

Le Secrétaire-trésorier,  
ART.-E. CHEVRIER.

(Seal)  
9664-25-2-o

ART.-E. CHEVRIER,  
Secretary-Treasurer.

Province de Québec, Comté de Laval

Province of Quebec, County of Laval

VILLE MONTRÉAL-NORD

TOWN OF MONTREAL-NORTH

Avis public est par les présentes donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère, à l'Hôtel de Ville, Montréal-Nord, MERCREDI, le DIX-HUITIEME jour du mois de JUILLET (1945) mil neuf cent quarante-cinq, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires, avec intérêts, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the office of the Council, at the Town of Montreal North, on WEDNESDAY, (18) the EIGHTEENTH day of JULY, Nineteen hundred and forty-five (1945), at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of the municipal and school taxes, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and cost be paid before the sale.

La Commission Municipale de Québec par décision en date du 14 juin 1945, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, sous l'autorité de la Loi des Cités et Villes, article 550, tel qu'amendé par 24 Geo. V, chap. 33, section 3.

The Quebec Municipal Commission, by a decision dated June 14th, 1945, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immoveables under the authority of article 550, of Cities and Towns' Act, as amended by 24 Geo. V, Chap. 33, section 3.

Noms des propriétaires Names of proprietors	Cadastre Cadastral	Subdivisions
Herstetter, Leon et son épouse — and his wife ..	29	720
Johnson, John .....	30	235, 236, 237
L'archevêque, Léopold alias Léo .....	31	40, 41
Labelle, Roméo .....	31	72
Larivière, Joseph .....	31	298
Mitchell, Thomas .....	31	688, 689, 690, 691
Inconnu — Unknown .....	36	555
St-Amant, Eusèbe .....	36	716, 717
Plouffe, Francis .....	36	104
	37	8
Pigeon, O.-A. ....	38	544
Croteau, René .....	38	819, 820, 821
(avec bâtisses dessus érigées — with building thereon erected.)		
Lajeunesse, Révd. Arthur .....	38	840, 841
Picard, Oscar .....	38	1110, 1111
Rioux, Emile .....	45	944, 945
Lanoue, Paul .....	49	31P, 32, 33, 34
(avec bâtisses dessus érigées) — with building thereon erected.)		
Bélangier, Ida épouse de Honoré Bouchard .....	50	117
"wife of —		
(avec bâtisse dessus érigée — with building thereon erected).		
Allair, Louis-Cléophas .....	50	1218
St-Regis Land & Pierre L'Heureux .....	50	1344, 1345
Gilbert, Amanda .....	61	771-2
Taillefer, Amédée .....	62	222
Côté, Alma Vve de — widow of Arthur Lefrançois	62	369, 370
Benott, Alfred-O. ....	65	6

Corbeil, Hélène .....	66	253
Lefebvre, M.-A. dit Bélanger .....	76	445
Inconnu — Unknown .....	76	856-a
Alexander, J.-H. ....	82	100
Chapman, Jack .....	82	583, 84
Alexander, James-Hugh .....	85	42 et 43
Pépin, Charles .....	85	85
Dubé, Lucie-Anna Vve de — widow of Elzéar Dinelle .....	85	193, 194
Hogue, Ernest .....	90	242, 243
Gougeon, Wilfrid .....	86	74 75
Léger J.-Olipha (avec bâtisse dessus érigée — with building thereon rected.) .....	90	111, 112
Gonya, Ovide-J. ....	93	170, 171
Pitt, Ernest & Co., (Mme — Mrs J. Waterson) ...	93	379, 380, 381, 382, 383
Lamoureux Émile .....	90	638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653
Pitt, Ernest & Co., (Mme — Mrs J. Waterson) ...	114	73, 74, 75
Lamoureux Émile .....	115	80, 81.

(moins une certaine partie vendue à la Ville Montréal-Nord pour l'élargissement du Boulevard St-Michel, suivant acte de vente passé devant le Notaire Jean Beaudoin en date du 18 août 1926 et enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal sous le numéro 121,865 en date du 10 septembre 1926.)

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet et situés dans la Ville Montréal-Nord.

La dite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées aux dits immeubles.

Donné en la Ville Montréal-Nord, ce dix-huitième jour (18) du mois de juin, mil neuf cent quarante-cinq (1945).

Le Secrétaire-trésorier,  
ART.-E. CHEVRIER.

9665-25-2-o

Province de Québec, Comté de Laval

VILLE DE POINTE-AUX-TREMBLES

Avis public est, par les présentes, donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère en l'Hôtel de Ville, de la Ville de Pointe-aux-Trembles, JEUDI, e DIX-NEUVIEME jour du mois de JUILLET, 1945, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi, pour saisir au paiement des taxes municipales et scolaires, avec intérêt, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts, et dépens ne soient payés avant la vente.

La Commission Municipale de Québec, par décision en date du 8 juin 1945, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, sous l'autorité de la Loi des cités et villes, article 550, tel qu'amendé par 24 Geo. V, chapitre 33, section 3.

(less a certain part sold to the Town of Montreal North for the widening of Boulevard St. Michel, as per deed of sale passed before Jean Beaudoin, Notary, on August 18th 1926, and registered at the Registry Office of Montreal under number 121,865 on September the 10th, 1926.)

The above immoveables are all in the plan and book of reference of the Parish of Sault-au-Récollet, and situated in the Town of Montreal North.

The said sale will be made with all active and passive servitudes, apparent or occult, attached to the said properties.

Given at the Town of Montreal North, this eighteenth (18) day of June, Nineteen hundred and forty-five (1945).

ART.-E. CHEVRIER,  
Secretary-Treasurer.

9665-25-2-o

Province of Quebec, County of Laval

TOWN OF POINTE-AUX-TREMBLES

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the office of the Council at the Town-Hall of the Town of Pointe-aux-Trembles, on THURSDAY, the NINETEENTH day of JULY 1945, at THIRTY minutes past TEN in the forenoon, to satisfy the payment of the municipal and school taxes, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and cost be paid before the sale.

The Quebec Municipal Commission, by a decision dated June 8th, 1945, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immoveables, under the authority of article 550, of Cities and Towns Act, as amended by 24 Geo. V, chap. 33, section 3.

Noms des propriétaires Names of proprietors	Cadastré Cadastral	Subdivisions
Attanamiuk Hnat .....	93	75

A distraire du dit lot la partie vendue à la Ville de la Pointe-aux-Trembles, pour l'élargissement de la rue Notre-Dame, suivant acte enregistré au bureau d'enregistrement des comtés d'Hochelaga et de Jacques-Cartier, le 23 décembre 1914, sous le numéro 290589.

To be detached from the said lot, the part sold to the Town of Pointe-aux-Trembles, for the widening of Notre-Dame Street, by a deed registered at Hochelaga and Jacques-Cartier, on the 23rd day of December, 1914, under number 290589.

Balena Flisa .....	182	308, 309
Boivin Joseph .....	181	403
Bombardier Wilfrid .....	177	70, 71
Boulerice Séverin .....	177	302, 303
Brandt René Edmond .....	200	420 à — to 423 incl.
Caron Omer .....	181	776
Chartré Hector Adjudor .....	181	391
Coupal Stanislas .....	177	202, 203
De l'Etoile Joseph .....	228	283 à — to 288 incl.
Desjardins Marie-Louise, veuve de — widow of J.-B. Lemerise .....	211	568, 569
Domokus Fodor .....	182	276, 277
Fittes Jean .....	180	286, 287

Foisy Marguerite, Blanche, Françoise, Germaine, épouse de — wife of Louis Lamarche, et — and Marie-Anne, épouse de — wife of Alexandre St-Louis .....	181	219 à — to 223 incl.
Gagnon Napoléon .....	227	160 à — to 163 incl.
Gélinas Berthe, veuve de — widow of Henri Plessis-Bélaïr .....	93	62 à — to 69 incl.,
" .....	100	14 à — to 21 incl., 37 à — to 40 incl.
Gélinas Jean .....	100	83, 84, 86, 89, 90, 92, 93, 97 à — to 104 incl.,
" .....	199	136 à — to 138 incl.
" .....	199	72, 73, 75 à — to 81 incl., 38, 39, 42, 45,
" .....	199	48 à — to 50 incl., 58 à — to 64 incl., 66, 67,
" .....	199	83 à — to 85 incl.,
Iacurto Michel .....	182	346
Killeen F. L. ....	41	149
Lebeau Joseph .....	216	216
McDonald Catherine, veuve de — widow of Al-béric Gélinas .....	181	99
" .....	184	52, 53
McLean John A. ....	206	

SUBDIVISIONS

1206, 1207, 1209 à — to 1211 incl., 1153 à — to 1156 incl., 1187 à — to 1190 incl., 1129, 1171 à — to 1175 incl., 1202 à — to 1205 incl., 1124 1125, 1025 à — to 1028 incl., 1031 à — to 1033 incl., 1053, 1054, 1084 à — to 1087 incl., 863 à — to 866 incl., 955 à — to 962 incl., 964 à — to 967 incl., 860, 861, 764 à — to 767 incl., 819 à — to 826 incl., 724, 725, 630 à — to 632 incl., 628, 621, 622, 591, 592, 689, 694, 695, 493, 494, 455, 456, 548 à — to 551 incl., 452, 418, 417, 349, 383 à — to 390 incl., 222 à — to 224 incl., 220, 180, 181, 279 à — to 281 incl., 285, 286, 175, 176, 120 à — to 123 incl., 118, 85 à — to 87 incl., 93, 149, 150, 1136, 1137, 1020, 1015, 1009 à — to 1012 incl., 869 à — to 873 incl., 877 à — to 888 incl., 734 à — to 752 incl., 612, 613, 606 à — to 608 incl., 603, 471 à — to 473 incl., 475, 465, 467, 468, 330, 331, 333, 325, 327, 328, 197, 187 à — to 195 incl., 77 à — to 80 incl., 74, 75, 64 à — to 68 incl., 2, 3, 9 à — to 14 incl., 97, 98, 100, 101, 247, 248, 243, 242, 241, 237 à — to 239 incl., 230 à — to 234 incl., 379 à — to 381 incl., 369 à — to 372 incl., 359, 360, 501 à — to 520 incl., 657, 635, à — to 655 incl., 771 à — to 793 incl., 907 à — to 929 incl., 1041 à — to 1051 incl., 1039, 1163, 1165, 1177 à — to 1184 incl., 1064, 1066 à — to 1071 incl., 935 à — to 946 incl., 949 à — to 953 incl., 795 à — to 817 incl., 659, 663 à — to 681 incl., 523 à — to 545 incl., 412, 413, 395, 396, 391, 392, 261, 262, 264 à — to 266 incl., 268 à — to 273 incl., 124, 126 à — to 129 incl., 138 à — to 142 incl., 16 à — to 28 incl., 38, 39, 42 à — to 50 incl., 167 à — to 169 incl., 172, 173, 292 à — to 295 incl., 297, 432, 433, 437, 439, 441, 442, 447, 576, 697 à — to 719 incl., 834 à — to 836 incl., 838 à — to 854 incl., 970 à — to 979 incl., 1090 à — to 1094 incl., 1192 à — to 1199 incl., 484, 696, 1167, 1176, 1185, 1186, 1191, 1200, 1201.

Un morceau de terre formant partie du lot connu et désigné sous le numéro onze cent vingt huit de la subdivision officielle du lot numéro Deux cent six (N° 206-1128pte) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, mesurant cinquante-sept pieds de largeur par huit pieds de profondeur, plus ou moins mesure anglaise; bornée cette dite partie de lot en front, par partie dudit lot numéro onze cent vingt-huit vendue pour l'élargissement de la rue Notre-Dame, en arrière par les lots numéros 206-1124, 1125, du côté nord-est et du côté sud-ouest par partie dudit lot numéro onze cent vingt-huit de la dite subdivision.

A piece of land forming part of the lot known and designated under the number Eleven Hundred and Twenty-eight of the official subdivision duly made and filed for the official lot number Two Hundred and Six (206-1128pte) on the plan and in the book of reference for the Parish of Pointe-aux-Trembles, measuring fifty-seven feet in width by eight feet in depth, English measure and more or less; bounded said part of lot in front, by part of the lot number Eleven hundred and twenty-eight sold for the widening of Notre-Dame Street, in rear by the lots numbers 206-1124, 1125, in its North-East side and in its South West side by part of the said lot number Eleven Hundred and Twenty-eight of the said subdivision.

Ménard P.-Napoléon .....	216	429
Moquin Pierre-Alexis .....	216	319
Mullen Brockway Charles et — and Janet Mullen	184	290, 291
O'Haire Frank et — and Mélinda MacGuertin .....	181	251 avec — with 182-203
" .....	181	250 avec — with 182-202
" .....	180	89, 90
Paquette Aurélien .....		
Partrick Ellen Mary, épouse de — wife of Joseph Sartell .....	206	563 à — to 575 incl.,
Pépin Stanislas et — and Albertine Leclerc .....	181	635, 636
Reed Maud A. ....	181	245, 246
Robin Gilles .....	93	32, 33
Rousseau Pauline, épouse — de — wife of J. Jacques Ryan .....	176	131, 223 à — to 225 incl., 299 à — to 305 incl., 318, 319, 320, 288 à — to 291 incl., 293 à — to 296 incl., 307 à — to 310 incl., 312 à — to 315 incl.,
St-Denis Germaine .....	93	181
Saucier Amédée .....	211	996
Sénécal R. Prosper .....	210	209, 210
Stervinou Michel .....	181	149
Thack Mike .....	182	365
Thibault Maurice .....	109	968, 969
Wauthier Régine, épouse de — wife of Nestor Wallot	176	264 à — to 267 incl.,
Wiggins John .....	176	25

Les immeubles susdits sont tous aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, et situés dans la ville de la Pointe-aux-Trembles.

La dite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes attachées aux dits immeubles.

Donné en la ville de la Pointe-aux-Trembles, ce dix-neuvième jour du mois de juin, mil neuf cent quarante-cinq.

(Sceau)  
9677-25-2-o

Le Secrétaire-trésorier,  
PAUL-A. TRUDEAU.

The above immoveables are all on the plan and book of reference of the Parish of Pointe-aux-Trembles, and situated in the Town of Pointe-aux-Trembles.

The said sale will be made with all active and passive servitudes, apparent or occult, attached to the said properties.

Given at the Town of Pointe-aux-Trembles this Nineteenth day of June, Nineteen hundred and forty-five.

9677-25-2-o

PAUL-A. TRUDEAU,  
Secretary-Treasurer.

Province de Québec, Comté d'Hochelaga

Province of Quebec, County of Hochelaga

## VILLE DE MONTRÉAL-OUEST

## TOWN OF MONTREAL WEST

Avis public est par les présentes donné que les propriétés, ci-dessous décrites, situées dans la paroisse de Montréal, seront vendues à l'enchère publique au bureau de la Commission à l'Hôtel de Ville, Montréal-Ouest, MARDI le DIX-SEPTIEME jour de JUILLET, 1945, à DIX heures de l'avant-midi pour les taxes et l'intérêt non acquittés mentionnés dans l'état, en plus des frais qui ont été ou qui pourront être encourus, à moins que les dites taxes, intérêt et frais ne soient payés avant cette date.

Public notice is hereby given that the properties described hereunder, situate in the Parish of Montreal, will be sold by Public Auction in the office of the Commission in the Town Hall, Montreal West, on TUESDAY, the SEVENTEENTH day of JULY, 1945, at TEN o'clock in the forenoon for unpaid taxes and interest mentioned in the statement, in addition to the costs which have been or may be incurred, unless said taxes, interest and costs be sooner paid.

Nom Name	No. du cadastre Cadastral Number	Taxes	Intérêt et frais In terest & Costs	Total
Allen, Leonard Martin .....	138-537	\$ 12.78	\$ .84	\$ 13.62
Evans, W. H. ....	139-486	73.52	5.29	78.81
Favreau, Victor .....	138-513 à — to 516	50.76	3.60	54.36
Hunt, A. ....	138-536	12.78	.84	13.62
Legault, Succ.-Est. J. ....	138-408 à — to 411	50.76	3.60	54.36
Legg, E. L. Rowan. ....	138-480 à — to 485	76.14	5.50	81.64
do .....	138-364 à — to 369	76.14	5.50	81.64
Murphy, W. Frank .....	139-499	73.52	5.29	78.81
Metropolitan Loan Corp. ....	140-485	241.15	16.88	258.03
Pease, Charles A. ....	139-512 & 513	133.60	9.55	143.15

Donné à Montréal-Ouest, ce dix-neuvième jour de juin, 1945.

Le Secrétaire-trésorier,  
CHAS. I. FRASER.

9672-25-2-o

Given at Montreal West, this Nineteenth day of June, 1945.

CHAS. I. FRASER,  
Secretary-Treasurer.

9672-25-2-o

Province de Québec, District de Richelieu

Province of Quebec, District of Richelieu

## CITÉ DE SOREL

## CITY OF SOREL

Avis public, est, par les présentes, donné que la Commission Municipale de Québec, par un arrêté en date du 18 juin 1945, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chap. 207), de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arriérages de taxes dues à la corporation de la Cité de Sorel, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence, les dits immeubles seront vendus par encaissement public dans la salle du conseil de l'Hôtel de Ville, le VINGT CINQUIEME jour de JUILLET 1945, à DEUX heures de l'après-midi.

Toutefois seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes devenues exigibles le ou avant le 31 décembre 1943 auront été payées avant le moment de la vente.

La vente des immeubles décrits dans la première section du présent avis sera faite sujette au droit de retrait.

Celle de l'immeuble décrit dans la deuxième section sera définitive et sans droit de retrait conformément aux dispositions de l'article 74 de la Loi de la Commission municipale de Québec, ledit immeuble étant un terrain vague d'une évaluation municipale ne dépassant pas mille dollars.

## PREMIERE SECTION

## IMMEUBLES SUJETS AU DROIT DE RETRAIT

- 1.— Lucien Badeau.— Le lot numéro 388 et bâtisses y érigées.
- 2.— Louis Côté.— Bâtisses seulement y érigées sur les lots P. 39 et P. 40.
- 3.— Marie-Anne Gagnon.— Un emplacement situé en la cité de Sorel sur le côté sud de la rue Charlotte, connu et désigné au cadastre officiel de la ville de Sorel, comme faisant partie du lot numéro partie sept-

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an Order dated the 18th June, 1945, has ordered the undersigned pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941 chapter 207) to sell the immovables hereinunder designated for payment of arrears of taxes due the Municipal Corporation of the City of Sorel with interest and costs, and that, consequently, the said immovables will be sold by public auction in the Council Hall of the City Hall, on the TWENTY-FIFTH day of JULY, 1945, at TWO o'clock in the afternoon.

However, there shall be excluded from the sale those immovables whereon taxes, becoming exigible on or before December 31st, 1943, shall have been paid before the time of the sale.

The sale of the immovables described in the first section of the present notice shall be made subject to right of redemption.

That of the immovable described in the second section shall be final and without right of redemption, pursuant to the provisions of section 74 of the Quebec Municipal Commission Act, said immovable being a vacant lot of land of municipal valuation not exceeding one thousand dollars.

## FIRST SECTION

## IMMOVABLES SUBJECT TO RIGHT OF REDEMPTION

- 1.— Lucien Badeau.— Lot number 388 and buildings thereon erected.
- 2.— Louis Côté.— Buildings only, erected on lots Pt. 39 and Pt. 40.
- 3.— Marie-Anne Gagnon.— An emplacement situate in the City of Sorel, on the South side of Charlotte street, known and designated on the official cadastre for the Town of Sorel as forming part of lot number

cent soixante et quatre, mesurant dix-sept pieds et demi de front sur la rue Charlotte par soixante et six pieds de profondeur, mesure anglaise, borné en front par la rue Charlotte, en profondeur par partie du dit lot 764 appartenant à Dame Vinelda Hurteau, à l'ouest par autre partie du dit lot 764 appartenant aux ayants droit d'Isaie Beaudry, et à l'est par autre partie du dit lot 764, appartenant à Hector Grimard, avec la moitié est de la maison en brique et du hangar y érigés, avec droit de passage mitoyen et sujet à tels droits de passage mitoyen sur partie du dit lot 764, tel qu'établi en l'acte enregistré au bureau d'enregistrement de la Division de Richelieu sous le N° 51334.

4.— Antoinette Champagne.— Un emplacement situé en la cité de Sorel, sur le côté nord de la rue Adélaïde étant les trente-trois pieds ouest des lots de terre numéro quatre-vingt quatorze, quatre-vingt dix-sept et quatre-vingt-dix-huit (P. N° 94-97-98) du cadastre pour la ville de Sorel, borné au nord par le lot N° 93, à l'est par autre partie des dits lots N° 94-97-98, au sud par la rue Adélaïde et à l'ouest par l'emplacement ci-devant occupé comme marché à foin, mesurant trente-trois pieds de largeur par cent trente-deux pieds de profondeur, mesure anglaise, et longeant l'emplacement ci-devant marché à foin, avec bâtisses y érigées.

5.— Blanche Grimard.— Le lot numéro 1167 et bâtisses y érigées.

6.— Succ. Ulric (Cléophas) Hébert.— Bâtisses seulement érigées sur le lot N° 1219-4.

7.— Ernest Lamothe.— Le lot numéro 11/256 et bâtisses y érigées.

8.— Ollitor Ménard.— Les lots numéros 467 et 469 et bâtisses y érigées.

9.— Léopold Métivier.— Un terrain situé en la cité de Sorel, du côté ouest du chemin de ligne faisant partie du lot numéro douze (P. 12) du cadastre de la ville de Sorel, mesurant quarante pieds de largeur par trois cents pieds en profondeur, tenant en front le chemin de ligne, en profondeur et du côté sud autre partie du même lot du vendeur et du côté nord le terrain que le vendeur a vendu à M. Wilfrid Beaucage avec bâtisses y érigées.

10.— Georges et Antoine Niquette.— Le lot numéro 22a.

11.— Mme Elisabeth Paquin.— Le lot numéro 1193-2 et 3 avec bâtisses y érigées.

12.— Léonidas Potvin.— Bâtisses seulement érigées sur le lot numéro 1189.

13.— Noël Robillard.— Un terrain situé en la cité de Sorel, sur le côté sud de la rue Adélaïde, connu et désigné au cadastre officiel de la ville de Sorel, comme étant le lot numéro onze cent quatre-vingt (N° 1180) et comme faisant partie du lot numéro onze cent quatre-vingt un (Ptie 1181) mesurant quarante-quatre pieds de front sur une profondeur d'environ cent trente-cinq à cent trente-neuf pieds, plus ou moins, et là se rétrécissant à angle droit, vers l'ouest d'environ vingt-deux pieds sur une profondeur additionnelle de soixante à soixante quatre pieds, le tout plus ou moins, de mesure anglaise, et sans garantie de mesure précise, le plus ou moins quel qu'il soit devant être au profit ou à la perte de l'acquéreur; le dit terrain borné comme suit: en front ou au nord par la rue Adélaïde, en profondeur à autre partie du dit lot N° 1181 et au lot N° 1187, propriété de M. L. Simard, à l'ouest au lot N° 1179, propriété de Jos. Ayotte, et d'autre côté à l'est à parties des Nos 1182 et 1183, propriété d'Antonio Salvas, et à autre partie de 1181, propriété de L. Simard avec les bâtisses y érigées.

14.— Noël Robillard.— Un emplacement situé à l'encoignure de la rue du Roi et de la rue du Fort, en la cité de Sorel, dans la province de Québec, connu et désigné comme étant le lot numéro deux de la subdivision du lot numéro un de la subdivision officielle du lot numéro quatre cent quatre-vingt-quatre (484 1 et 2) sur le plan et livre de renvoi officiel de la ville de Sorel, contenant un terrain de forme irrégulière mesurant environ en profondeur d'un côté soixante et quatorze pieds et six pouces (74'6") et de l'autre côté cent douze pieds (112) sur une largeur d'environ 69' sixième et neuf pieds, tenant en front la ruelle du Fort, tenant en profondeur et du côté est autres parties de lot numéro quatre-cent quatre-vingt-quatre un et deux (484-1-2) et du côté ouest le terrain du Gouvernement Fédéral et bâtisses y érigées.

15.— Alexandre Trempe.— Le lot numéro 428 et bâtisses y érigées.

16.— Emile Trempe.— Le lot numéro 763 et bâtisses y érigées.

part seven hundred and sixty-four, measuring seventeen and one half feet in front on Charlotte street by sixty-six feet in depth, English measure, bounded in front by Charlotte street, on the depth by part of said lot 764 belonging to Dame Vinelda Hurteau, on the West by another part of said lot 764 belonging to the assigns of Isaie Beaudry, and on the East by another part of said lot 764 belonging to Hector Grimard with the East half of the brick house and of the shed thereon erected, with party (mitoyen) right of way and subject to such party (mitoyen) rights of way upon part of said lot 764 as established by deed registered at the Registry Office of the Division of Richelieu, under No. 51334.

4.— Antoinette Champagne.— An emplacement situate in the City of Sorel, on the North side of Adelaide street, being the West thirty-three feet of lots of land numbers ninety-four, ninety-seven and ninety-eight (Pt. Nos. 94-97-98) of the cadastre for the town of Sorel, bounded on the North by lot No. 93, on the East by another part of said lots Nos. 94-97-98; on the South by Adelaide street and on the West by the emplacement heretofore occupied as a hay-market, measuring thirty-three feet in width by one hundred and thirty-two feet in depth, English measure, and running along the emplacement of the heretofore hay-market — with buildings thereon erected.

5.— Blanche Grimard.— Lot number 1167 and buildings thereon erected.

6.— Est. Ulric (Cléophas) Hébert.— Buildings only erected on lot No. 1219-4.

7.— Ernest Lamothe.— Lot number 11/256 and buildings thereon erected.

8.— Ollitor Menard.— Lots numbers 467 and 468 and buildings thereon erected.

9.— Léopold Métivier.— A lot of land situate in the City of Sorel, on the West side of the line road (chemin de ligne) forming part of lot number twelve (Pt. 12) of the cadastre for the town of Sorel, measuring forty feet in width by three hundred feet in depth, bounded in front by the line road (chemin de ligne), on the depth and on the South side by another part of said lot of the vendor, and on the North side the land which the vendor has sold to Mr. Wilfrid Beaucage — with buildings thereon erected.

10.— Georges et Antoine Niquette.— Lot number 22a.

11.— Mme Elisabeth Paquin.— Lot number 1193-2 and 3 — with buildings thereon erected.

12.— Léonidas Potvin.— Buildings only erected on lot number 1189.

13.— Noël Robillard.— A lot of land situate in the City of Sorel, on the South side of Adelaide street, known and designated on the official cadastre for the town of Sorel as being lot number eleven hundred and eighty (No. 1180) and as forming part of lot number eleven hundred and eighty-one (Pt. 1181), measuring forty-four feet in front by a depth of about one hundred and thirty-five to one hundred and thirty-nine feet, more or less, thence narrowing in a right angle towards the West of about twenty-two feet by an additional depth of sixty to sixty-four feet, the whole more or less, English measure and without guarantee of exact measurement, the more or the less whatever it may be, being the profit or less of the purchaser; the said land bounded as follows: in front or on the North by Adelaide street, on the depth by another part of said lot No. 1181 and by lot No. 1187 property of Mr. L. Simard, on the West by lot No. 1179 property of Jos. Ayotte and on the other side on the East by parts of Nos. 1182 and 1183 property of Antonio Salvas, and another part of 1181, property of L. Simard — with the buildings thereon erected.

14.— Noël Robillard.— An emplacement situate at the corner of Roi and "du Fort" streets, in the city of Sorel, in the Province of Quebec, known and designated as being lot number two of the subdivision of lot number one of the official subdivision of lot number four hundred and eighty-four (484 1 and 2) on the official plan and in the book of reference for the town of Sorel, containing a lot of land of irregular figure measuring about, in depth, on one side, seventy-four feet and six inches (74'6") and on the other side one hundred and twelve feet (112) by a width of about 69' sixty-nine feet, bounded in front by the "du Fort" lane, on the depth and on the East side, other parts of lot number four hundred and eighty-four one and two (484-1-2) and on the West side by the land of the Federal Government — and buildings thereon erected.

15.— Alexandre Trempe.— Lot number 428 and buildings thereon erected.

16.— Emile Trempe.— Lot number 763 and buildings thereon erected.

DEUXIEME SECTION

IMMEUBLES NON SUJET AU DROIT DE RETRAIT

17.— Marcel Gendron.— Une lisière de terrain situé

SECOND SECTION

IMMOVABLES NOT SUBJECTS OF RIGHT OF REDEMPTION

17.— Marcel Gendron.— A strip of land situate in

en la cité de Sorel, côté est du chemin de ligne, formé du lot numéro cent cinquante-six de la subdivision du lot numéro trente-sept (37-156) du cadastre de la ville de Sorel (à distraire la partie du dit lot vendue à la cité de Sorel pour l'élargissement du chemin de ligne) et de la partie y attenant à l'arrière de la partie non subdivisée du lot numéro trente-sept (P. 37) du même cadastre, mesurant trente-trois pieds, de largeur sur trois cents pieds plus ou moins de profondeur, de mesure anglaise, tenant en front le chemin de ligne, en profondeur autre partie du N° 37 de M. Eugène Mongeau du côté nord le N° 37-155 et partie du N° 37 et du côté sud le N° 37-157 et autre partie du N° 37, laquelle lisière de terre est actuellement ouverte comme rue pour l'utilité des emplacements qui la bordent de chaque côté.

Les dits lots et parties de lots sont du cadastre officiel de la ville de Sorel.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette aux dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Sorel, ce vingt-sixième jour de juin 1945.

(Sceau) Le Greffier,  
9787-26-2-0 THÉODORE BARDIER.

the City of Sorel, East side of the line road (chemin de ligne) formed of lot number one hundred and fifty-six of the subdivision of lot number thirty-seven (37-156) on the cadastre for the town of Sorel (to be deducted the part of sold lot sold to the city of Sorel for the widening of the line road (chemin de ligne) and the part adjoining same in rear of the unsubdivided part of lot number thirty-seven (pt. 37) of said cadastre, measuring thirty-three feet in width by three hundred feet, more or less, in depth, English measure, bounded in front by the line road (chemin de ligne), on the depth by another part of No. 37 of M. Eugène Mongeau on the North side No. 37-155 and part of No. 37, and on the South side No. 37-157 and other part of No. 37, said strip of land being actually open, as a street for the use of the emplacements bordering it on each side.

The said lots and parts of lots are of the official cadastre for the town of Sorel.

The adjudication price of each of these immovables shall be payable immediately.

The sale shall be made, moreover, subject to the provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Sorel, this twenty-sixth day of June, 1945.

(Seal) THEODORE BARDIER,  
9787-26-2 Clerk.

## VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

### ABITIBI

Cour supérieure — District d'Abitibi

No 5982 } LES AGENCES DE COLLEC-  
TION DE L'ABITIBI INC.,  
d'Amos, versus PAUL SUP, de Lac Castagnier, à savoir:

Comme appartenant au défendeur les droits conférés par billet de location du lot numéro neuf (9) du Rang neuf (9) du cadastre officiel pour le canton Lamorandière, avec bâtiments y élevés, circonstances et dépendances, seront vendus à la porte de l'église paroissiale de St-Georges du Lac Castagnier, MARDI, le DIX JUILLET 1945, à ONZE heures du matin.

Cabinet du shérif, Le Shérif,  
Amos, 4 juin 1945. J.-U. DUMONT,  
9509-23-2-0  
[Première insertion, 9 juin 1945]

### BEAUHARNOIS

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Cour Supérieure } ISAIE G A R A N T,  
Province de Québec } plombier - électri-  
District de Beauharnois } tien, demandeur, vs  
N° 8605 } GEORGE BRACKEN  
de la ville de Châteauguay, défendeur.

Saisi comme appartenant au défendeur,  
1.— Un emplacement situé dans la ville de Châteauguay, district de Beauharnois, comprenant les terrains portant subdivision nos. 199, 200, 201, 203, 204, 205 et 206 incl. du cadastre no 20 de la paroisse St-Joachim de Châteauguay, avec la maison et dépendances ci-dessus érigées

Pour être vendu en bloc à la porte de l'église paroissiale de la paroisse du CHRIST-ROI de Châteauguay, le JEUDI, le 2 AOUT 1945, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,  
Salaberry de Valleyfield, ce 27 juin 1945. P. H. REID,  
9793-26-2-0  
[Première insertion, 30 juin 1945.]

## SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

### ABITIBI

Superior Court — District of Abitibi

No. 5982 } LES AGENCES DE COLLEC-  
TION DE L'ABITIBI INC.,  
of Amos, versus PAUL SUP, of Lac Castagnier, to wit:

As belonging to the defendant, the rights conferred by the location ticket of lot number nine (9) of Range nine (9) of the official cadastre for the township of Lamorandière — with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, will be sold at the parochial church door of St-Georges du Lac Castagnier, on TUESDAY the TENTH day of JULY, 1945, at ELEVEN o'clock of the forenoon.

Sheriff's Office, J. U. DUMONT,  
Amos, June 4th, 1945. Sheriff.  
9509-23-2  
[First insertion, June 9th, 1945.]

### BEAUHARNOIS

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Superior Court } ISAIE G A R A N D,  
Province of Quebec } plumber, electrician.  
District of Beauharnois } plaintiff; vs GEORGE  
No. 8605 } BRACKEN, of the  
town of Châteauguay, defendant.

Seized as belonging to the defendant:  
1.— An emplacement situate in the town of Châteauguay, district of Beauharnois, comprising the lots of land bearing subdivision Nos. 199, 200, 201, 203, 204, 205 and 206 incl. of cadastre No. 20 of the parish of St. Joachim de Châteauguay — with the house and dependencies thereon erected.

To be sold "en bloc", at the parochial church door of the parish of CHRIST-ROI de Châteauguay, on THURSDAY, the SECOND of AUGUST, 1945, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, P. H. REID,  
Salaberry de Valleyfield, June 27th, 1945. Sheriff.  
9793-26-2  
[First insertion, June 30th, 1945.]

**GASPE**

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal à savoir: } **A DELINE FRAN-**  
 N° 229911 } **COEUR, demanderesse**  
 vs **EDMOND RIFFON, défendeur.**

Un certain emplacement ou lopin de terre, de forme irrégulière situé dans la paroisse de St-Alban de Cap des Rosiers, comté de Gaspé, Province de Québec, étant mieux connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels du Canton de Cap des Rosiers, comme partie du lot N° B-3 au premier rang Est du dit Canton mesurant environ trois quarts d'arpent de largeur par la profondeur du dit lot borné au Nord par la propriété occupée par Owen Gleeton, au sud par Philippe Dunn et Edmond Gleeton à l'est par le chemin du Roi et à l'ouest par le Fronteau ou le second rang, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Cap des Rosiers comté de Gaspé le **TRENTE ET UN JUILLET 1945, à ONZE heures de l'avant-midi.**

Bureau du Shérif, **M. J. FURLONG.**  
 Percé, P.Q., le 23 juin 1945. 9789-26-2-o  
 [Première insertion, 30 juin 1945]

**PONTIAC**

Cour Supérieure — District de Pontiac

Canada } **JOSEPH LAFRENIERE,**  
 Province de Québec } **hôtelier, Gracefield, com-**  
 District de Pontiac } **té de Hull, demandeur, et**  
 N° 8459 } **IDLEWILD FISH AND**  
**GAME CLUB, corps politique incorporé ayant**  
**son siège social à Gracefield, comté de Gatineau,**  
**district de Hull, défendeur**

Toutes les bâtisses situées sur le terrain décrit ci-dessous: partant d'un point sur la ligne de frontière ouest du canton de Church un mille de son intersection avec la ligne de division nord entre le neuvième rang du canton Dorion audit canton de Church; de là cinq milles au nord 650 ouest; de là deux (2) milles franc nord; de là cinq milles (5) sud 650 est; delà deux (2) milles vers le sud su vant la ligne de frontière ouest du canton Church au point de départ.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Pontiac, à Campbell's Bay, Québec, **MARDI le TRENTE ET UNIEME jour de JUILLET mil neuf cent quarante-cinq, à DIX heures du matin.**

Bureau du Shérif, **Le Shérif,**  
**DOMINIC SLOAN.**  
 Campbell's Bay, Québec, le 23 juin 1945.  
 9790-26-2  
 [Première insertion, 30 juin 1945]

**QUÉBEC**

*Fieri Facias*

Québec, à savoir: } **JOSEPH WILFRID MA-**  
 N° 49-163 } **RIER, marchand-épiciier,**  
 de la cité de Québec, contre **LOUIS ERNEST**  
**LANDRY, anciennement des cité et district de**  
**Québec, and maintenant de Bourlamarque, district**  
**d'Abitibi, à savoir:**

Le lot N° 3655 (trois mille six cent cinquante-cinq) du cadastre officiel pour le quartier St-Jean, maintenant quartier St-Jean-Baptiste, de la cité de Québec, étant un emplacement situé coin des rues Sutherland et Richmond mainte-

**GASPE**

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: } **A DELINE FRAN-**  
 No. 229911 } **COEUR, plaintiff; vs**  
**EDMOND RIFFON, defendant.**

A certain emplacement or parcel of land of irregular figure, situate in the parish of St-Alban de Cap des Rosiers, county of Gaspé, Province of Quebec, better known and designated on the official plan and in the book of reference for the township of Cap des Rosiers, as part of lot No. B-3 of the first range East of said township, measuring about three quarters of one arpent in width by the depth of said lot, bounded on the North by the property occupied by Owen Gleeton, on the South by Philippe Dunn, and Edmond Gleeton, on the East by the King's Highway, and on the West by the "fronteau" or second range — with buildings thereon erecteds circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Cap des Rosiers, county of Gaspé, on the **THIRTY-FIRST of JULY, 1945, at ELEVEN o'clock in the forenoon.**

Sheriff's Office, **M. J. FURLONG,**  
 Percé, P.Q., June 23rd, 1945. Sheriff.  
 9789-26-2  
 [First insertion, June 30th, 1945]

**PONTIAC**

Superior Court — District of Pontiac

Canada, } **JOSEPH LAFRENIERE**  
 Province of Quebec } **Hotelkeeper, Gracefield.**  
 District of Pontiac } **County of Hull, plaintiff**  
 No. 8459 } **and IDLEWILD FISH**  
**AND GAME CLUB, body politic and corporate**  
**having its head office at Gracefield, County of**  
**Gatineau, district of Hull, defendant.**

All buildings situated on the land hereunder discribed as: Beginning at a point on the Western boundary line of the township of Church one mile from its intersection with the Northern division line between the ninth range of the township Dorion at said township of Church; thence North 650 West five miles; thence true North two (2) miles; thence South 650 east five miles (5); thence, towards the South following the Western boundary line of township Church to the starting point two (2) miles.

To be sold at the Registrar's Office for the County of Pontiac, in Campbell's Bay, Québec, on **TUESDAY the THIRTY-FIRST day of JULY, One thousand nine hundred and forty-five, at TEN of the clock in the forenoon.**

Sheriff's Office, **DOMINIC SLOAN,**  
 Campbell's Bay, Québec, June 23, 1945. Sheriff.  
 9790-26-2-o  
 [First insertion, June 30th, 1945]

**QUÉBEC**

*Fieri Facias*

Québec, to wit: } **JOSEPH WILFRID MA-**  
 No. 49-163 } **RIER, merchant-grocer, of**  
 of the city of Québec; against **LOUIS ERNEST**  
**LANDRY, formerly of the city and district of**  
**Québec, and now of Bourlamaque, district of**  
**Abitibi, to wit:**

Lot No. 3655 (three thousand six hundred and fifty-five) of the official cadastre for St. John Ward, now St-Jean-Baptist Ward, of the city of Québec, being an emplacement situate at the corner of Sutherland and Richmond streets, now

nant Lavigueur, mesurant 39 pieds et 9 pouces de front sur la rue Sutherland sur 54 pieds et 3 pouces de profondeur, mesure anglaise, et sans garantie de mesures, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGTIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heure sdu matin.

Bureau du Shérif, Québec, 13 juin 1945. [Première insertion: 16 juin 1945]

Le Sherif,  
L. LAPIERRE.  
9594-24-2-0

### RICHELIEU

*Fieri Facias de Terris*

Cour Supérieure. — District de Richelieu.

Richelieu, à savoir: } HECTOR ALLY, ouvrier, demeurant et résidant à Pierreville, district de Richelieu, demandeur, vs SAMUEL GILL, cultivateur, résidant et demeurant à St-Thomas de Pierreville, district de Richelieu, défendeur.

Les lots de terre sis et situés en la paroisse de Saint-Thomas de Pierreville, en la concession du Chenal Tardif, connus et désignés au cadastre de la paroisse de Saint-Thomas de Pierreville comme étant les lots numéros deux cent cinquante-huit, quatre cent vingt-six, quatre cent vingt-sept, quatre cent vingt-huit (Nos 258, 426, 427, 428) et la moitié nord-ouest du front à la profondeur du lot numéro quatre cent trente-trois dudit cadastre ( $\frac{1}{2}$  N.O. 433) sis et situé en la même paroisse, en la concession Saint-Joseph; cette moitié mesurant un arpent et demi de largeur par quinze arpents de profondeur, plus ou moins, tenant d'un bout à Charles Mercure, de l'autre bout à Alonzo Gill, d'un côté à Paul Comtois et de l'autre côté à Edouard Verville.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Thomas de Pierreville, MARDI, le DIXIÈME jour du mois de JUILLET prochain, à UNE heure de l'après-midi.

Bureau du shérif, Sorel, le 5 juin 1945. [Première insertion, 9 juin 1945.]

LE Shérif,  
MICHEL SAINT-GERMAIN.  
9512-23-2-0

### Lettres patentes

“La Banlieue-Jardin “Churchill-Roosevelt” Incorporée”  
“The “Churchill-Roosevelt” Garden Suburbs Incorporated”

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sixième jour de juin 1945, constituant en corporation: L'Hon. Juge Noël Belleau, Juge de la Cour Supérieure, de Québec, Valmore-A. de Billy, avocat, de Lévis, Sylvio Brassard, architecte, de Québec, J.-Antonio Grenier, avocat, de Québec, Matthew R. Kane, Vice président Price Brothers, de Québec, Émile Nadeau, médecin hygiéniste, de Québec, René Nadeau, avocat de Québec, A.-Benjamin Normandin, I. C., Vice-Président, Régie Services Publics, Québec, Hon. Albert Sévigny, C. P., Juge en Chef Cour Supérieure, de Québec, Hon. Cyrille Vaillancourt, Sénateur, de Lévis, Charles Vézina, M.D., Doyen, Faculté de Médecine, Univ. Laval, Québec, tous

Lavigueur, measuring 39 feet and 9 inches in front on Sutherland street by 54 feet and 3 inches in depth, English measure, and without warranty as to measurement — with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTIETH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Québec, June 13, 1945. [First insertion: June 16, 1945.]

L. LAPIERRE,  
Sheriff.  
9594-24-2

### RICHELIEU

*Fieri Facias de Terris*

Superior Court — District of Richelieu

Richelieu, to wit: } HECTOR ALLY, workman, residing and living at Pierreville, district of Richelieu, plaintiff; vs SAMUEL GILL, farmer, residing and living at St-Thomas de Pierreville, district of Richelieu, defendant.

The lots of land lying and situate in the parish of Saint-Thomas de Pierreville, in the Chenal Tardif concession, known and designated on the cadastre of the parish of Saint-Thomas de Pierreville as being lots numbers two hundred and fifty-eight, four hundred and twenty-six, four hundred and twenty-seven, four hundred and twenty-eight (Nos. 258, 426, 427, 428) and the front Northwest half at the depth of lot number four hundred and thirty-three of said cadastre (N. W.  $\frac{1}{2}$  433) lying and situate in the same parish, in the Saint Joseph concession; the said half measuring one arpent and one half in width by fifteen arpents in depth, more or less, bounded at one end by Charles Mercure, at the other end by Alonzo Gill, on one side by Paul Comtois and on the other side by Edouard Verville.

To be sold at the parochial church door of Saint-Thomas de Pierreville, on TUESDAY, the TENTH day of the month of JULY next, at ONE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Sorel, June 5th, 1945. [First insertion, June 9th, 1945.]

MICHEL SAINT-GERMAIN,  
Sheriff.  
9512-23-2

### Letters Patent

“La Banlieue-Jardin “Churchill-Roosevelt” Incorporée”  
“The “Churchill-Roosevelt” Garden Suburbs Incorporated”

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of June, 1945, incorporating: Hon. Justice Noël Belleau, judge of the Superior Court, of Québec, Valmore-A. de Billy, advocate, of Lévis, Sylvio Brassard, architect, of Québec, J. Antonio Grenier, advocate, of Québec, Matthew R. Kane, vice-president Price Brothers, of Québec, Émile Nadeau, physician, hygienist, of Québec, René Nadeau, advocate, of Québec, A.-Benjamin Normandin C. E. vice-president, Public Service Board, Québec, Hon. Albert Sévigny C.P. Chief Justice of the Superior Court, of Québec, Hon. Cyrille Vaillancourt, senator, of Lévis, Charles Vézina M.D. dean of the Medical Faculty, Laval Univ., Québec, all of the district of Québec,

du district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Province of Quebec, for the following purposes:

1° Développer, près de Québec, une Banlieue-Jardin modèle pour environ 500 familles nombreuses, conformément aux règles de l'Urbanisme, sous la Loi Nationale du logement (1944 — 8 George VI, chap. 46) et sous la Loi provinciale (1944) pour encourager la construction de maisons d'habitation;

1o To develop, near Quebec City, a model Garden Suburbs, for about 500 large families, under Town Planning principles, in accordance with the National Housing Act (1944) 8 George VI, chapter 46, and under the Quebec Provincial Act (1944) to encourage the construction of Dwelling Houses;

2° Acquérir à cette fin tous les terrains nécessaires et procéder à leur développement rationnel en les divisant en zones domiciliaires, commerciale, industrielle, récréatives, suivant des plans approuvés, préparés par des urbanistes, architectes, ingénieurs et autres experts dont les services seront retenus dans ce but, ainsi que pour la préparation des plans et devis des services et édifices publics nécessaires: aqueduc, égout, drainage, services d'électricité, de téléphone, de chauffage, d'eau chaude domestique, centres récréatifs, éducatifs, industriels;

2o To acquire, for that purpose, all the necessary land and have it developed properly into special zones: residential, commercial, industrial, recreational, according to approved plans prepared by Town Planners, Architects, Engineers and other experts whose services shall be required for that purpose, as well as for the preparation of plans and specifications for the necessary Public Buildings and Services:—Waterworks, sewerage and drainage systems, electricity, telephone, heating and domestic hot water systems, recreational, educational and industrial Centres;

3° Entreprendre elle-même ou par l'entremise de contracteurs généraux et spéciaux, la construction des Foyers de ses futurs copropriétaires-locataires, ainsi que le développement complet des lots à bâtir; construire de même tous les services et édifices publics nécessaires, avec les voies de communications requises; Boulevard, Avenues, Rues de service;

3o To undertake directly, or through general and special contractors, the building of Homes for its future copartnership Tenants, as well as the complete development of its building lots, and also the building of the necessary Public Buildings and Services, together with the roads required: Boulevards, Avenues, service streets;

4° Acheter directement des producteurs, lorsque possible, tous les matériaux et autres articles requis pour les travaux indiqués ci-dessus;

4o To buy directly from producers whenever possible, all the materials and other necessary articles for the above named works;

5° Sous la Loi des syndicats coopératifs de la Province de Québec, organiser pour ses copropriétaires-locataires et autres résidents une coopérative générale de consommation: La Coopérative Générale de consommation "Rochdale" (C.G.C. "R"), dans le but de leur fournir au meilleur compte possible tous les articles de première nécessité et autres, sur une base coopérative;

5o Under the Cooperatives Syndicates Act of the Province of Quebec, to organize for its copartnership Tenants and other residents a general consumers' cooperative: The "Rochdale" Consumers' General Cooperative ("R C.G.C.") for the purpose of supplying them at the lowest possible price, with all the commodities of life, upon a cooperative basis;

6° Sous la même Loi, organiser pour ses copropriétaires-locataires et autres résidents, une coopérative d'épargne et de crédit: La Caisse Populaire "Desjardins" (C.P. "D");

6o Under the same Act, to organize for its copartnership Tenants and other residents, a credit Union: The Caisse Populaire "Desjardins" (C.P. "D").

7° De même, organiser pour les copropriétaires-locataires et autres résidents qui désireront en faire partie, une coopérative de transport qui sera désignée sous le nom de: Transport Coopératif (T.C.).

7o Also, to organize for its copartnership Tenants and other residents wishing to join, a Transport cooperative to be known under the name of "Le Transport Coopératif" (T.C.).

8° Établir un centre récréatif, des terrains de jeux, piscines de natation, bibliothèque, musée, société d'horticulture, et faire en général tous les actes nécessaires pour assurer le bien-être physique, moral, intellectuel, social et économique de ses copropriétaires-locataires et autres résidents;

8o To organize a recreational Centre, playgrounds, a swimming pool, a library, a museum, an horticultural Society, and generally to promote any undertaking for the physical, moral, intellectual, social and economical welfare of its copartnership Tenants and other residents;

9s Le capital de la Corporation sera de \$99,900.00 divisé comme suit:

9o The capital of the Corporation is to be \$99,900.00 divided as follows:

- a) 5,000 actions de priorité, de \$10.00 chacune, Classe A; \$50,000.00;
- b) 4,850 actions de priorité, de \$10.00 chacune, Classe B; \$48,500.00;
- c) 1,400 actions ordinaires, de \$1.00 chacune; \$1,400.00;

- a) 5,000 preferred shares, Class A, of \$10.00 each; \$50,000.00
- b) 4,850 preferred shares, Class B, of \$10.00 each; \$48,500.00
- c) 1,400 ordinary shares, of \$1.00 each; \$1,400.00

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

The head office of the company will be at Quebec in the district of Quebec.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-sixième jour de juin 1945.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of June, 1945.

L'Assistant-procureur général, supp.  
9818-o P. FRENETTE.

L. FRENETTE,  
9118-o Assistant Deputy Attorney General.

**Avis divers**

**AVIS DE RACHAT**

**RR. SOEURS DE LA CHARITÉ DE QUÉBEC**

Emission de \$2,500,000.00, 4%, datée du 1er août 1940 et échéant le 1er août 1950

Les RR. Sœurs de la Charité de Québec, ci-après nommées "La Corporation" donnent avis par les présentes que pour satisfaire aux exigences de l'acte de fiducie signé le 2 août 1940 par la dite Corporation en faveur du Trust Général du Canada, devant le notaire Joseph Sirois, sous le numéro 11808 de ses minutes et se rapportant à l'émission d'obligations ci-dessus mentionnée, elles rachèteront en date du 1er août 1945, au prix de 100% de leur valeur nominale, pour quarante mille dollars (\$40,000.00) d'obligations faisant partie de ladite émission.

Les obligations dont le rachat sera effectué le 1er août 1945 ont été désignées par voie de tirage, avec les résultats suivants:

16 obligations de \$500.00: Nos D30, 145, 189, 214, 252, 291, 405, 544, 586, 596, 661, 665, 688, 799, 809, 952.

32 obligations de \$1,000.00: Nos M112, 215, 432, 433, 466, 642, 643, 646, 828, 1037, 1043, 1085, 1097, 1107, 1110, 1150, 1162, 1207, 1210, 1284, 1294, 1430, 1443, 1480, 1526, 1561, 1574, 1632, 1697, 1750, 1777, 1909.

Par suite, lesdites obligations ci-dessus énumérées deviendront dues et payables et elles seront payées et rachetées, avec intérêts courus jusqu'au 1er août 1945 sur présentation et remise d'icelles avec, y attachés, tous les coupons d'intérêt à compter de celui échéant le 1er février 1946 et subséquemment, au bureau principal de la Banque Canadienne Nationale, à Québec ou à Montréal, ou au bureau principal de la Banque de Montréal à Toronto au choix du détenteur.

De plus, la corporation donne avis qu'elle déposera entre les mains du fiduciaire, conformément audit acte de fiducie, le ou avant la date fixée pour le rachat, les fonds requis pour le rachat de ses dites obligations, principal et intérêt courus, tel que susdit, et que, par suite de ce dépôt, lesdites obligations cesseront de porter intérêt à compte de la date fixée pour leur rachat.

SOEURS DE LA CHARITÉ, DE QUÉBEC.  
TRUST GÉNÉRAL DU CANADA,  
71, rue St-Pierre, Québec.  
Québec, le 28 juin, 1945.

9820-0

**Miscellaneous Notice**

**NOTICE OF REDEMPTION**

**THE SISTERS OF CHARITY OF QUEBEC**

Issue of bonds for \$2,500,000.00, 4%, dated August 1st 1940 and maturing August 1st 1950

Notice is hereby given by the Sisters of Charity of Quebec, hereinafter called the Corporation, that in accordance with the terms and conditions of the Trust Deed executed by said Corporation in favour of General Trust of Canada, August 2nd, 1940, before Joseph Sirois, N.P., under number 11808 of his minutes, the Corporation will redeem on the first of August 1945, by the payment of their principal at one hundred per cent (100%) and interest accrued thereon to said redemption date, for forty thousand dollars (\$40,000.00) of bonds forming part of the above mentioned issue.

The bonds to be redeemed have been drawn by lot with the following results:

16 bonds of \$500.00: Nos. D30, 145, 189, 214, 252, 291, 405, 544, 586, 596, 661, 665, 688, 799, 809, 952.

32 bonds of \$1,000.00: Nos. M112, 215, 432, 433, 466, 642, 643, 646, 828, 1037, 1043, 1085, 1097, 1107, 1110, 1150, 1162, 1207, 1210, 1284, 1294, 1430, 1443, 1480, 1526, 1561, 1574, 1632, 1697, 1750, 1777, 1909.

Accordingly, the said above mentioned bonds will become due and payable and they will be paid and redeemed in principal and interest, as above stated, on the first of August 1945 (August 1st, 1945) upon presentation and surrender of same, together with thereto attached, all interest coupons maturing on February 1st, 1946, and subsequently, at the main office of Banque Canadienne Nationale, in Quebec or Montreal, or at the main office of Bank of Montreal, in Toronto, at the holder's option.

Notice is further given by the Corporation that it will deposit with the Trustee, as provided by the said trust deed, on or before the redemption date, the funds required for the redemption of said bonds, principal and interest accrued, as above stated and that following such deposit, said bonds will cease to bear interest as from the redemption date.

THE SISTERS OF CHARITY OF QUEBEC  
GENERAL TRUST OF CANADA, Trustee.  
71, St. Peter St., Québec.  
Québec, June 28th, 1945.

9820-0

**Index de la Gazette officielle de Québec, N° 26**

**ARRÊTÉS EN CONSEIL:**

2384 — Métiers de la construction de Montréal .....	1333
2385 — Industrie de l'imprimerie de Montréal et du district .....	1333
2390 — Métiers de barbier et coiffeur dans la région de Sherbrooke .....	1326
2391 — Métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région des Trois-Rivières .....	1329

**Index of the Quebec Official Gazette, No. 26**

**ORDERS-IN-COUNCIL:**

2384 — Building trades of Montréal .....	1333
2385 — Printing industry of Montreal and District .....	1333
2390 — Barber and hairdresser trades in the district of Sherbrooke .....	1326
2391 — Barber and hairdresser trades in the district of Trois-Rivières .....	1329

2392 — Fabrication des boîtes de carton gaufré dans la province de Québec . . . . .	1331	2392 — Manufacturing of corrugated paper boxes in the Province of Quebec . . . . .	1331
2393 — Commerce de détail dans la cité de Québec . . . . .	1332	2393 — Retail trade in the city of Quebec . . . . .	1332
2394 — Industrie et métiers de la construction dans la région de Montréal . . . . .	1332	2394 — Construction industry and trades in the district of Montreal . . . . .	1332
2395 — Métiers de l'imprimerie dans l'île de Montréal . . . . .	1332	2395 — Printing trades in the Island of Montreal . . . . .	1332
<b>AVIS AUX INTÉRESSÉS:</b>	1293	<b>NOTICE TO INTERESTED PARTIES:</b>	1293
<b>AVIS DIVERS:</b>		<b>MISCELLANEOUS NOTICES:</b>	
La Compagnie Electrique Rivière-à-Pierre Limitée (Barrage) . . . . .	1334	La Compagnie Electrique Rivière-à-Pierre Limitée (Dam) . . . . .	1334
L'Association des Immeubles Colombiens Inc.—Columbus Building Association (Distribution de l'actif) . . . . .	1336	Columbus Building Association — L'Association des Immeubles Colombiens Inc. (Distribution of the assets) . . . . .	1336
Les Anciens de Shawinigan (Directeurs) . . . . .	1336	Les Anciens de Shawinigan (Directors) . . . . .	1336
Les Anciens de Shawinigan (Règlements) . . . . .	1336	Les Anciens de Shawinigan (Ry-laws) . . . . .	1336
Liste des présidents d'élection . . . . .	1335	List of returning-officers . . . . .	1335
Montréal-Nord, ville de (Règlement) . . . . .	1336	Montreal-North, town of (By-law) . . . . .	1336
RR. Soeurs de la Charité de Québec, (avis de rachat) . . . . .	1366	The Sisters of Charity of Quebec, (Notice of redemption) . . . . .	1366
St-Méthode de Frontenac, munic. de (Nom changé) . . . . .	1334	St-Méthode de Frontenac, munic. of (Name changed) . . . . .	1334
The Singer Manufacturing Company (Barrage) . . . . .	1333	The Singer Manufacturing Company (Dam) . . . . .	1333
<b>CHARTES — ABANDON DE:</b>		<b>CHARTES — SURRENDER OF:</b>	
Adhesive Surfaces Limited . . . . .	1338	Adhesive Surfaces Limited . . . . .	1338
W. D. MacWorth Company Limited . . . . .	1338	W. D. MacWorth Company Limited . . . . .	1338
<b>COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM:</b>		<b>MINIMUM WAGE COMMISSION:</b>	
N° 14 — Employés préposés à l'entretien des édifices publics ci-après désignés dans le district de Montréal (Ordonnance d'amendement) . . . . .	1338	No. 14 — Maintenance men working in public buildings hereinafter designated in the district of Montreal (Ordinance of amendment) . . . . .	1338
<b>DÉPARTEMENTS — AVIS DES:</b>		<b>DEPARTMENTAL NOTICES:</b>	
<b>AGRICULTURE:</b>		<b>AGRICULTURE:</b>	
Cercle agricole de la paroisse de Saint-Tharsicius . . . . .	1340	Cercle agricole de la paroisse de St-Tharsicius . . . . .	1340
<b>INSTRUCTION PUBLIQUE:</b>		<b>EDUCATION:</b>	
Examen des aspirants à la charge d'inspecteur d'écoles . . . . .	1340	Examination of candidates for the position of Inspector of Schools . . . . .	1340
<b>TERRES ET FORÊTS:</b>		<b>LANDS AND FORESTS:</b>	
Chicoutimi, ville de . . . . .	1341	Chicoutimi, town of . . . . .	1341
Parent, canton de . . . . .	1341	Parent, township of . . . . .	1341
<b>TRAVAIL:</b>		<b>LABOUR:</b>	
Comité conjoint de l'industrie de la confection pour dames dans la province de Québec (Prélèvement) . . . . .	1345	Joint committee of the ladies' cloak and suit industry for the Province of Quebec (Levy) . . . . .	1345
Comité conjoint de l'industrie des vêtements d'hommes et de garçons dans la province de Québec (Prélèvement) . . . . .	1343	Joint committee of the men's and boys' clothing industry for the Province of Quebec (Levy) . . . . .	1343
Comité paritaire de l'industrie de l'automobile de Montréal et du district (Prélèvement) . . . . .	1341	Joint committee of the automobile industry of Montreal and District (Levy) . . . . .	1341
Comité paritaire du commerce de détail de Chicoutimi (Avis) . . . . .	1346	Parity committee of the retail trade of Chicoutimi (Notice) . . . . .	1346
Comité paritaire du commerce de détail de Chicoutimi (Prélèvement) . . . . .	1346	Parity committee of the retail trade of Chicoutimi (Levy) . . . . .	1346
Comité paritaire du commerce de détail de la fourrure de Montréal et du district (Modification) . . . . .	1349	Joint committee of the retail fur trade of Montreal and District (Amendment) . . . . .	1349

Industrie du gant de travail dans la province de Québec (Modification) . . . . .	1348	Working glove industry in the Province of Quebec (Amendment) . . . . .	1348
Industrie du gant fin dans la province de Québec (Modification) . . . . .	1349	Fine glove industry in the Province of Quebec (Amendment) . . . . .	1349
<b>TRÉSOR:</b>		<b>TREASURY:</b>	
<b>ASSURANCES:</b>		<b>INSURANCE:</b>	
Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Ste-Justine. . .	1349	Compagnie d'assurance-mutuelle contre le feu de la paroisse de Ste-Justine. . .	1349
<b>EXAMENS DU BARREAU:</b>		<b>BAR EXAMINATIONS:</b>	
Bas St-Laurent: étude du droit . . . . .	1351	Lower St. Lawrence: study of law . . . . .	1351
Bas St-Laurent: pratique du droit . . . . .	1351	Lower St. Lawrence: practice of law . . . . .	1351
Montréal: pratique du droit . . . . .	1352	Montreal: practice of law . . . . .	1352
Montréal: pratique du droit . . . . .	1350	Montreal: practice of law . . . . .	1350
Montréal: étude du droit . . . . .	1352	Montreal: study of law . . . . .	1352
Montréal: étude du droit . . . . .	1352	Montreal: study of law . . . . .	1352
Québec: étude du droit . . . . .	1351	Quebec: study of law . . . . .	1351
Québec: pratique du droit . . . . .	1350	Quebec: practice of law . . . . .	1350
Québec: pratique du droit . . . . .	1352	Quebec: practice of law . . . . .	1352
St-François: étude du droit . . . . .	1351	St. Francis: study of law . . . . .	1351
Trois-Rivières: étude du droit . . . . .	1353	Trois-Rivières: study of law . . . . .	1353
<b>LETTRES PATENTES:</b>		<b>LETTERS PATENT:</b>	
Acme Pattern & Woodwork Co. Ltd. . . . .	1294	Acme Pattern & Woodwork Co. Ltd. . . . .	1294
A. H. Manningham Limited . . . . .	1295	A. H. Manningham Limited . . . . .	1295
Akmor Textile & Converting Co. Ltd. . . . .	1295	Akmor Textile & Converting Co. Ltd. . . . .	1295
Annis Mink Ranch Limited . . . . .	1295	Annis Mink Ranch Limited . . . . .	1295
A. O. Monderie, Limitée . . . . .	1296	A. O. Monderie, Limitée . . . . .	1296
A. & A Manufacturing Company Ltd. . . . .	1296	A. & A Manufacturing Company Ltd. . . . .	1296
Barber Transport Limited . . . . .	1297	Barber Transport Limited . . . . .	1297
Bell Manitou Gold Mine Limited . . . . .	1297	Bell Manitou Gold Mine Limited . . . . .	1297
Betty & Maxine Sportswear Limited . . . . .	1298	Betty & Maxine Sportswear Limited . . . . .	1298
Bon-Ray Ltd. . . . .	1298	Bon-Ray Ltd. . . . .	1298
Candy Craft Corporation . . . . .	1299	Candy Craft Corporation . . . . .	1299
Carmo Industries Limited . . . . .	1299	Carmo Industries Limited . . . . .	1299
Century Fur & Footwear Ltd. . . . .	1300	Century Fur & Footwear Ltd . . . . .	1300
Century Sales Incorporated . . . . .	1300	Century Sales Incorporated . . . . .	1300
C. Howard Simpkin Ltd. . . . .	1300	C. Howard Simpkin Ltd. . . . .	1300
Clifton Sportswear Ltd. . . . .	1301	Clifton Sportswear Ltd. . . . .	1301
Comet Duverny Gold Mines Ltd. . . . .	1301	Comet Duverny Gold Mines Ltd . . . . .	1301
Compagnie Industrielle St-Félix Limitée . . . . .	1302	Compagnie Industrielle St-Félix Limitée . . . . .	1302
Dandy Pants & Sportswear Inc. . . . .	1302	Dandy Pants & Sportswear Inc. . . . .	1302
Davern Import Corp. . . . .	1303	Davern Import Corp. . . . .	1303
Debbie Manufacturing Company Limited . . . . .	1303	Debbie Manufacturing Company Limited . . . . .	1303
Deitcher Brothers Inc. . . . .	1304	Deitcher Brothers Inc. . . . .	1304
De La Salle Chesterfield Inc. . . . .	1304	De La Salle Chesterfield Inc. . . . .	1304
Drew Manufacturing Inc. . . . .	1305	Drew Manufacturing Inc. . . . .	1305
Flomen & Lussier Inc. . . . .	1305	Flomen & Lussier Inc. . . . .	1305
Glamour Products Inc. . . . .	1306	Glamour Products Inc. . . . .	1306
Glen Realities Limited . . . . .	1306	Glen Realities Limited . . . . .	1306
Harvey Sales Distributing Corp. . . . .	1307	Harvey Sales Distributing Corp. . . . .	1307
Ideal Process Company . . . . .	1307	Ideal Process Company. . . . .	1307
Infanta Slipper Company Limited . . . . .	1308	Infanta Slipper Company Limited . . . . .	1308
James E. Brooks Cotton Company Ltd. . . . .	1308	James E. Brooks Cotton Company Ltd. . . . .	1308
Joncas Investment Company Limited . . . . .	1308	Joncas Investment Company Limited. . . . .	1308
Jos. Morel Limitée . . . . .	1309	Jos. Morel Limitée. . . . .	1309
Junior Guild Frocks Inc. . . . .	1309	Junior Guild Frocks Inc . . . . .	1309
J. & H. Deck Corporation, Ltd. . . . .	1310	J. & H. Deck Corporation, Ltd. . . . .	1310
Kenrod Manufacturing Co. Ltd. . . . .	1310	Kenrod Manufacturing Co. Ltd. . . . .	1310
La Banlieue-Jardin "Churchill-Roosevelt" Incorporée — The "Churchill-Roosevelt" Garden Suburbs Incorporated . . . . .	1364	The "Churchill-Roosevelt" Garden Suburbs Incorporated — La Banlieue-Jardin "Churchill-Roosevelt" Incorporée. . . . .	1364
Laboratoire Cunard Limitée — Cunard Laboratory Limited . . . . .	1311	Cunard Laboratory Limited — Laboratoire Cunard Limitée. . . . .	1311
La Construction Roland, Limitée . . . . .	1311	La Construction Roland, Limitée . . . . .	1311
Lady Ann Inc. . . . .	1311	Lady Ann Inc. . . . .	1311
La Fédération des Oeuvres de Charité de Longueuil . . . . .	1312	La Fédération des Oeuvres de Charité de Longueuil. . . . .	1312
Larole Furs Limited . . . . .	1312	Larole Furs Limited. . . . .	1312
L'Association des Citoyens de Rosemere, Inc. — Rosemere Citizens' Association, Inc. . . . .	1313	Rosemere Citizens' Association, Inc.— L'Association des Citoyens de Rosemere, Inc. . . . .	1313

L. Fels & Sons Inc. ....	1313	L. Fels & Sons Inc. ....	1313
Loudee Equipment Corp. ....	1314	Loudee Equipment Corp. ....	1314
Louiseville Lumber Limited ....	1314	Louiseville Lumber Limited. ....	1314
Malartic Lakeshore Gold Mines, Limited ....	1315	Malartic Lakeshore Gold Mines, Limited. ....	1315
Marvin Fur Co. Ltd. ....	1316	Marvin Fur Co. Ltd. ....	1316
Meubles Beauport Ltée — Beauport Furniture Ltd. ....	1316	Beauport Furniture Ltd. — Meubles Beauport Ltée. ....	1316
M. Steinberg Inc. ....	1316	M. Steinberg Inc. ....	1316
Nap. E. Godin Ltée ....	1317	Nap. E. Godin Ltée. ....	1317
Newton Downs Inc. ....	1317	Newton Downs Inc. ....	1317
Nu-Mode Novelty Inc. ....	1318	Nu-Mode Novelty Inc. ....	1318
Paramount Furniture Mfg. Co. Ltd. ....	1318	Paramount Furniture Mfg. Co. Ltd. ....	1318
Perfection Air Conditioning Ltd. ....	1319	Perfection Air Conditioning Ltd. ....	1319
Producteurs d'Hormones de Québec Incorporée — Québec Hormones Producers Incorporated ....	1319	Québec Hormones Producers Incorporated — Producteurs d'Hormones de Québec Incorporée ....	1319
P. S. Kendall, Inc. ....	1320	P. S. Kendall, Inc. ....	1320
Quilting Industries Limited ....	1320	Quilting Industries Limited ....	1320
Sales Administration Instructors, Ltd. ....	1321	Sales Administration Instructors, Ltd. ....	1321
Solid Importing Limited ....	1321	Solid Importing Limited. ....	1321
Steinberg Clothing Company ....	1322	Steinberg Clothing Company. ....	1322
Terrains de Jeux de Chambord ....	1322	Terrains de Jeux de Chambord ....	1322
Tiffany Gift Shop Inc. ....	1323	Tiffany Gift Shop Inc. ....	1323
Trans-Ocean Export-Import Company Limited. ....	1323	Trans-Ocean Export — Import Company Limited. ....	1323
William Barbara Corporation. ....	1324	William Barbara Corporation. ....	1324

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Cameo Crafts Inc. ....	1324	Cameo Crafts Inc. ....	1324
Decorations Limited. ....	1324	Decorations Limited. ....	1324
Drouin-McLeod Mining Syndicate Limited. ....	1325	Drouin-McLeod Mining Syndicate Limited. ....	1325
Hungaria Social Club Incorporated. ....	1325	Hungaria Social Club Incorporated. ....	1325
Laurentide Equipment Company Limited. ....	1325	Laurentide Equipment Company Limited. ....	1325
Norrmague Mines Limited. ....	1325	Norrmague Mines Limited. ....	1325
Northern Townsite Corporation. ....	1326	Northern Townsite Corporation. ....	1326
Wettring Gold Mines, Limited. ....	1326	Wettring Gold Mines, Limited. ....	1326

NOMINATIONS:

APPOINTMENTS:

Diverses ....	1353	Miscellaneous ....	1353
---------------	------	--------------------	------

SIÈGES SOCIAUX:

HEAD OFFICES:

Le Rachel, Cercle Féminin ....	1355	Le Rachel, Cercle Féminin. ....	1355
Meubles Beauport Ltée — Beauport Furniture Ltd. ....	1354	Beauport Furniture Ltd. — Meubles Beauport Ltée. ....	1354

SOUMISSIONS:

TENDERS:

Coaticook, ville de ....	1355	Coaticook, town of. ....	1355
--------------------------	------	--------------------------	------

VENTE PAR LICITATION:

SALE BY LICITATION:

Israel et vir vs Israel et al. ....	1355	Israel et vir vs Israel et al. ....	1355
-------------------------------------	------	-------------------------------------	------

VENTES POUR TAXES:

SALES FOR TAXES:

Montréal-Nord, ville de ....	1357	Montreal-North, town of. ....	1357
Montréal-Ouest, ville de ....	1360	Montreal West, town of. ....	1360
Pointe-aux-Trembles, ville de ....	1358	Pointe-aux-Trembles, town of. ....	1358
Saint-Michel, ville de ....	1356	Saint-Michel, town of. ....	1356
Sorel, cité de ....	1360	Sorel, city of. ....	1360

VENTES PAR SHÉRIFS:

SHERIFF'S SALES:

ABITIBI:

ABITIBI:

Les Agences de Collection de l'Abitibi Inc vs Sup. ....	1362	Les Agences de Collection de l'Abitibi Inc vs Sup. ....	1362
---	------	---	------

BEAUHARNOIS:

BEAUHARNOIS:

Garand vs Braken. ....	1362	Garand vs Bracken. ....	1362
------------------------	------	-------------------------	------

<b>GASPÉ:</b>		<b>GASPÉ:</b>	
Francœur vs Riffon .....	1363	Francœur vs Riffon .....	1363
<b>PONTIAC:</b>		<b>PONTIAC:</b>	
Lafrenière vs Idlewild Fish and Game Club .....	1363	Lafrenière vs Idlewild Fish and Fame Club .....	1363
<b>QUÉBEC:</b>		<b>QUÉBEC:</b>	
Marier vs Landry. ....	1363	Marier vs Landry. ....	1363
<b>RICHELIEU:</b>		<b>RICHELIEU:</b>	
Ally vs Gill . ....	1364	Ally vs Gill . ....	1364
9820-o		9820-o	